LES SOURCES D'INFORMATION EN MATIÈRE DE CONDITIONS ET DE RELATIONS DU TRAVAIL

LE TRAVAIL

Québec

87-01921/

Les sources d'information en matière de conditions et de relations du travail

Les sources d'information en matière de conditions et de relations du travail

par Guy Champagne et Isabelle Reny

Québec

La publication de cette recherche a été réalisée par
le Service de la recherche de la Commission
consultative sur le travail
Directrice : Nicole Lemay

Cette édition a été produite par la Direction générale
des publications gouvernementales

Dépôt légal — 2e trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-08885-X

© Gouvernement du Québec

Présentation

La Commission consultative sur le travail a confié le mandat de la réalisation de cette étude à l'Institut de recherche appliquée sur le travail. Monsieur Guy Champagne et Madame Isabelle Reny ont réalisé le mandat.

Cette étude fournit un inventaire des services d'information existant au Québec en matière de conditions et de relations du travail.

Nicole Lemay
Directrice
Service de la recherche

Table des matières

Introduction 1

Chapitre 1

L'inventaire des sources d'information sur les conditions et les relations de travail 3

1.1 Méthodologie 3

Chapitre 2

L'identification des institutions et la description de leurs activités 5

2.1 La grille d'analyse 5

2.2 Le questionnaire 5

2.3 Les organismes contactés 6

2.3.1 Les entreprises privées 6

2.3.2 Les ministères, commissions et organismes relevant de la responsabilité des gouvernements du Québec et d'Ottawa 6

2.3.3 Les universités 6

2.3.4 Les organisations syndicales 7

2.3.5 Les associations patronales 7

2.3.6 Les associations professionnelles 7

2.3.7 Les instituts de recherche et les groupes communautaires 7

2.3.8 Conclusion 7

Tableau synoptique . . . . . 9 à 13

Chapitre 3

L'évaluation des services d'information existants 17

Chapitre 4

Les expériences étrangères 19

4.1 La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Communautés économiques européennes) . . . 20

4.2 L'Institut pour l'amélioration des conditions de travail (IACT – Belgique) 20

4.3 L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT – France) 21

4.4 Conclusion 22

Chapitre 5

Recommandations 23

Annexes :

A – Liste des organismes recensés . . 25

B – Inventaire 27

C – Index des périodiques 77

D – Liste des sources consultées . . . 79

E – Plan de classement 81

F – Questionnaire 83

G – Liste des personnes interviewées 91

H – Liste des organismes étrangers contactés 93

Introduction

Ces dernières années, les effets conjugués de la crise économique et de l'introduction des nouvelles technologies ont provoqué des changements, des mutations dans les conditions du travail. Les intervenants en la matière en ont pris conscience et se confrontent quotidiennement à une réalité toujours plus complexe.

Notre propos n'est pas de remonter aux sources de ces transformations ni d'en analyser le développement et encore moins d'en mesurer l'impact sur les conditions et les relations du travail. Cependant, il est évident qu'en cette matière nos besoins d'information se font sentir avec acuité. En effet, dans tous les domaines du savoir, la production des connaissances se développe à un rythme accéléré ; parallèlement à ce phénomène, les possibilités de diffusion de ces connaissances croissent aussi très rapidement de sorte qu'elles alimentent elles-mêmes à leur tour la production de nouvelles informations.

L'objet de cette recherche est donc d'identifier les sources d'information dans le domaine des conditions et des relations du travail de façon à pouvoir en cerner les deux aspects fondamentaux qui sont, comme nous venons de le dire précédemment, la production et la diffusion des connaissances.

C'est en ce sens que l'Institut de recherche appliquée sur le travail (IRAT) a reçu de la Commission consultative sur le travail un mandat de recherche comportant cinq objectifs principaux :

1) Faire l'inventaire des institutions, organismes, publications ou services dispensant des services d'information, de recherche ou tenant simplement (compilation sans diffusion ou avec diffusion restreinte) des données sur les conditions du travail ; et ce, pour le Québec

2) Faire la description du service, du contenu, de la clientèle de ces institutions (travailleurs, associations, entreprises, investisseurs, gouvernements, tribunaux, conciliateurs, médiateurs, firmes, chercheurs, etc.)

3) Faire une évaluation des services existants selon certains critères (accessibilité, fiabilité (données), délais de traitement, coûts)

4) Faire état des expériences étrangères concernant les systèmes d'information en matière de relations et/ou de conditions du travail

5) Formuler des recommandations en fonction des besoins des différents intervenants et de l'évaluation des services existants.

Le premier objectif consiste à faire l'inventaire des sources d'information sur les conditions et les relations du travail au Québec. Nous allons trouver dans la partie suivante de ce rapport la description des méthodes que nous avons employées pour atteindre cet objectif. L'inventaire comme tel se retrouve en annexe. Il se divise en trois parties : la première est une liste alphabétique des organismes recensés (Annexe A) ; la seconde est une fiche descriptive de chacun de ces mêmes organismes (Annexe B) ; la troisième finalement consiste en une liste des périodiques publiés par les institutions répertoriées (Annexe C).

La seconde partie de l'inventaire remplit donc le deuxième objectif qui nous avait été assigné à savoir : faire la description des institutions d'où émanent ces informations. Nous y retrouvons en effet les caractéristiques principales des organismes répertoriés : leurs recherches, leurs publications, leur centre de documentation s'il y a lieu, etc.

Le troisième objectif était de faire une évaluation des services d'information existants. Pour connaître l'état de la diffusion de l'information au Québec, nous avons rencontré divers intervenants du monde du travail afin de connaître leur perception à ce sujet. C'est ce que nous expliquons dans la partie trois.

Dans la quatrième section du rapport nous présentons brièvement l'information que nous avons obtenue au sujet d'expériences étrangères dans le domaine.

Finalement, notre dernier chapitre présentera certaines recommandations en fonction des besoins des différents intervenants et de l'évaluation des services existants.

Chapitre 1
L'inventaire des sources d'information sur les conditions et les relations du travail

Le mandat que la Commission consultative sur le travail nous a confié nous commandait d'être exhaustifs. En effet, le premier objectif visé par la recherche était défini comme suit :

> « Faire l'inventaire des institutions, organismes, publications ou services dispensant des services d'information, de recherche ou tenant simplement (compilation sans diffusion ou avec diffusion restreinte) des données sur les conditions de travail et ce, pour le Québec. »

C'est pourquoi nous avons cherché à rejoindre le plus d'intervenants possible dans le monde du travail. Notre champ de recherche était le Québec, mais nous nous devions d'inclure dans notre inventaire les institutions dont le siège était hors Québec et qui ont une mission d'information pan-canadienne. C'est pourquoi nous avons porté également attention aux sociétés publiques et privées situées à Ottawa, Toronto et Hamilton.

1.1 Méthodologie

Nous étions déjà en contact avec bon nombre d'organismes oeuvrant dans le monde des conditions et des relations du travail. Que l'on songe aux ministères fédéraux et provinciaux, aux associations syndicales, aux associations patronales, aux facultés, départements et bibliothèques universitaires, etc. L'IRAT est également abonné à plusieurs périodiques émanant de ces sources ou encore d'organismes privés éditeurs. Nos fichiers ont donc constitué la base de l'inventaire.

Cependant, nous savons qu'ils ne couvrent pas la totalité du domaine à explorer. Par conséquent, nous avons consulté les répertoires du centre de documentation et nous nous en sommes procurés quelques autres que nous jugions indispensables pour la recherche. (La liste des instruments utilisés se retrouve à l'annexe D).

Ces répertoires couvrent donc un éventail très large allant des bibliothèques spécialisées du Québec jusqu'aux organisations de travailleurs au Canada en passant par de simples annuaires téléphoniques (Montréal, Québec, universités, gouvernements) ou même des répertoires internationaux contenant des données appréciables sur les institutions québécoises (par exemple, l'American Library Directory qui couvre les Etats-Unis et le Canada).

Nous nous sommes rendus aussi dans d'autres bibliothèques ou centres de documentation afin de compléter les listes que nous avions établies.

Tous les renseignements recueillis de cette manière furent consignés sur des fiches. Nous avons dû téléphoner également à plusieurs dizaines d'endroits pour connaître leur adresse exacte, le nom d'une personne responsable que nous pourrions ultérieurement recontacter, leur mission etc. ; nous en avons profité également pour en savoir davantage sur leur centre de documentation, sa collection, les services qu'il offre aux usagers etc. Ce contact avec les organismes recensés nous a également permis de procéder à un premier élagage et d'éliminer des institutions dont les préoccupations se situaient vraiment à l'extérieur des nôtres.

La liste constituant le fondement même de notre inventaire a donc été établie dès le début du projet. Elle a subi quelques modifications par la suite ; elle a été augmentée au fil des jours et des semaines mais on peut dire qu'elle n'a pas subi de modifications majeures avant la fin du projet, étape à laquelle nous possédions suffisamment de données pour pouvoir éliminer de façon plus systématique des organismes marginaux et assurer ainsi une cohérence au document final.

Nous pouvons donc diviser les organismes répertoriés en huit groupes principaux : les ministères, commissions et institutions relevant de la compétence du gouvernement du Québec ; les ministères, commissions et institutions rattachés au gouvernement fédéral ; les organisations de travailleurs et travailleuses ; les associations patronales ; les entreprises privées (y compris les sociétés éditrices de périodiques) ; les associations professionnelles ; les universités ; et finalement une dernière catégorie qui rassemble les instituts de recherche, les groupes populaires et autres organismes voués à la défense de catégories spécifiques de salarié(e)s.

Chapitre 2
L'identification des institutions et la description de leurs activités

2.1 La grille d'analyse

Pour pouvoir répondre au deuxième objectif fixé par la Commission et qui se lisait comme suit,

> « Faire la description du service, du contenu, de la clientèle de ces institutions (travailleurs, associations, entreprises, investisseurs, gouvernements, tribunaux, conciliateurs, médiateurs, firmes, chercheurs, etc.) »,
> nous avons crû nécessaire de préparer un questionnaire reprenant chacun des thèmes énumérés plus haut. Nous voulions également pouvoir cerner ces thèmes le plus précisément possible. C'est pourquoi nous nous sommes attachés avant toute chose à élaborer une grille, un plan de classement (annexe E) qui reprendrait par le détail les deux axes de l'information dont nous avons parlé précédemment : la production et la diffusion des connaissances. Par ailleurs, notre classification s'arrête aussi à décrire les principaux éléments généralement compris à l'intérieur des notions de conditions et de relations du travail.

L'axe de la production des connaissances concerne évidemment la recherche. Qu'elle soit fondamentale (destinée à l'avancement du savoir scientifique), appliquée (dont les objectifs sont liés à des préoccupations d'intervention pratique) ou documentaire (davantage centrée sur la recension des écrits), la recherche représente le fondement même de l'information en ce sens qu'elle en constitue en quelque sorte la matière première.

L'axe de la diffusion est plus complexe puisqu'il recouvre une réalité composite. En effet, l'information peut circuler oralement ou sur support audiovisuel par le biais de séminaires, colloques, conférences ou congrès ; elle peut également être transmise par téléphone ou sur place par un service de référence spécialisé à l'intérieur d'organismes dont une partie de la mission consiste à faire connaître un service, une loi, des règlementations etc. ; enfin, cette forme de diffusion se retrouve au sein des services d'information documentaire qui ont pour tâche, entre autres, d'orienter leur clientèle vers d'autres services spécialisés.

Par ailleurs, les centres de documentation et les bibliothèques ont aussi pour mission de conserver, d'organiser et de rendre accessible l'information écrite, quel qu'en soit le support. Qu'elle soit publiée ou simplement polycopiée ou photocopiée, l'information écrite est donc disponible sous forme de livres, brochures, rapports, sous forme de dépliants ou, bien sûr, de publications en série (périodiques). Finalement, on la retrouve depuis quelques années sur support informatique : les banques de données.

Ces deux modes de diffusion (oral et écrit) ne sont cependant pas étanches ni exclusifs l'un pour l'autre. L'information orale s'appuie en effet souvent sur de l'information écrite. Les deux circulent en même temps et se complètent.

La deuxième partie de la grille que nous avons créée s'attarde à décrire les conditions *du* travail en regroupant sous ce titre les conditions *de* travail (durée, formes d'organisation du travail, santé et sécurité, rémunération etc.) et la régulation des conditions du travail (détermination, administration, interprétation et application).

Le plan de classement de la grille nous a été très utile puisqu'il a servi de guide pour l'élaboration du questionnaire. C'est en nous appuyant sur ce dernier que nous avons pu réaliser le deuxième objectif de la recherche qui consiste en une description des organismes recensés, de leurs services et de leur clientèle.

2.2 Le questionnaire

Nous avons donc envoyé 255 questionnaires à diverses personnes ou institutions oeuvrant (ou pouvant oeuvrer) dans le monde du travail. Comme nous le disions au début de ce document, nous ne voulions à priori éliminer personne quitte à procéder à un élagage serré à la fin du projet (Le questionnaire se retrouve à l'annexe F).

Ainsi, nous avons rejoint 34 entreprises privées, 35 ministères, commissions et organismes du gouvernement du Québec, 39 ministères, commissions et organismes du gouvernement fédéral, 61 départements, facultés et bibliothèques universitaires, 34 associations syndicales, 12 associations patronales, 8 associations professionnelles et 31 autres organismes (instituts de recherche, groupes communautaires etc.).

La très grande majorité des questionnaires a été adressée à des personnes particulières. Une lettre de présentation accompagnait l'envoi ainsi qu'une enveloppe ré-

ponse pré-adressée et pré-timbrée. Une lettre de rappel a été envoyée trois (3) semaines plus tard aux organismes dont nous étions toujours sans nouvelles. Ensuite, nous avons dû procéder à des entrevues téléphoniques, soit pour éclaircir certains points du questionnaire retourné, soit carrément pour aller chercher l'information complète auprès d'institutions jugées importantes et qui avaient négligé de nous faire parvenir leur réponse.

Ainsi nous avons classé 187 dossiers sur les 255 qui étaient actifs au cours de la première phase du projet (73 %). Nous considérons ce taux de 73 % comme extrêmement satisfaisant. Les 68 organismes restants ont été éliminés de l'inventaire. Certains d'entre eux l'ont été après vérification des informations que nous possédions à leur sujet et nous avons constaté qu'ils étaient non pertinents ou marginaux. Nous avons appliqué aux autres les règles d'élagage que nous avons établies en cours de mandat et qui avaient pour but de mettre en relief les institutions chez qui les questions de conditions et de relations du travail avaient une certaine importance et étaient un sujet de préoccupation visible.

A la suite d'un dernier tri, nous avons retenu les 95 organismes qui figurent à l'inventaire.

2.3 Les organismes contactés

2.3.1 Les entreprises privées

Il y a eu un fort taux de non-réponse chez les entreprises privées. Elles n'étaient déjà pas nombreuses à figurer au sein de répertoires spécialisés sous la rubrique « travail » ou « relations industrielles »... En bout de ligne, sur les 34 que nous avions contactées, nous n'en conservons que 9 dont 6 sociétés éditrices. Parmi ces 6 entreprises, 3 ont fait l'objet d'une entrevue téléphonique. Parmi celles qui nous ont retourné leur questionnaire, la très grande majorité nous disait que cet inventaire ne les concernait pas. Il semblerait donc que les entreprises privées offrent peu de services d'information sur les conditions et les relations du travail. Leurs préoccupations couvrent surtout les domaines de la finance, du commerce, de la gestion et des sciences appliquées en général.

2.3.2 Les ministères, commissions et organismes relevant de la responsabilité des gouvernements du Québec et d'Ottawa

Ici, le taux de réponse a été beaucoup plus élevé. Si nous n'avons retenu pour l'inventaire que 33 organismes gouvernementaux sur 74, cela tient, en particulier, au fait que nous avions multiplié les envois pour être certains de ne pas rater la cible. Ainsi, nous avons fait parvenir dix (10) questionnaires à Travail-Canada (un à chacune de ses directions et à sa bibliothèque) ; suite à l'information recueillie auprès du ministère, nous avons jugé préférable et plus pratique de résumer ses activités sur deux fiches seulement. On éliminait ainsi huit (8) mentions à l'inventaire. Cette pratique s'est appliquée à de nombreux endroits.

Par ailleurs, certains ministères nous ont signalé qu'ils n'avaient pas à faire partie d'un inventaire sur les conditions et les relations du travail parce que ces deux domaines n'étaient pas de leur ressort. C'est le cas en particulier du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu du Québec dont le mandat est plutôt d'étudier les problèmes de l'emploi que celui des conditions du travail. Enfin, certains envois sont restés sans réponse.

En général, les gouvernements représentent une source privilégiée d'information parce qu'ils couvrent tous les aspects des conditions et des relations du travail. On y fait de la recherche sur la rémunération, la santé et la sécurité, les conditions du travail au sens large. On y mène également des enquêtes statistiques, on administre les normes minimales etc. Finalement, les ministères du Travail eux-mêmes possèdent des centres de documentation ou des bibliothèques et ont mis sur pied des banques de données qui renferment une quantité appréciable d'informations. De plus, leurs publications sont accessibles à tous et à toutes.

2.3.3 Les universités

Ici aussi nous avons multiplié les envois. Nous voulions recenser non seulement les bibliothèques et les centres de documentation mais également les départements et facultés qui s'intéressent au monde du travail : histoire, sociologie, économie, droit, relations industrielles et même médecine. Finalement, comme notre mandat ne concernait pas l'enseignement des disciplines mais bien l'information sur les conditions et les relations du travail, nous n'avons conservé aux fins de notre projet que les groupes de recherche constitués (qui produisent la connaissance, du moins en partie et qui la diffusent également sous forme de publications), les bibliothèques, et les centres de documentation spécialisés. Là également l'information est abondante. Non seulement les bibliothèques possèdent-elles des fonds documentaires importants mais les départements de relations industrielles ont réussi à se singulariser en allant chercher l'information difficile d'accès dans les bibliothèques. On pense en particulier à certaines publications syndicales

et surtout au fait que ces départements servent de dépôt aux conventions collectives qu'on peut consulter à leur centre de documentation. Par contre, les groupes de recherche sont peu connus même s'ils rendent publics les résultats de certains de leurs travaux. Il n'en demeure pas moins qu'ils constituent une source d'information essentielle puisqu'ils sont au fait des derniers développements dans leurs domaines respectifs.

2.3.4 Les organisations syndicales

A l'origine, nous voulions rejoindre le plus d'organisations syndicales possible : les centrales bien sûr, mais aussi leurs fédérations, leurs représentations régionales, les grands syndicats affiliés etc., tous susceptibles de faire de la recherche, de publier et d'avoir des centres de documentation. Nous avons aussi envoyé des questionnaires à bon nombre de syndicats internationaux ayant plus de 50,000 membres au Canada et une représentation importante au Québec. Finalement, nous avons recensé plusieurs syndicats indépendants dont la taille nous donnait à penser qu'ils étaient une source valable d'information en matière de conditions et de relations du travail.

Enfin, devant le peu d'empressement à répondre à notre questionnaire, nous avons choisi de ne conserver pour l'inventaire que les centrales elles-mêmes (CSN, CSD, CEQ, FTQ, CTC) ainsi que deux fédérations syndicales indépendantes (FSPIIQ et FAPUQ) et deux syndicats affiliés à des centrales. Ces deux syndicats sont l'Alliance de la fonction publique du Canada, qui regroupe tous les fonctionnaires du gouvernement canadien et dont les membres sont nombreux au Québec, et l'Alliance des professeurs de Montréal qui représente tous les enseignant(e)s syndiqué(e)s de la C.E.Q. à Montréal. Ces deux organisations possèdent des centres de documentation et des services de recherche importants par rapport à d'autres unités syndicales repertoriées.

Même si la recherche effectuée par les syndicats a pour but de répondre aux besoins de leurs membres, il faut noter qu'ils en diffusent les résultats d'une grande partie à un très large public et que cette recherche couvre l'éventail complet des conditions et des relations du travail. En ce sens, ils sont une source importante d'information.

2.3.5 Les associations patronales

Notre répertoire comprend toutes celles qui nous ont répondu (six). Nous n'avons pas eu besoin d'élaguer dans ce champ particulier. Il manque encore aujourd'hui beaucoup de chambres de commerce mais nous n'avons pu obtenir d'elles qu'elles complètent nos questionnaires.

Ces associations ont, comme les centrales syndicales, un vaste éventail de préoccupations. Cependant, leurs centres de documentation sont soit embryonnaires, soit fermés au public. De plus, leurs publications sont souvent réservées à leurs membres.

2.3.6 Les associations professionnelles

Nous n'avons identifié que huit (8) associations professionnelles (comme la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec) qui touchaient directement aux conditions et aux relations du travail.

Quatre (4) d'entre elles nous ont répondu et nous avons constaté que leur action visait davantage à renseigner le public sur le travail de leurs membres plutôt qu'à l'informer sur les conditions et les relations du travail en général. Nous avons donc décidé de n'en représenter aucune à l'inventaire.

2.3.7 Les instituts de recherche et les groupes communautaires

Pour peu d'entre eux, les conditions et les relations du travail constituent une préoccupation majeure. En effet, ils s'adressent souvent à des groupes-cibles (les jeunes, les femmes etc.) et notre sujet de recherche n'en n'était qu'un parmi les composantes de leur éventail de recherche. Nous croyons cependant avoir pu identifier les principales ressources et nous les trouvons à l'inventaire.

2.3.8 Conclusion

En somme, nous pensons avoir retracé et réussi à décrire l'essentiel des sources et services d'information en matière de conditions et de relations du travail. Bien sûr, nos délais étaient courts et il ne s'agit ici finalement que d'une première version d'un inventaire qui gagnerait à être complété et mis à jour. Par exemple, un organisme comme le CCRIT (Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail) ne figure pas dans notre inventaire. De création toute récente, il n'a encore réalisé ni recherche ni publication et ne possède pas non plus de centre de documentation. Il n'a pas, non plus, embauché tout son personnel. Par contre, il devrait pouvoir apparaître dans un tel répertoire dans un avenir rapproché.

Dans le tableau qui suit, on retrouve un résumé de la situation de l'information en matière de conditions et de

relations du travail. En un coup d'oeil, on peut prendre connaissance de ce que fait tel ou tel organisme dans le domaine.

Notons que les renseignements contenus dans l'inventaire et le tableau synoptique nous ont été communiqués par les organismes auxquels nous nous sommes adressés. Ils ont été extraits des questionnaires et reproduits comme tels. Bien que nous ayions dû préciser par téléphone certains points avec les répondants, il va de soi que nous n'avons ni interprété, ni modifié les informations recueillies.

Le tableau sypnotique se divise en cinq parties distinctes. Dans la première, on retrouve par ordre alphabétique la liste complète des organismes répertoriés. La seconde partie, consacrée à la recherche, nous indique que telle institution effectue des travaux soit sur les conditions et/ou soit sur la régulation des conditions du travail. La section « conditions de travail » est elle-même subdivisée en « organisation du travail » (durée, formes d'organisation du travail etc.), « santé et sécurité du travail » et finalement, « rémunération ». Nous pouvons donc connaître très rapidement les principales préoccupations des organismes concernant la recherche.

La troisième partie nous informe sur les publications. Ainsi, on peut voir si telle institution publie des livres, des brochures, des rapports, des périodiques ou si elle a créé une banque de données. La quatrième partie nous permet de savoir si cette institution organise également des colloques, congrès, séminaires. Finalement, la dernière partie nous renseigne sur le fait que cet organisme possède ou non un service d'information documentaire. (Pour en connaître davantage sur chacune des organisations mentionnées au tableau, on peut se référer à l'inventaire à l'annexe B.)

TABLEAU SYNOPTIQUE

NOM DE L'ORGANISME	RECHERCHE				DIFFUSION				
	Conditions de travail			Régulation des conditions de travail	Publications			Colloques, congrès, conférences	Service d'information documentaire
	Organisation du travail	Santé et sécurité du travail	Rémunération		Livres, brochures et rapports	Périodiques	Banques de données		
ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA/ PUBLIC SERVICE ALLIANCE OF CANADA	X	X	X	X	X	X		X	X
ALLIANCE DES PROFESSEURS DE MONTREAL	X	X	X	X	X	X		X	X
ASSOCIATION DE SECURITE DES INDUSTRIELS FORESTIERS DU QUEBEC INC.		X				X		X	X
ASSOCIATION DES MANUFACTURIERS CANADIENS	X	X	X		X	X	X	X	X
ASSOCIATION PARITAIRE DE SANTE ET DE SECURITE DU TRAVAIL/ Secteur de l'imprimerie		X			X				
ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTE ET LA SECURITE DU TRAVAIL/Secteur administration provinciale		X			X	X		X	X
ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTE ET LA SECURITE DU TRAVAIL/Secteur transport	X	X	X			X		X	X
ASSOCIATION POUR LA SANTE ET LA SECURITE DU TRAVAIL/ Affaires sociales		X			X	X		X	X
AU BAS DE L'ECHELLE INC.	X		X	X	X				X
BELL CANADA/Centre d'information spécialisée									X
CCH CANADIEN LTEE						X			
C.L.S.C. CENTRE-VILLE/Programme de santé au travail		X			X	X		X	
CANADA, COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE	X	X			X	X			X
CANADA, COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION/ Bibliothèque régionale du Québec	X		X		X	X			X
CANADA, COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE/Bureau de recherches sur les traitements	X		X	X	X	X	X	X	X
CANADA, CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL	X	X		X	X	X		X	X
CANADA, CONSEIL CONSULTATIF CANADIEN DE LA SITUATION DE LA FEMME	X	X	X	X	X				X
CANADA, CONSEIL DU TRESOR/La bibliothèque									X
CANADA, MINISTERE DU TRAVAIL/ Direction des services administratifs et de bibliothèque	X	X	X	X	X	X	X	X	X
CANADA, MINISTERE DU TRAVAIL/ Division de la négociation collective	X		X		X	X	X		X

TABLEAU SYNOPTIQUE

NOM DE L'ORGANISME	RECHERCHE				DIFFUSION				
	Conditions de travail			Régulation des conditions de travail	Publications			Colloques, congrès, conférences	Service d'information documentaire
	Organisation du travail	Santé et sécurité du travail	Rémunération		Livres, brochures et rapports	Périodiques	Banques de données		
CANADA, STATISTIQUE CANADA/ Division CANSIM							X		
CANADA, STATISTIQUE CANADA/ Division de l'éducation, de la culture et du tourisme	X		X		X	X	X		
CANADA, STATISTIQUE CANADA/ Section des déclarations des syndicats ouvriers						X			X
CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUEBEC	X		X	X	X	X	X	X	X
CENTRALE DES SYNDICATS DEMOCRATIQUES (CSD)	X	X	X	X	X	X		X	X
CENTRE CANADIEN D'HYGIENE ET DE SECURITE AU TRAVAIL	X	X			X	X	X	X	X
CENTRE D'ANIMATION, DE DEVELOPPEMENT ET DE RECHERCHE EN EDUCATION (C.A.D.R.E.)								X	X
CENTRE DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE	X	X	X	X	X	X		X	X
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET DE SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC								X	X
CENTRE POPULAIRE DE DOCUMENTATION		X	X		X	X			X
CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTREAL					X	X		X	X
CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	X	X	X	X	X	X		X	X
CONFERENCE BOARD DU CANADA/CENTRE DE RECHERCHE SUR LA REMUNERATION	X		X		X	X		X	X
CONGRES DU TRAVAIL	X	X	X	X	X	X		X	X
CONSEIL CANADIEN DE LA SECURITE/CANADA SAFETY COUNCIL		X			X	X		X	X
CONSEIL DU PATRONAT DU QUEBEC (C.P.Q.)	X	X	X	X	X	X		X	X
CONSEIL QUEBECOIS DE LA SANTE ET DE LA SECURITE POUR L'INDUSTRIE DES TEXTILES PRIMAIRES		X						X	X
CORPUS INFORMATION SERVICES/A Division of Southam Communications Ltd.		X		X	X	X		X	
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES/La bibliothèque									X
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES/GROUPE : Etudes sur le travail	X	X	X		X			X	

TABLEAU SYNOPTIQUE

NOM DE L'ORGANISME	RECHERCHE				DIFFUSION				
	Conditions de travail			Régulation des conditions de travail	Publications			Colloques, congrès, conférences	Service d'information documentaire
	Organisation du travail	Santé et sécurité du travail	Rémunération		Livres, brochures et rapports	Périodiques	Banques de données		
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES/GROUPE : Femmes, travail et entreprises	X					X		X	X
FEDERATION DES ASSOCIATIONS DE PROFESSEURS DES UNIVERSITES DU QUEBEC (FAPUQ)	X		X	X		X		X	X
FEDERATION DES SYNDICATS PROFESSIONNELS D'INFIRMIERES ET D'INFIRMIERS DU QUEBEC (FSPIIQ)	X	X	X	X	X	X		X	X
FEDERATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUEBEC(FTQ)	X	X	X	X	X	X		X	X
FONDATION POUR AIDER LES TRAVAILLEURSES ET TRAVAILLEURS ACCIDENTE(E)S (F.A.T.A.)		X		X				X	X
FORMULES MUNICIPALES LTEE					X				
GROUPE SOBECO INC.	X	X	X		X	X			X
HYDRO-QUEBEC/Bibliothèque générale									X
INSTITUT DE RECHERCHE APPLIQUEE SUR LE TRAVAIL (IRAT)	X	X	X		X	X			X
INSTITUT DE RECHERCHE EN SANTE ET EN SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (IRSST)		X			X	X		X	X
INSTITUT NATIONAL DE PRODUCTIVITE	X				X	X		X	X
LANCASTER HOUSE					X	X			
LESAGE DUMONT		X		X	X			X	X
MAGAZINE FORMATION ET EMPLOI	X	X	X	X		X			
WILLIAM M. MERCER LTD.						X		X	X
OFFICE DE LA CONSTRUCTION DU QUEBEC	X		X	X	X	X			X
QUEBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE	X		X		X	X			X
QUEBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE/Centre d'information et de documentation									X
QUEBEC, COMMISSION DE LA SANTE ET DE LA SECURITE DU TRAVAIL		X			X	X	X	X	X
QUEBEC, COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE			X		X	X			X
QUEBEC, COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL			X	X	X				X
QUEBEC, CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS		X		X	X			X	X

TABLEAU SYNOPTIQUE

NOM DE L'ORGANISME	RECHERCHE				DIFFUSION				
	Conditions de travail			Régulation des conditions de travail	Publications			Colloques, congrès, conférences	Service d'information documentaire
	Organisation du travail	Santé et sécurité du travail	Rémunération		Livres, brochures et rapports	Périodiques	Banques de données		
QUEBEC, CONSEIL DU TRESOR/ Direction de l'élaboration et de l'analyse de rémunération des personnels syndiqués et syndicables	X		X						X
QUEBEC, GREFFES DES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE DU SECTEUR DE L'EDUCATION						X			
QUEBEC, MINISTERE DES COMMUNICATIONS/Bibliothèques administrative	X	X	X	X		X	X		X
QUEBEC, MINISTERE DU TRAVAIL	X	X	X	X	X	X	X		X
QUEBEC, OFFICE DES PERSONNES HANDICAPEES	X	X				X			X
RELAIS – FEMMES DE MONTREAL INC.	X				X				X
REVUE VIE OUVRIERE	X	X				X			
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)		X	X	X	X	X	X		X
TRAVAIL NON TRADITIONNEL (T.N.T.) INC.	X	X	X	X	X				X
UNIVERSITE BISHOP/John Bassett Memorial Library									X
UNIVERSITE CONCORDIA/ Concordia University Libraries									X
UNIVERSITE DE MONTREAL/ Bibliothèque des sciences humaines et sociales									X
UNIVERSITE DE MONTREAL/Ecole des relations industrielles	X	X	X	X	X			X	X
UNIVERSITE DE MONTREAL/ Groupe de recherche sur les aspects sociaux de la prévention en santé et sécurité du travail (GRASP/sst)	X	X		X	X		X		X
UNIVERSITE DE SHERBROOKE/La bibliothèque générale									X
UNIVERSITE DU QUEBEC A CHICOUTIMI/La bibliothèque									X
UNIVERSITE DU QUEBEC A HULL/ La bibliothèque									X
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL/Comité conjoint UQAM-CSN-FTQ chargé de l'application du protocole d'entente UQAM-CSN-FTQ sur la formation syndicale	X	X	X	X	X				
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL/Département de sociologie Groupe de recherches et d'études sur la technique et la société (GRETS)	X	X	X	X	X			X	
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL/LABREV (Laboratoire de recherche sur l'emploi, la répartition et la sécurité du travail)	X	X	X		X			X	X

TABLEAU SYNOPTIQUE

NOM DE L'ORGANISME	RECHERCHE				DIFFUSION				
	Conditions de travail			Régulation des conditions de travail	Publications			Colloques, congrès, conférences	Service d'information documentaire
	Organisation du travail	Santé et sécurité du travail	Rémunération		Livres, brochures et rapports	Périodiques	Banques de données		
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL/Service des bibliothèques									X
UNIVERSITE DU QUEBEC A RIMOUSKI/La bibliothèque									X
UNIVERSITE DU QUEBEC A RIMOUSKI/Centre d'intervention et de recherche pour l'amélioration des milieux de travail (CIRAST)	X	X			X	X	X	X	X
UNIVERSITE DU QUEBEC EN ABITIBI-TEMISCAMINGUE/ La bibliothèque									X
UNIVERSITE LAVAL/La bibliothèque									X
UNIVERSITE LAVAL/Département des relations industrielles	X	X	X	X		X		X	X
UNIVERSITE LAVAL/Groupe de recherche sur l'organisation du travail, la santé et la sécurité	X	X			X			X	X
UNIVERSITE McGILL/Centre de relations industrielles					X	X		X	
UNIVERSITE McGILL/Ecole de santé au travail		X			X			X	X
UNIVERSITE McGILL/Faculté de gestion Secteur des relations industrielles	X	X	X	X	X				
UNIVERSITE McGILL/Howard Ross Library									X
UNIVERSITE McGILL/McLennan Library									X
UNIVERSITE McGILL/Service d'analyse des conventions collectives	X	X	X	X			X		X

Ce qui saute immédiatement aux yeux à la lecture du tableau synoptique qui précède, c'est la très grande quantité de services d'information documentaire. En effet, 79 organismes sur les 95 recensés affirment posséder un centre de documentation ou une bibliothèque. Bien sûr, ces services sont d'importance variable mais ils reflètent tout de même la préoccupation des intervenant(e)s envers l'information prise dans son sens large. Et plus encore, cette abondance de centres de documentation indique nettement que les institutions ressentent le besoin d'avoir sur place, donc rapidement, l'information disponible.

En effet, les organismes qui ne possèdent pas de service d'information documentaire sont les cinq sociétés éditrices (CCH, FM, Formation et Emploi, Corpus et Lancaster House) qui reçoivent l'information directement de leurs rédacteurs(trices), cinq groupes ou départements universitaires qui sont déjà largement pourvus avec leurs bibliothèques sur les campus, deux divisions de Statistique-Canada, trois organismes rattachés au gouvernement du Québec (le secteur Santé au travail du C.L.S.C. Centre-Ville qui est dans la même bâtisse que le centre de documentation de la CSST, les Greffes des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation et l'Association paritaire de santé et sécurité du travail – imprimerie), finalement, un organisme à buts non-lucratifs, la revue Vie Ouvrière qui elle aussi édite un périodique.

Toutes les autres institutions ont donc mis sur pied un service qui s'occupe d'acquérir, d'ordonner et de diffuser de l'information sur les conditions et les relations du travail.

Un autre élément important qui ressort de ce tableau, c'est le large éventail de publications qui émanent des organismes recensés. 58 d'entre eux publient des livres, des brochures ou des rapports alors que 53 éditent des périodiques. La grande quantité de publications montre le souci des intervenant(e)s de diffuser l'information qu'ils possèdent à un public plus large. Ces chiffres indiquent aussi évidemment que plusieurs institutions publient à la fois des livres, des rapports et des périodiques.

Par ailleurs, nous avons recensé quinze (15) banques ou bases de données canadiennes ou québécoises touchant aux conditions et aux relations de travail. Elles n'y sont cependant pas toutes consacrées exclusivement. La majorité d'entre elles (9), émane de ministères ou d'organismes relevant des ministères fédéraux ou provinciaux. Plusieurs sont issues d'institutions universitaires (3), une a été créée par la CEQ, une autre par l'Association des manufacturiers du Canada et finalement la dernière, par la Société québécoise d'information juridique. Les banques de données permettent non seulement d'organiser systématiquement une quantité énorme d'informations mais elles sont aussi un outil de diffusion rapide extrêmement important.

Finalement, toujours du côté de la diffusion, on remarque que près de la moitié des organismes recensés (45 sur 95) organise des congrès, des colloques ou des séminaires qui sont des lieux d'échange et de rencontre et où l'information ne circule pas à sens unique (de diffuseur à récepteur comme dans le cas des publications ou des banques de données). Ces lieux de rencontre semblent donc être importants pour les intervenant(e)s puisqu'ils sont nombreux.

L'aspect production des connaissances (la recherche) occupe aussi une part importante du tableau synoptique. En effet, 67 organismes affirment faire de la recherche dans le domaine des conditions et des relations du travail. Du côté des conditions de travail, les trois secteurs qui sont l'organisation du travail, la rémunération et la santé et sécurité sont couverts à peu près de la même manière, c'est-à-dire que l'organisation du travail est un sujet de recherche pour 49 institutions, la rémunération pour 42 et la santé et sécurité pour 51. (Ici encore, plusieurs organismes couvrent évidemment plus d'un domaine.) Enfin, le secteur régulations des conditions de travail est un sujet de recherche pour 34 organismes et se situe au dernier rang des préoccupations dans le domaine.

On voit donc que la santé et la sécurité intéresse légèrement plus les organismes qui font de la recherche que les autres sujets. Ce qui frappe cependant c'est que cette question mobilise beaucoup d'énergie au sein des groupes communautaires et des instituts de recherche indépendants puisque 8 sur 11 produisent des connaissances dans ce domaine. Cela semble indiquer qu'il y a un besoin d'information qui dépasse largement la production institutionnelle et que la sensibilisation du public à cette question est grande.

On constate également que dans tous les secteurs, la recherche universitaire occupe une très large part de même bien sûr que celle émanant de sources gouvernementales ou paragouvernementales. On voit aussi que toutes les organisations syndicales font de la recherche dans tous les secteurs des conditions et des relations du travail (sauf en santé et sécurité où 7 sur 9 occupent ce terrain).

En somme, on voit que les aspects juridiques (régulation des conditions de travail) cèdent le pas à l'analyse des conditions de travail elles-mêmes et particulièrement aux secteurs santé et sécurité et organisation du travail qui ont pour objet l'étude des conditions de vie concrètes des travailleurs et travailleuses dans leur milieu de travail.

Chapitre 3
L'évaluation des services d'information existants

Le troisième objectif qui nous a été assigné par la Commission se lisait comme suit :

> « Faire une évaluation des services existants selon certains critères (accessibilité, fiabilité (données), délais de traitement, coûts). »

Cette opération qui consiste à porter un jugement sur la valeur des services est assez délicate. D'autant plus que nous disposions de délais très courts. Il n'était donc pas question d'y aller au cas par cas. Nous avons plutôt cherché à connaître l'opinion des intervenants et intervenantes en matière de conditions et de relations du travail sur l'ensemble du « réseau » d'information accessible au Québec. Comme nous pouvons le constater à la lecture de l'inventaire, ce réseau se compose d'une quantité assez importante de cellules qui, dans la majorité des cas, sont totalement indépendantes les unes des autres. Comment ceux et celles qui oeuvrent dans le domaine qui nous intéresse arrivent-ils à trouver l'information dont ils ont besoin ; sont-ils satisfaits, ont-ils identifié des lacunes, des points à améliorer ?

Pour pouvoir répondre à ces questions, nous avons mené treize (13) entrevues qui nous ont permis de rencontrer seize (16) personnes : trois (3) provenaient des centrales syndicales, deux (2) des associations patronales, deux (2) des universités, quatre (4) du gouvernement du Québec ou d'organismes sous sa juridiction, trois (3) du gouvernement du Canada, une (1) d'un groupe communautaire et une (1) personne était arbitre de griefs. La plupart d'entre elles (11) travaillaient à Montréal, deux (2) provenaient de Québec et trois (3) de la région d'Ottawa. (La liste des personnes contactées se retrouve à l'annexe G.)

Il ne s'agit pas là, bien sûr, d'un échantillon sélectionné scientifiquement mais nous avons tenté de rejoindre des gens de différents milieux capables de nous expliquer clairement les buts et objectifs qu'ils cherchent à atteindre et les moyens qu'ils utilisent pour y arriver.

Avant les entrevues, nous avons élaboré un questionnaire succinct et nous avons donc posé les mêmes questions à chacune des personnes rencontrées. Ce questionnaire nous servait de guide et assurait en même temps une certaine homogénéité aux entrevues. Par ailleurs, nous laissions les intervenant(e)s déborder du cadre que nous nous étions fixé s'ils ressentaient le besoin de s'exprimer sur des aspects particuliers. En somme, il ne s'agissait pas d'une rencontre impromptue où tout le monde peut s'exprimer sur ce qu'il juge important puisque nous nous référions constamment à un questionnaire guide ; par ailleurs, même si l'entrenvue était structurée, elle était quand même suffisamment souple pour permettre aux personnes rencontrées de discuter de problèmes précis auxquels elles ont à faire dans leur quête d'information.

La première question touchait le genre de recherche effectuée par les personnes rencontrées. Nous leur demandions de nous décrire leur travail et, par là, de préciser leurs besoins d'informations. Pour ceux et celles qui font de la recherche, nous leur demandions de nous en expliquer le contexte, son origine, les délais à respecter ; nous voulions également savoir s'ils ou elles faisaient de la recherche fondamentale, appliquée ou documentaire. Pour celles et ceux qui oeuvrent dans un service d'information documentaire, nous leur demandions de nous décrire le service dans lequel ils travaillent, les instruments de recherche dont ils disposent, les limites budgétaires auxquelles ils ont à faire face etc.

La deuxième question avait pour but de connaître les principales sources d'information dont se servent nos interlocuteurs et interlocutrices. Outre le service d'information documentaire implanté au sein de leur organisme (s'il y en a un), quelles sont les sources auxquelles ils font le plus souvent appel et pourquoi ? Font-ils également appel à des personnes ressources ou à des publications : lesquelles ?

Ensuite, nous leur demandions si, avec l'aide de ces sources, ils arrivaient à trouver des réponses à leurs questions. Finalement nous leur demandions s'ils étaient satisfaits des services d'information à leur disposition et s'ils avaient identifié des lacunes au niveau de l'information sur les conditions et les relations du travail. Si tel était le cas, nous voulions savoir s'ils avaient des solutions à proposer.

Les entrevues nous ont donc permis de cerner les besoins d'information de nos interlocuteurs et interlocutrices puisqu'ils nous ont parlé de leur travail, défini leurs champs de recherche et détaillé leurs préoccupations professionnelles.

Selon ces personnes, nous disposons au Québec, et l'inventaire en fait foi, d'un réseau important de services d'information. Qu'il s'agisse de centres de documenta-

tion spécialisés (gouvernementaux, privés, universitaires), de bibliothèques, de périodiques, ou encore de services consacrés exclusivement à l'information (au sein de ministères par exemple ou de groupes communautaires), on nous dit que les sources sont nombreuses et diversifiées. Toujours selon ces personnes, le problème de la qualité et de la fiabilité de l'information ne se pose pas. La question du coût est également secondaire puisque la plupart des organismes offrent des services gratuits ; à part, évidemment des publications que l'on peut, de toute façon, généralement obtenir gratuitement ou presque par le biais des prêts entre bibliothèques. En somme, elles réussissent toujours à trouver l'information dont elles ont besoin ou, à tout le moins, les pistes qui leur permettent d'explorer certaines avenues de la recherche qu'elles ont entreprise.

Là où le bât blesse, c'est surtout du côté de la diffusion. L'information existe, est accessible dans plusieurs domaines à condition de savoir où la trouver. La recherche de l'information s'avère donc souvent être une tâche longue et fastidieuse à laquelle il faut à l'occasion consacrer beaucoup de temps et d'énergies surtout lorsqu'on s'attaque à un sujet peu fouillé et où chaque référence a une importance considérable.

On assiste donc à un phénomène paradoxal où, d'une part, il y a abondance de sources et, d'autre part, difficulté de puiser l'information. Cela s'explique par le fait que nombreux, les services d'information sont mal connus par l'ensemble des intervenant(e)s. Forcément, les possibilités qu'ils offrent à la recherche le sont encore moins.

Par exemple, si nos interlocuteurs et interlocutrices du gouvernement du Québec font abondamment appel aux services que leur offrent leurs collègues des autres ministères, rares sont ceux et celles de l'extérieur qui s'adressent à la Bibliothèque administrative du ministère des Communications ou à celle de la Législature par exemple qui sont pourtant bien pourvues et accessibles à tous et à toutes. Il en va de même de bon nombre d'intervenant(e)s qui se réfèrent, presque toujours, aux mêmes endroits ; les bibliothèques universitaires de la région de Montréal, en particulier celle des H.E.C. et celle des sciences humaines et sociales de l'Université de Montréal sont largement utilisées.

De tout ce qui précède découle le besoin, maintes fois exprimé, d'un service de référence centralisé accessible soit par téléphone, soit par le biais d'un terminal, qui orienterait les gens rapidement vers la bonne source d'information et qui ferait économiser temps et énergies. D'autres souhaiteraient simplement que soit mis à leur disposition un répertoire qui pourrait les aider à s'orienter vers l'endroit le plus susceptible de les aider.

Par ailleurs, on nous a souligné qu'il est extrêmement difficile de trouver l'information sur les conditions de travail des salarié(e)s non-syndiqué(e)s. La seule source à ce sujet demeure Statistique-Canada et il faut souvent travailler avec plusieurs tableaux pour arriver à connaître les pourtours d'une réalité qui demeure floue. Quels sont, par exemple, les avantages sociaux consentis aux employé(e)s à temps partiel dans une entreprise non syndiquée de 500 salarié(e)s et moins ? Malgré l'abondance des services d'information à la disposition des intervenants, trouver une réponse à cette question demeure une entreprise hasardeuse et de longue haleine. Comme dans ce genre de recherche le facteur temps est une composante très importante, on risque de demeurer sur notre faim.

Toujours en ce qui concerne les non-syndiqué(e)s, on nous a signalé également que l'information sur les normes minimales du travail et la santé et sécurité du travail posait un problème d'accessibilité et/ou de compréhension. Cela est vrai particulièrement des travailleurs et travailleuses immigrants qui forment tout de même une fraction non négligeable de la population active. Parlant et lisant difficilement le français et l'anglais, les campagnes d'information conçues pour les sensibiliser à leurs droits ne les touchent que superficiellement. A ce chapitre, les organismes communautaires qui offrent des services aux non-syndiqué(e)s ont déjà exprimé des propositions précises aux membres de la Commission consultative sur le travail.

En résumé, il ressort de nos entrevues, d'une part, que l'information existante, si elle est accessible, peut être difficile à localiser à cause surtout d'une méconnaissance du réseau et des possibilités qu'il offre et, d'autre part, que tout ce qui regarde les conditions de travail des non-syndiqué(e)s – près de 70 % de la population active – est extrêmement difficile, voire même impossible, à obtenir, du moins dans des délais raisonnables. Par contre, nous devons souligner que, le temps mis à part, nos interlocuteurs et interlocutrices se disaient satisfaits des services d'information existants.

Chapitre 4
Les expériences étrangères

Vers le milieu des années soixante-dix, on assiste en Europe à la mise en place de vastes programmes de recherches et d'interventions en matière de conditions du travail.

Sur le plan national, citons la création en France à la toute fin de 1973 de l'Agence nationale pour l'émélioration des conditions de travail (ANACT) suivie par la mise sur pied huit ans plus tard du Programme mobilisateur technologie-emploi-travail (ministère de la Recherche et de la Technologie) et plus près de nous, au sein du CNRS, du Programme interdisciplinaire de recherche sur la technologie, le travail, l'emploi et les modes de vie (PIRTTEM – 1984).

En République Fédérale Allemande, le ministère de la Recherche et de la Technologie conjointement avec le ministère du Travail décidait de financer le projet « Humanisierung des Arbeitslebens » qui dispose de budgets extrêmement importants (185 millions de DM en 1983) et qui a pour objectif principal de faire face aux pressions de la modernisation.

En Suède, l'Arbetslivcentrum coordonne six projets axés sur les technologies nouvelles et les ressources humaines. Aux Pays-Bas, c'est au Comité spécial du Conseil économique et social que revient la tâche de gérer des fonds de recherche sur les conditions du travail.

En Belgique, enfin, le Département de l'emploi et du travail crée en 1978 l'Institut pour l'amélioration des conditions de travail (IACT) qui succède à l'Office belge pour l'accroissement de la productivité.

Parallèlement à ce mouvement perceptible au niveau national, on assiste à la création d'organismes similaires à l'échelle européenne et même mondiale. En effet, en 1976, le Parlement européen décidait la mise sur pied de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail dont le siège est à Dublin et, l'année suivante, l'Organisation internationale du travail donnait naissance au Programme international pour l'amélioration des conditions de travail (PIACT).

Aux Etats-Unis, un organisme comme le Work in America Institute concentre ses efforts du côté de la productivité et s'intéresse aussi énormément aux nouvelles formes d'organisation du travail.

On voit donc que l'intérêt pour les conditions du travail est manifeste un peu partout dans le monde. Nous allons décrire brièvement ici deux institutions nationales : l'ANACT (France) et l'IACT (Belgique) et un organisme international : la Fondation européenne. L'ANACT et l'IACT ont en commun qu'ils commandent une participation tripartite et qu'ils favorisent une intervention sur les lieux du travail. En ce sens, ils tiennent compte des intérêts exprimés par les parties. La Fondation européenne, quant à elle, conçoit son rôle d'une manière différente mais a aussi besoin de la collaboration gouvernementale, patronale et syndicale pour pouvoir fonctionner.

Cependant, avant toute chose, il serait bon de passer en revue la démarche que nous avons suivie pour arriver à identifier ces trois organismes.

Au début de la recherche, nous avons repéré onze organismes étrangers (huit européens et trois américains) avec lesquels nous sommes entrés en contact pour qu'ils nous fournissent de la documentation expliquant la démarche qu'ils poursuivent dans le domaine de l'information sur les conditions du travail (voir la liste à l'annexe H). Nous avons décidé de procéder cas par cas parce que les délais dont nous disposions ne nous permettaient pas de mener une enquête nationale et donc globale sur les politiques gouvernementales en matière d'information sur les conditions du travail.

Sept institutions ont répondu à notre appel. Il s'agit de l'ANACT, du PIRTTEM et du Programme mobilisateur-technologies-emploi-travail pour la France. L'IACT de Belgique, la Fondation européenne et le Department of Employment de Grande-Bretagne nous ont également fait parvenir de la documentation. Finalement seul le Department of Labor nous a répondu du côté américain.

Parmi ces sept réponses, toutes n'étaient pas pertinentes. En effet, la documentation reçue des Etats-Unis décrit la Loi qui régit la démocratie interne des syndicats (Labor-Management Reporting and Disclosure Act – LMRDA) ; celle qui nous est parvenue de Grande-Bretagne explique brièvement les activités de chacune des directions du ministère de l'Emploi mais est plutôt centrée sur la gestion des finances internes du ministère. Finalement, à la lumière des informations que nous avons reçues du PIRTTEM et du Programme mobilisateur (France), il apparaît que ces deux organismes s'occupent plutôt de coordonner et de structurer la recher-

che que de diffuser directement de l'information sur les conditions et les relations du travail.

Restaient donc trois institutions mais, fait à noter, il s'agit de trois organismes qui interviennent d'une manière originale par rapport à ce qui se fait au Québec et nous croyons qu'il est important de les connaître davantage. Soulignons cependant que le Centre d'intervention et de recherche pour l'amélioration des situations de travail (CIRAST) de l'Université du Québec à Rimouski (voir l'inventaire) s'est donné des objectifs assez semblables à ceux qu'on trouve dans les institutions européennes dont nous allons parler plus bas ; à cette différence près cependant, que le premier est un regroupement de chercheur(e)s universitaires alors que les secondes émanent de ministères et ont été créées en vertu d'une volonté gouvernementale bien arrêtée.

4.1 La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

De part sa nature même d'organisme international, la Fondation européenne n'est pas appelée à intervenir directement sur les lieux du travail mais elle y contribue tout de même indirectement en donnant des contrats de recherche à des institutions qui, elles, le font.

Créée le 26 mai 1975 par un règlement du Conseil des ministres des communautés européennes, elle est le résultat de discussions communes entre les partenaires sociaux, les gouvernements des Etats-membres et les institutions communautaires sur la façon de résoudre les problèmes de l'amélioration des conditions de vie et de travail. Elle a pour mission principale de développer et approfondir, à la lumière de l'expérience pratique, la conception et l'établissement de meilleures conditions de vie et de travail par le biais de l'accroissement et de la diffusion des connaissances relatives à cette évolution. Ses thèmes principaux de recherche sont l'organisation du travail (en particulier le travail posté), les problèmes spécifiques à certaines catégories de travailleuses et de travailleurs, l'amélioration de l'environnement, les problèmes de la répartition spatio-temporelle des activités humaines (par exemple, la question du transport entre le domicile et le travail) et, d'une manière plus générale, les conditions du travail.

La Fondation est financée par des fonds votés annuellement par le Parlement européen. Elle est dirigée par un conseil d'administration où sont représentés : la Commission des communautés, les gouvernements des Etats-membres, les organisations d'employeurs et les organisations de travailleurs et de travailleuses (un représentant par groupe et par pays).

En 1983, elle employait, en plus du directeur et du directeur-adjoint, 33 employé(e)s. Son siège est à Dublin.

La Fondation n'exécute pas elle-même les projets de recherche inscrits à ses programmes de travail mais elle les confie, par contrat, à des instituts de recherche dans les pays de la communauté.

C'est donc par le biais de son double rôle de promotion et de diffusion de la recherche que la Fondation intervient le plus au niveau de l'information sur les conditions du travail. Son caractère tripartite se manifeste de la façon la plus singulière quand il s'agit de l'évaluation des recherches. En effet, lorsqu'un projet est terminé, et avant sa publication, on invite des représentants des partenaires sociaux (gouvernements, employeurs et syndicats) à en commenter les résultats. Ces commentaires font ensuite partie intégrante de la publication puisqu'on les retrouve au début des études.

La Fondation européenne n'intervient donc pas au niveau du vécu quotidien de l'entreprise. Cependant, comme un de ses objectifs est de promouvoir des innovations et de développer des idées utiles aux organismes ayant un pouvoir de décision et comme la participation des partenaires sociaux est une donnée fondamentale de son fonctionnement, il est clair que ses recherches et les informations qu'elles contiennent aident les parties à trouver des solutions au problème des conditions du travail.

4.2 L'Institut pour l'amélioration des conditions de travail (IACT-Belgique)

L'IACT fut créé le 11 octobre 1978. Il a pour mission « la recherche, l'expérimentation, l'information dans les domaines de l'humanisation des conditions du travail, la revalorisation du travail, la réforme de l'entreprise et les liens entre formation, éducation et emploi ».

L'Institut reçoit un financement du Département de l'emploi et du travail qui inclut deux parts à peu près équivalentes. La première est destinée à couvrir environ 90 % des frais de fonctionnement de l'organisme, l'autre 10 % provenant des recettes que l'IACT retire de ses activités de recherches, notamment par des contrats effectués pour le compte de la Fondation européenne ; la seconde partie consiste en un montant que l'Institut reçoit du gouvernement mais qu'il transfert aux organisations syndicales pour leur permettre de rencontrer les besoins de formation des représentants syndicaux dans les entreprises en matière d'amélioration des conditions du travail.

L'IACT est géré par un comité de gestion composé paritairement par des représentant(e)s des organisations syndicales et des organisations patronales. La présidence est occupée pour deux ans en alternance entre les trois grandes organisations : la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), la Fédération des employeurs de Belgique (FEB) et la Confédération des syndicats chrétiens (CSC). En 1983, l'IACT employait 29 personnes.

Les trois principales préoccupations de l'Institut sont l'humanisation du travail, l'ergonomie – hygiène et santé et la démocratisation de l'entreprise.

A cet effet, il est appelé à intervenir de différentes manières. Premièrement, il produit des rapports et publie un bulletin ; deuxièmement, il participe à des activités de formation en organisant des cours, des colloques, des séminaires ; troisièmement, il intervient directement sur le terrain concret, c'est-à-dire dans l'entreprise. Cette intervention peut se manifester sous forme de simple information et peut aller jusqu'à la conduite complète d'une opération de transformation de l'entreprise.

Cependant, il faut souligner que même si l'IACT a la volonté de répondre aux demandes qui lui sont adressées par les travailleurs et travailleuses et par les entreprises, rien ne lui interdit de développer des activités au profit direct de l'un ou l'autre des partenaires : le caractère paritaire de ses interventions n'est pas obligatoire.

On comprend donc que l'Institut pour l'amélioration des conditions de travail a un rôle essentiel à jouer concernant l'information. Non seulement ses activités de recherche sont-elles importantes en soi mais elles contribuent en plus pour une grande part à soutenir son action de formation des divers acteurs sociaux. Finalement, comme il est appelé à intervenir sur les lieux du travail et à participer à des expériences concrètes, il entre en contact direct avec ses partenaires qui bénéficient ainsi du savoir et de l'expertise accumulés par les membres de son équipe.

4.3 L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT-France)

Doyenne des institutions que nous passons brièvement en revue, l'ANACT a été créée par une loi du Parlement français, le 27 décembre 1973. Sa mission générale est d'informer les parties sur les conditions du travail en sensibilisant tous ceux et celles qui sont concernés par cette question et en leur apportant une aide méthodologique et technique.

L'Agence a trois fonctions majeures. Premièrement, l'information qu'elle assume par le biais de ses publications (monographies, lettre d'information etc.), de son centre d'analyse de données et de documentation ouvert au public d'entreprise (syndicats, employeurs, médecins du travail etc.) et par son service de relations extérieures qui la représente auprès des médias et participe à diverses manifestations organisées autour du thème des conditions du travail.

Deuxièmement, elle a aussi pour fonction l'expérimentation, l'intervention et la méthodologie. Pour développer cet aspect méthodologique et technique, l'ANACT a mis sur pied cinq équipes spécialisées dans (1) l'informatique, l'automatique et les conditions du travail, (2) l'organisation du travail, la durée du travail et la production, (3) la conception des bâtiments, (4) la conception des équipements et enfin, (5) l'expression des salarié(e)s.

Finalement, sa dernière fonction est de mener une action régionale qui vise à rapprocher l'Agence de l'entreprise en liaison avec les régions et en s'appuyant sur les organisations professionnelles, patronales et syndicales. L'objectif poursuivi est de pouvoir répondre plus rapidement et plus précisément aux demandes des partenaires sociaux et de pouvoir assurer localement un service d'information et d'animation.

L'ANACT est gérée par un conseil d'administration composé à parts égales de représentants patronaux, syndicaux et gouvernementaux. En 1984, elle employait 51 personnes.

L'Agence compte donc sensibiliser les partenaires sociaux au moyen de ses services d'information qui ont pour objectifs de rendre précisément l'information plus accessible en élargissant sa diffusion, en accroissant sa collaboration avec les partenaires sociaux et en tentant d'atteindre les régions.

Par ailleurs, beaucoup d'énergies ont été placées au chapitre de la méthodologie et de l'assistance technique. Ses cinq équipes interviennent directement sur le terrain et sont appelées à favoriser les échanges entre les parties sur la base d'analyses et d'informations qu'elles leurs fournissent. Dans des cas précis où la réorganisation du travail par exemple, envisagée pour augmenter la productivité et réduire la durée du travail, est la cause de conflits persistants entre les employeurs et leurs salarié(e)s, l'ANACT tente de poser les problèmes différemment, de les considérer dans leur globalité et essaie d'amener les parties à s'entendre autour de solutions qui tiennent compte à la fois des implications humaines et matérielles des changements proposés. Elle

fournit donc une assistance technique pour le diagnostic. Elle anime également des réunions où peuvent s'exprimer ceux et celles qui sont touchés par la réorganisation.

En ce sens, même si l'Agence joue un rôle actif quant à la conduite du projet, il importe de souligner que ses interventions sont toujours dissociées des négociations entre les partenaires : elle informe et fournit un support méthodologique. Par ailleurs, elle insiste pour que la participation de tous et de toutes soit réelle et effective. De plus, il est primordial pour elle que les parties soient unanimes à souhaiter son intervention. L'ANACT y voit là une condition essentielle à la réussite de ses opérations.

En ce qui concerne la diffusion de l'information qui est la préoccupation majeure de l'ANACT, il faut également mentionner l'existence de la « cellule formation ». Contrairement à ce que son nom laisse supposer, cette cellule n'agit pas en tant qu'organisme de formation. Son rôle consiste plutôt à créer des outils pédagogiques qui sont ensuite mis à la disposition des formateurs et des formatrices. De plus, elle répond à toutes questions concernant l'offre de formation en matière de conditions du travail (où trouver tel type de cours, de telle durée, pour tel public etc.). Finalement, elle joue un rôle d'expert technique auprès du ministère du Travail en ce qui concerne l'attribution de subventions dans le domaine de la formation en entreprise.

Comme on le voit, toutes les composantes de l'ANACT sont orientées vers l'information des parties en matières de conditions du travail. Elles agissent autant au chapitre de la diffusion que sur le terrain auprès des acteurs. Son action régionale, encore embryonnaire mais bien amorcée, est également importante puisqu'elle permettra de rejoindre un éventail très diversifié de publics.

4.4 Conclusion

Nous retenons de ce qui précède que, suite à l'affirmation d'une volonté de transformer les conditions du travail dans leurs dimensions qualitatives, l'information en ce domaine a pris, en Europe particulierement, une importance suffisamment grande pour mener à la création d'organismes dont la mission est de favoriser la circulation des idées et la participation des partenaires sociaux aux changements à venir.

Ces institutions sont toutes à caractère public et tripartites. Elles font ou commandent de la recherche et s'impliquent donc dans la production des connaissances. De plus, elles diffusent le plus largement possible l'information qu'elles possèdent par le biais de leurs publications, par leurs services d'information documentaire ou encore en rejoignant les acteurs directement sur le terrain pour leur fournir assistance technique ou support méthodologique.

Bien sûr, ce court aperçu ne tient pas compte de la complexité des réseaux d'information qui existent aux échelons nationaux et internationaux. Nous n'en avons fait ressortir que trois éléments qui sont, selon nous, l'expression d'une tendance manifeste, tendance qu'il nous importait d'illustrer.

Chapitre 5
Recommandations

L'inventaire que nous avons dressé concernant les sources d'information sur les conditions et les relations du travail ainsi que les commentaires que nous avons reçus (cf rapport p. 17) montrent clairement que les services d'information sont nombreux et diversifiés. Cependant, il n'existe pas de lien formel ou systématique entre eux si ce n'est au chapitre de la santé et sécurité du travail où la CSST a mis sur pied un véritable réseau d'information qui prend sa source au siège social et qui s'étend aux régions (par les bureaux régionaux) et aux secteurs (par les associations paritaires sectorielles).

En outre, les intervenant(e)s du monde du travail, à l'exception de ceux et celles qui appartiennent à l'un ou l'autre des ministères québécois, n'ont pas accès au fichier des bibliothèques gouvernementales créé par la Bibliothèque administrative du ministère des Communications.

L'indépendance des sources entre elles favorise donc une méconnaissance du « réseau » existant et partant, une sous-utilisation de ses possibilités ; ce qui ne facilite en rien la recherche de l'information.

Cependant, dans le but de mettre à profit la diversité des sources et d'en préserver l'autonomie mais également pour en faciliter l'accès, les rendre plus visibles tout en évitant la tentation centralisatrice qui consisterait à confier à un seul organisme la tâche de rassembler, organiser et diffuser toute l'information disponible sur les conditions et les relations du travail, nous recommandons

que le ministère du Travail du Québec soit chargé de publier un inventaire des sources d'informations sur les conditions et les relations du travail ;

que cet inventaire fasse l'objet d'une mise à jour annuelle afin de tenir compte des changements intervenus au cours de la période de référence.

Par ailleurs, dans le but de faciliter davantage et d'accélérer le repérage des informations disponibles tout en profitant de l'expertise acquise par chacun des services existants, nous recommandons

que le ministère du Travail du Québec, en consultation avec les principaux services d'information dans le domaine, étudie la possibilité de créer un véritable réseau informatisé de diffusion de l'information relative aux conditions et aux relations du travail ; et ce, en s'inspirant, entre autres, des acquis réalisés à ce chapitre par la CSST ainsi que par la Bibliothèque administrative du ministère des Communications qui pilote actuellement un projet d'informatisation des bibliothèques et centres de documentation gouvernementaux québécois.

Compte tenu également que les différents services du ministère du Travail du Québec ont mis au point plusieurs banques de données touchant directement aux conditions et aux relations du travail (croissance des salaires négociés, grèves et lock-out, enquête sur la rémunération des emplois-repères, sentences arbitrales de griefs etc.) et qu'il a mis sur pied le Service d'exploitation des systèmes et de l'aide aux clientèles (SESA) dont le but est de mettre ces instruments à la disposition des clientèles internes et externes, nous recommandons

que le ministère du Travail, s'inspirant en cela du service d'information sur les relations industrielles (SIRI)[1] créé par son homologue fédéral, fasse connaître par voie de publication ou autrement l'existence du SESA et des banques de données et qu'il diffuse gratuitement le contenu de ces banques aux intervenants et intervenantes impliqués directement dans le monde du travail

que, par ailleurs, pour éviter les dédoublements de services coûteux et inutiles, il étudie la possibilité de coopérer dans ce domaine avec le ministère fédéral du Travail.

Comme, en outre, d'autres ministères et organismes du Gouvernement du Québec (par exemple le Conseil du trésor, la Commission des normes du travail, le Conseil des services essentiels etc.) produisent et diffusent de l'information sur les conditions et les relations du travail sans toutefois qu'existe aucun effort de concertation visible au chapitre de la diffusion de cette informa-

---

1. Le Service d'information sur les relations industrielles (SIRI) offre à ceux et celles qui travaillent dans le domaine des relations de travail (négociateurs syndicaux et patronaux, recherchistes des syndicats, analystes de la rémunération, experts-conseils etc.) un service d'information gratuit (les appels à frais virés sont acceptés) à partir de banques de données fédérales, provinciales et privées. Le SIRI peut fournir des exemplaires de conventions collectives, des résumés spéciaux à partir du système informatisé de Travail Canada, des études comparatives et des analyses de toutes les lois sur le travail etc. Il a aussi un accès direct à la bibliothèque du ministère qui est la plus importante au Canada dans le domaine des relations du travail.

tion (à part la *Liste mensuelle des publications du Gouvernement du Québec* publiée par le ministère des Communications), nous recommandons

que le ministère du Travail[2] soit chargé de coordonner la diffusion de toute l'information relative aux conditions et aux relations du travail produite par tous les ministères, commissions et organismes du Gouvernement du Québec.

2. En suggérant de confier cette tâche au ministère du Travail, nous ne remettons pas en question le rôle de coordination des publications gouvernementales qu'exerce déjà le ministère des Communications. Nous pensons simplement que les intervenant(e)s du monde du travail ont plutôt tendance à s'adresser au ministère du Travail quand ils ont besoin d'information à ce sujet.

Annexe A
Liste des organismes recencés
(Voir notre annexe B)

Noms

Alliance de la fonction publique du Canada/ Public Service Alliance of Canada . 27
Alliance des professeurs de Montréal 27
Association de sécurité des industriels forestiers du Québec Inc. 28
Association des manufacturiers canadiens . 28
Association paritaire de santé et de sécurité du travail/Secteur de l'imprimerie 29
Association paritaire pour la Santé et la sécurité du travail/Secteur administration provinciale 29
Association paritaire pour la Santé et la sécurité du travail/Secteur Transport 30
Association pour la santé et la sécurité du travail/Affaires sociales 30
Au bas de l'échelle Inc. 31
Bell Canada/Centre d'information spécialisée 31
CCH Canadien Ltée 32
C.L.S.C. Centre-Ville/Programme de santé au travail 32
CANADA, Commission canadienne des droits de la personne 33
CANADA, Commission de l'emploi et de l'immigration/Bibliothèque régionale du Québec 33
CANADA, Commission des relations de travail dans la fonction publique/Bureau de recherches sur les traitements 34
CANADA, Conseil canadien des relations du travail 34
CANADA, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme 35
CANADA, Conseil du trésor/La bibliothèque 35
CANADA, Ministère du travail 36
CANADA, Ministère du travail/Division de la négociation collective 37
CANADA, Statistique Canada/Division Cansim 37
CANADA, Statistique Canada/Division de l'éducation, de la culture et du tourisme .. 38
CANADA, Statistique Canada/Section des déclarations des syndicats ouvriers 38
Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) 39
Centrale des syndicats démocratiques (CSD) 39
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail 40
Centre d'animation, de développement et de recherche en éducation (C.A.D.R.E.) .. 40
Centre des dirigeants d'entreprise 41
Centre patronal de santé et de sécurité du travail du Québec 41
Centre populaire de documentation 42
Chambre de commerce de Montréal 42
Confédération des syndicats nationaux (CSN) 43
Conference Board du Canada/Centre de recherche sur la rémunération 43
Congrès du travail du Canada (C.T.C.) .. 44
Conseil canadien de la sécurité/Canada Safety Council 44
Conseil du patronat du Québec (C.P.Q.) .. 45
Conseil québécois de la santé et de la sécurité pour l'industrie des textiles primaires . 45
Corpus Information Services/(A Division of Southam Communications Ltd.) 46
Ecole des hautes études commerciales/La Bibliothèque 46
Ecole des hautes études commerciales/ Groupe : Etudes sur le travail 47
Ecole des hautes études commerciales/ Groupe : Femmes, travail et entreprises .. 47
Fédération des associations de professeurs des universités du Québec (FAPUQ) 48
Fédération des syndicats professionnels d'infirmières et d'infirmiers du Québec (FSPIIQ) 48
Fédération des Travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) 49
Fondation pour aider les travailleuses et travailleurs accidenté(e)s (F.A.T.A.) 49
Formules Municipales Ltée 50
Groupe SOBECO Inc. 50
Hydro-Québec/Bibliothèque générale 51
Institut de recherche appliquée sur le travail (IRAT) 51

Institut de recherche en santé et en sécurité du travail du Québec (IRSST) 52
Institut national de productivité (INP) . . . 52
Lancaster House 53
Lesage Dumont 53
Magazine des Ressources humaines 54
William M. Mercer Ltd. 54
Office de la construction du Québec 55
QUEBEC, Bureau de la statistique 55
QUEBEC, Bureau de la statistique/Centre d'information et de documentation 56
QUEBEC, Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) 56
QUEBEC, Commission des droits de la personne 57
QUEBEC, Commission des normes du travail 57
QUEBEC, Conseil des services essentiels . 58
QUEBEC, Conseil du trésor/Direction de l'élaboration et de l'analyse de rémunération des personnels syndiqués et syndicables 58
QUEBEC, Greffes des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation 59
QUEBEC, Ministère des communications/ Bibliothèque administrative 59
QUEBEC, Ministère du travail 60
QUEBEC, Office des personnes handicapées 61
Relais – Femmes de Montréal Inc. 61
Revue Vie Ouvrière 62
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) 62
Travail Non Traditionnel (T.N.T.) Inc. . . 63
Université Bishop/John Bassett Memorial Library 63
Université Concordia/Service des bibliothèques 64
Université de Montréal/Bibliothèque des sciences humaines et sociales 64
Université de Montréal/Ecole des relations industrielles 65
Université de Montréal/Groupe de recherche sur les aspects sociaux de la prévention en santé et sécurité du travail (GRASP/sst) 65
Université de Sherbrooke/La bibliothèque générale 66
Université du Québec à Chicoutimi/La bibliothèque 66
Université du Québec à Hull/La bibliothèque 67
Université du Québec à Montréal/Comité conjoint UQAM-CSN-FTQ chargé de l'application du protocole d'entente UQAM-CSN-FTQ sur la formation syndicale 67
Université du Québec à Montréal/ Département de sociologie/Groupe de recherches et d'études sur la technique et la société (GRETS) 68
Université du Québec à Montréal/ LABREV (Laboratoire de recherche sur l'emploi, la répartition et la sécurité du revenu) 68
Université du Québec à Montréal/Service des bibliothèques 69
Université du Québec à Rimouski/La bibliothèque 70
Université du Québec à Rimouski/Centre d'intervention et de recherche pour l'amélioration des situations de travail (CIRAST) 70
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue / La bibliothèque 71
Université Laval/La Bibliothèque 71
Université Laval/Département des relations industrielles 72
Université Laval/Groupe de recherche sur l'organisation du travail, la santé et la sécurité 72
Université McGill/Centre de relations industrielles 73
Université McGill/Ecole de santé au travail 73
Université McGill/Faculté de gestion, Secteur des relations industrielles 74
Université McGill/Howard Ross Library . 74
Université McGill/McLennan Library . . . 75
Université McGill/Service d'analyse des conventions collectives 75

Annexe B
Inventaire

ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA/ PUBLIC SERVICE ALLIANCE OF CANADA

233 rue Gilmour
Ottawa, Ontario K2P 0P1
(613) 560-4211

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres.
Année de création : 1966.
Président : Pierre Samson.
Mission : Unir tous les employé(e)s de la fonction publique en une seule organisation démocratique. Obtenir pour tous les employé(e)s de la fonction publique les meilleures normes de compensation et autres conditions d'emploi et de protéger les droits et intérêts de tous les employé(e)s de la fonction publique.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 6 à temps plein ; 5 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail.
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodique : Argus-journal:AFPC (mensuel) ; La revue AFPC/The Review:PSAC (trimestriel) ; Communiqué/New Release AFPC (occasionnel) ; Les nouvelles de la semaine/The Weekly Newsletter (hebdomadaire).
Séminaires, colloques, conférences : Organise des congrès pour ses membres à fréquence irrégulière.

Service d'information documentaire

Responsable : Louise Laplante (613) 560-4211.
Effectif : 3 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; prêts entre bibliothèques.
Fonds documentaire : 4,500 documents ; 147 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Lois, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, étudiant(e)s.

ALLIANCE DES PROFESSEURS DE MONTREAL

4455 St-Hubert
Montréal, Québec H2J 2X1
(514) 527-8011

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres.
Année de création : 1919.
Présidente : Lorraine Pagé.
Mission : L'Alliance a pour but l'étude, la défense et le développement des intérêts professionnels, économiques, sociaux et moraux de ses membres et de la profession.
Secteurs d'activité : Éducation.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 1 à temps plein ; 6 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail.
Publications : Diaporamas : éducation syndicale pour les nouveaux délégués. Livres, brochures, rapports. Périodiques : L'Alliance (8 numéros par année) ; BIS (hebdomadaire).
Séminaires, colloques, conférences : Organise un colloque à chaque année ; des assemblées et des sessions environ 15 fois par an, à participation restreinte.

Service d'information documentaire

Responsable : Sylvie Painchaud (514) 527-8011.
Effectif : 1 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures sauf le midi.
Services offerts : Consultation sur place, photocopies et référence téléphonique.
Fonds documentaire : Toute la production de l'Alliance depuis 1976. La production antérieure est déposée à l'Université Laval. Documentation audiovisuelle.
Disciplines : Enseignement, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, membres, chercheur(e)s, étudiant(e)s, employé(e)s du gouvernement, public en général, syndicats, juristes.

ASSOCIATION DE SECURITE DES INDUSTRIELS FORESTIERS DU QUEBEC INC.

3350 boul. Wilfrid Hamel
Québec, Québec G1P 2J9
(418) 872-6126

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventions de la CSST.
Année de création : 1934.
Directeur : Robert R. Laroche.
Mission : La prévention des accidents du travail dans le secteur des scieries des exploitations forestières, les usines de déroulage et de contreplaqué.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 16 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (santé et sécurité du travail et ergonomie).
Publications : Diaporamas ; compte-rendus des réunions organisées par l'association. Périodique : Prévenir (bimestriel).
Séminaires, colloques, conférences : Organise des réunions (10 à 15) par année pour les employeur(e)s et employé(e)s du secteur scieries et forêts.

Service d'information documentaire

Responsable : Martine Dubé (418) 872-6126.
Effectif : 1 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 16:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; photocopie.
Fonds documentaire : 500 documents ; 24 abonnements de périodiques.
Disciplines : Enseignement, lois, santé, travail, prévention des accidents du travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, entreprises, chercheur(e)s, étudiant(e)s.

ASSOCIATION DES MANUFACTURIERS CANADIENS

1080 Côte du Beaver Hall
Suite 904
Montréal, Québec H2Z 1S8
(514) 866-7774

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres, cours, séminaires, colloques.
Année de création : 1871.
Directrice générale : Louise Fecteau.
Mission : Promotion des intérêts des secteurs manufacturiers québécois et canadiens auprès de tous les paliers du gouvernement.
Secteurs d'activité : Secteur manufacturier.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 3 à temps plein ; 7 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, santé et sécurité du travail et ergonomie, rémunération) ; taxes, exportation, environnement, transport.
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodique : Bulletin du Québec (trimestriel). Banque de données : L'index commercial canadien.
Séminaires, colloques, conférences : Organise des séminaires et colloques 3 à 4 fois par année : ouverts au public.

Service d'information documentaire

Responsable : Lili Hayes (514) 866-7774.
Effectif : 10 à temps plein ; 2 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place, photocopie, référence téléphonique.
Fonds documentaire : Rapports, documentation audiovisuelle, quelques abonnements de périodiques.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, lois, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, entreprises, étudiant(e)s, public en général.

ASSOCIATION PARITAIRE DE SANTE ET DE SECURITE DU TRAVAIL
Secteur de l'imprimerie

405 rue de la Concorde
Montréal, Québec H3S 2P2
(514) 284-3318

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventions gouvernementales.
Année de création : 1983.
Directeur : Claude Payette.
Mission : Information et formation, conseil et assistance technique, recherche et documentation en santé et sécurité du travail.
Secteurs d'activité : Imprimerie.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 2 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail (santé et sécurité du travail et ergonomie).
Publications : Guides.
Clientèle : Entreprises dans le secteur de l'imprimerie.

ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTE ET LA SECURITE DU TRAVAIL
Secteur Administration provinciale

825, St-Jean-Baptiste, bureau 220
Québec, Québec G2E 5B7
(418) 871-2041

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventionnée par la CSST.
Année de création : 1983.
Directeur : Jean Roy.
Mission : Fournir aux employeurs et aux travailleurs appartenant au secteur d'activités qu'elle représente des services de formation, d'information, de recherche et de conseil.
Secteurs d'activité : Administration provinciale.
Type de recherche : Appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 1 à temps plein.
Thèmes d'études : Santé et sécurité du travail et ergonomie.
Publications : Monographie sectorielle. Périodiques : Intervention (5 fois par année) ; Procès-verbaux de l'Assemblée générale annuelle : accessible aux membres seulement.

Service d'information documentaire

Responsable : Jean Roy (418) 871-2041
Effectif : 1 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00.
Services offerts : Prêts de documents aux membres de l'Association. Prêts entre bibliothèques aux intervenants en santé et sécurité du travail. Affilié au réseau bibliographique de la CSST. Services informatisés au printemps 1985. Banque de données : ISST – Centre de documentation de la CSST. Photocopies. Références téléphoniques.
Fonds documentaire : 37 documents, 21 périodiques, films, diaporamas.
Disciplines : Administration publique, lois, santé, santé et sécurité du travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, syndicats, employé(e)s du gouvernement.

ASSOCIATION PARITAIRE POUR LA SANTE ET LA SECURITE DU TRAVAIL
Secteur transport

1550 est, boul. St-Joseph
Montréal, Québec H2J 1M7
(514) 521-8811

Forme juridique : Oraganisme à but non lucratif.
Financement : Subventions gouvernementales.
Année de création : 1983.
Directeur général : M. Guy Fournier.
Mission : Fournir aux établissements du secteur Transport et Entreposage des services de formation, d'information, de recherche et de conseil en vue de les aider à éliminer à la source même les dangers pour la santé et la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs.
Secteurs d'activité : Santé et sécurité du travail et ergonomie. Industrie du transport.
Type de recherche : Appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 1½ (moyenne annuelle).
Thèmes d'études : Conditions de travail et législation pertinente au secteur transport et entreposage.
Publications : Diaporamas ; bulletins et fiches techniques. Périodique : Info-prévention (trimestriel).
Séminaires, colloques, conférences : 1 conférence par mois à participation restreinte.

Service d'information documentaire

Responsable : Sylvie Lafrenière, (514) 521-8811
Effectif : 1 personne.
Accessibilité : Ouvert à tous sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Prêt. Prêt entre bibliothèques.
Fonds documentaire : 1,000 documents, 38 périodiques. Documentation audiovisuelle : microfiches, films, diaporamas, enregistrements magnétoscopiques.
Disciplines : Lois, santé, sciences physiques, génie et technologie, travail.
Clientèle : La clientèle du secteur des transports et les intervenants en santé et sécurité du travail.

ASSOCIATION POUR LA SANTE ET LA SECURITE DU TRAVAIL
Affaires sociales

801 est, Sherbrooke
Montréal, Québec H2L 1K7
(514) 524-6871

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventions de la CSST.
Année de création : 1979.
Président : Pierre Boucher.
Mission : Offrir des services de consultation, d'assistance technique, d'information, de formation, de recherche et de documentation en santé et sécurité du travail.
Secteurs d'activité : Affaires sociales.
Type de recherche : Appliquée.
Thèmes d'études : Santé et sécurité du travail.
Publications : Livres, brochures, rapports, films, diaporamas, enregistrements magnétoscopiques. Périodique : Objectif prévention (bi-mensuel).
Séminaires, colloques, conférences : Organise 1 ou 2 colloques annuellement, à participation restreinte.

Service d'information documentaire

Responsable : Marie-André Beaupré (514) 524-6871.
Effectif : 1 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi de 8:30 à 12:00 et de 13:00 à 16:30 heures.
Services offerts : Consultation sur place. Prêt entre bibliothèques à la clientèle de l'association. Photocopie.
Fonds documentaire : 3,330 documents ; 20 périodiques. Documentation audiovisuelle.
Disciplines : Lois, santé, travail, organisation de la prévention, santé et sécurité du travail, milieu hospitalier.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, établissements du secteur, syndicats, chercheur(e)s, étudiant(e)s, employé(e)s du gouvernement, public en général, juristes.

AU BAS DE L'ECHELLE INC.

6839A Drolet
Montréal, Québec H2S 2T1
(514) 270-7878

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventions gouvernementales. Centr'aide.
Année de création : 1975.
Directeur : Pierre Bosset.
Mission : Regrouper les non-syndiqué(e)s dans le but de défendre leurs droits.
Secteurs d'activité : Travail.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 2 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, rémunération). Régulation des conditions de travail.
Publications : Livres, brochures, rapports.

Service d'information documentaire

Responsable : Nora Solervicens (514) 270-7878.
Effectif : 1 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Services offerts : Prêt de documents, selon certaines restrictions. Service de référence téléphonique.
Fonds documentaire : Environ 1,000 documents. Une dizaine de périodiques.
Disciplines : Lois, travail.
Clientèle : Etudiant(e)s, employé(e)s de l'organisme, chercheur(e)s, public en général.

BELL CANADA
Centre d'information spécialisée

1050 Côte du Beaver Hall
1er étage
Montréal, Québec H2Z 1S4
(514) 870-8500

Forme juridique : Compagnie à but lucratif.
Financement : Activités commerciales et financières.
Année de création : 1926.
Président : Jean de Grandpré.

Service d'information documentaire

Responsable : Stéphanie Boyd (514) 870-3364
Effectif : 11 temps plein, 1 temps partiel.
Accessibilité : Ouvert aux employé(e)s de l'organisme seulement.
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi de 8:15 à 16:45 heures.
Services offerts : Téléréférence, prêt de documents, photocopie pour les employé(e)s seulement, prêt entre bibliothèques.
Fonds documentaire : 12,000 documents, 960 périodiques, documentation audiovisuelle.
Disciplines : Affaires et finance, communications, sciences physiques, génie, technologie, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, chercheur(e)s.

CCH CANADIEN LIMITÉE

1080 Côte du Beaver Hall
Suite 728
Montréal, Québec H2Z 1S8
(514) 866-2771

Forme juridique : Compagnie à but lucratif.
Financement : Activités commerciales et financières.
Année de création : 1941
Président canadien : Ken Lata.
Mission : Fournir des informations juridiques spécialisées dans les secteurs qui intéressent le monde des affaires.
Publications : Canadian Labour Law Reporter (mise-à-jour bi-mensuelle) ; Canadian Employment Benefits and Pension Guide Reporter (mise-à-jour mensuelle) ; Canadian Industrial Relations and Personnel Developments Reporter (mise-à-jour hebdomadaire) ; Canadian Employment Safety and Health Reporter (mise-à-jour mensuelle).
Clientèle : Entreprises, juristes, employé(e)s du gouvernement, syndicats, chercheur(e)s, étudiant(e)s.

C.L.S.C. CENTRE-VILLE
Programme de santé au travail

1199 rue De Bleury, suite 200
Montréal, Québec H3C 3J1
(514) 866-5761

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Subventions gouvernementales.
Année de création : 1977.
Directrice : Lise Langevin. **Coordonnateur :** Louis Rivet.
Mission : L'équipe oeuvre dans le domaine de la prévention en santé et sécurité du travail, son action est dirigée vers la clientèle de résidents et de travailleurs du centre-ville. Le CLSC offre de plus un service d'accueil et d'information juridique à la clientèle non-syndiquée. Il sert de support aux groupes en milieu de travail en visant leur autonomie et leur prise en charge.
Secteurs d'activité : Santé et sécurité au travail.
Type de recherche : Appliquée et documentaire.
Nombre de chercheurs : 1 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (santé et sécurité du travail et ergonomie).
Publications : Livres, brochures, rapports, dépliants. Périodiques : Nouvelles santé au travail (6 fois par année).
Séminaires, colloques, conférences : Rencontres d'information : 1 fois par mois. Session de formation aux syndicats. Référence téléphonique.
Clientèle : Travailleurs, syndicats, étudiants, organisme à but non-lucratif, public en général.

CANADA, COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE

1253 McGill College
Suite 300
Montréal, Qué. H3B 2Y5
(613) 995-1151

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1978.
Président : Gilles Pépin.
Mission : Favoriser l'égalité des chances des personnes de toute origine dans la société via des enquêtes, des sondages, des sessions d'information et d'éducation.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 1 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, santé et sécurité du travail et ergonomie).
Publications : Livres, rapports. Périodique : Dossier (mensuel).

Service d'information documentaire

Responsable : Claire Gagné (514) 283-5218.
Effectif : 1 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place. Prêt entre bibliothèques. Référence téléphonique.
Fonds documentaire : 500 documents ; 10 périodiques et documentation audiovisuelle.
Disciplines : Lois, travail, discrimination.
Clientèle : Employé(e)s du gouvernement, public en général, juristes, entreprises, syndicats, étudiant(e)s, chercheur(e)s.

CANADA, COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION
Direction des services économiques, région du Québec

1441 St-Urbain
C.P. 7500, Succ. A
Montréal, Québec H3C 3L4
(514) 283-4707

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1967.
Directeur : Jacques Leblanc.
Mission : Recherche sur le marché du travail.
Secteurs d'activité : Emploi, travail, immigration.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 18 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, rémunération) ; analyses économiques du travail.
Publications : Livres, brochures, rapports. Collection : Profit industriel et professionnel. Périodiques : Communiqué sur le marché du travail (mensuel) ; Amalgame (bimestriel) ; De l'informatique à l'information (irrégulier).

Service d'information documentaire

Responsable : Jacinthe Castonguay (514) 283-4695.
Effectif : 5 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Prêt entre bibliothèques ; consultation sur place ; téléréférence (offert au personnel interne seulement). Banque de données : DIALOG, IST-Informathèque. Photocopie. Référence téléphonique.
Fonds documentaire : 20,000 documents ; 250 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Affaires et finances, communications, lois, sciences physiques, génie et technologie, travail, immigration.
Clientèle : Employé(e)s du gouvernement, étudiant(e)s, chercheur(e)s, public en général, syndicats, entreprises.

CANADA, COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE
Bureau de recherches sur les traitements

C.P. 1525, Succ. B
Ottawa, Ontario K1P 5V2
(613) 992-2800

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Directeur général : R.C. DesLauriers.
Mission : Mesurer les niveaux de rémunération, les avantages sociaux et les conditions de travail applicables à un vaste éventail de classes et niveaux professionnels dans la fonction publique du Canada qui ont des équivalents à l'extérieur du gouvernement.
Secteurs d'activité : Fonction publique du Canada.
Type de recherche : Appliquée et documentaire.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, rémunération) ; régulation des conditions de travail.
Publications : Brochures, rapports. Périodiques : Renseignements sur les conventions collectives dans la fonction publique du Canada (trimestriel) ; Analyse des conventions collectives dans la fonction publique fédérale (annuel) ; Sommaire des accords et analyse des conventions collectives (trimestriel) ; Rapport sur les traitements (semestriel) ; Rémunération dans le secteur des entreprises du Canada (annuelle) ; Avantages sociaux et conditions d'emploi au Canada (bisannuel). Banque de données : BASIS.
Séminaires, colloques, conférences : Le bureau offre dans l'ensemble du Canada une série de colloques à l'intention des spécialistes de la rémunération et des participants aux enquêtes de l'extérieur de la fonction publique.

Service d'information documentaire

Responsable : Lucie Molgat (613) 992-3584.
Effectif : 6 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi de 8:00 à 16:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place. Prêt entre bibliothèques. Téléréférence, photocopie.
Fonds documentaire : 4,000 documents, 1,000 périodiques.
Disciplines : Administration publique, lois, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, employé(e)s du gouvernement, syndicats, chercheur(e)s, étudiant(e)s, juristes, public en général, entreprises.

CANADA, CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL

Edifice C.D. Howe
240 rue Sparks
4e étage ouest
Ottawa, Ontario K1A 0X8
(613) 996-9466

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1948.
Président : Marc Lapointe.
Mission : Promouvoir la paix industrielle dans toutes les entreprises relevant de l'autorité du parlement du Canada par le biais de la partie V du code canadien du travail (relations industrielles) et de certaines dispositions de la partie IV (sécurité du personnel) de ce même code.
Type de recherche : Appliquée et documentaire.
Nombre de chercheurs : 2 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, santé et sécurité du travail et ergonomie) ; régulation des conditions de travail (interprétation et application).
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Bulletin de la bibliothèque (occasionnel) ; DI (décisions/information) (occasionnel) ; Rapport annuel du conseil canadien des relations du travail (annuel).
Séminaires, colloques, conférences : Organise un séminaire par année à participation restreinte.

Service d'information documentaire

Responsable : Denis Brazeau (613) 996-9466.
Effectif : 4 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; prêt entre bibliothèques ; référence téléphonique ; photocopie.
Fonds documentaire : 3,000 documents, 400 abonnements de périodiques, documentation audiovisuelle.
Disciplines : Lois, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, syndicats, juristes, entreprises, chercheur(e)s, étudiant(e)s, employé(e)s du gouvernement, public en général.

CANADA, CONSEIL CONSULTATIF CANADIEN DE LA SITUATION DE LA FEMME

66 rue Slater, 18e étage
C.P. 1541, Succ. B
Ottawa, Ontario K1P 5R5
(613) 995-8284

Forme juridique : Organisme para-gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1973.
Présidente : Sylvia Gold.
Mission : Saisir le gouvernement fédéral et le public des questions qui interessent et préoccupent les femmes ; conseiller le ministre sur les sujets relatifs à la condition féminine.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 5 à temps plein ; 2 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail.
Publications : Livres, brochures, rapports. Collections : Situation, droit et action politique des femmes ; Les femmes et le travail ; La violence exercée contre les femmes ; Santé, planification des naissances ; Planifier pour bien vieillir ; Divers. Recommandations et informations générales.

Service d'information documentaire

Responsable : Nicole Proulx (613) 995-8285.
Effectif : 1 à temps plein ; 2 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 16:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place. Référence téléphonique.
Fonds documentaire : 6,000 monographies ; 5 classeurs répartis sous 300 sujets différents ; 2 classeurs de coupures de presses ; 175 abonnements de périodiques.
Disciplines : Enseignement-éducation, santé, technologie, travail, condition féminine.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, étudiant(e)s, chercheur(e)s, employé(e)s du gouvernement, syndicat public en général.

CANADA, CONSEIL DU TRESOR
La bibliothèque

Place Bell Canada
160 rue Elgin, 17e étage
Ottawa, Ontario K1A 0R5
(613) 996-5491

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Ministre : R. de Cotret

Service d'information documentaire

Responsable : J.E.T. Reid (613) 996-5491.
Effectif : 15 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi de 8:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; prêt entre bibliothèques. Banques de données : DIALOG, QL, INFOGLOBE. Téléréférence, photocopie.
Fonds documentaire : 37,000 documents, 1,000 abonnements de périodiques, documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, étudiant(e)s, employé(e)s du gouvernement.

CANADA, MINISTERE DU TRAVAIL

Place du Portage, Phase 2
165 rue de l'Hôtel-de-Ville
Hull, Québec K1A 0J2
(819) 997-3540

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1900.
Ministre : M. Bill McKnight.
Mission : Administrer la législation fédérale du travail qui régit l'emploi dans les entreprises fédérales.
Secteurs d'activité : Travail.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 30 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail et régulation des conditions de travail.

PUBLICATIONS DES DIVERS SERVICES

Bibliothèque et services administratifs : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Le Bulletin de la bibliothèque (hebdomadaire) ; Table des matières (bimensuel) ; Périodiques d'intérêt général et journaux (semestriel) ; Journaux syndicaux canadiens (annuel) ; Liste d'acquisition du Centre de ressources du Bureau de la main-d'oeuvre féminine (mensuel). Banque de données : LABORLINE. Diaporamas.
Bureau de la main-d'oeuvre féminine : Livres, brochures, dépliants, affiches. Collection de documents de travail : **Série A** – L'égalité en milieu de travail ; **Série B** – Evolution du monde du travail. Périodique : Les femmes dans la population active (annuel).
Communications : Livres, brochures, rapports (une centaine par année). Périodiques : Revue annuelle (annuelle) ; Revue de presse sur le travail.
Economique et recherche en relations industrielles : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Revue de la législation (annuel) ; Normes du travail au Canada (annuel) ; Répertoire sécurité et hygiène du travail (annuel) ; Tableaux de référence (annuel) ; Lois et réglements mis en application par le ministère du travail (semestriel) ; Index de la législation ouvrière (mensuel).
Relations en matière d'emploi et conditions de travail : Livres, brochures, rapports. Périodique : QVT : La scène canadienne. Collection : QVT.
Sécurité et hygiène au travail : Livres, brochures, rapports.
Service d'information sur les relations industrielles (SIRI) : Périodique : Sources d'information sur la négociation collective (mise-à-jour périodique).
Service fédéral de médiation et de conciliation : Livres, brochures, rapports. Périodique : Revue des services d'arbitrage (mensuel).
Séminaires, colloques, conférences : Organise des conférences et des colloques à intervalles réguliers.

Service d'information documentaire

Responsable : Monique Marchand (819) 997-3540.
Effectif : 15 à temps plein ; 1 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi de 8:30 à 17:00 heures.
Services offerts : Prêt entre bibliothèques, Banques de données : ORBIT, DIALOG, BRS, INFOGLOBE, MEDLARS, CAN/OLE, CCOSH DATA BASE. Service de référence téléphonique.
Fonds documentaire : 150,000 documents ; 1,353 périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Santé, travail.
Clientèle : Employé(e)s du ministère, employé(e)s du gouvernement, syndicats, entreprises, étudiant(e)s, chercheur(e)s, public en général, juristes.

CANADA, MINISTERE DU TRAVAIL
Division de la négociation collective

Ottawa, Ontario
K1A 0J2
(819) 997-3890

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1901.
Directeur : Mike Valiquette.
Mission : Recensement de l'information sur : la négociation collective, les conditions de travail, les arrêts de travail.
Type de recherche : Appliquée et documentaire.
Nombre de chercheurs : 60.
Thèmes d'études : Conditions de travail (rémunération, organisation du travail).
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Arrêts de travail (annuel) ; Calendrier d'expiration des conventions collectives (annuel) ; Dispositions des grandes conventions collectives (annuel) ; Grands règlements salariaux (trimestriel) ; Répertoire des organisations de travailleurs au Canada (annuel) ; Revue de la négociation collective (mensuel) ; Taux de salaire, traitements et heures de travail (annuel) ; Banques de données : Dispositions des conventions collectives de 500 employés et plus ; Grèves et lock-out ; Salaires ; Grands règlements salariaux.

Service d'information documentaire

Responsable : Mme Pat Thomas (613) 997-3500.
Effectif : 6 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 15:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place. Référence téléphonique. Photocopies. Banque de données : CANSIM.
Fonds documentaire : 8,000 conventions collectives ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Travail (conventions collectives).
Clientèle : Organismes gouvernementaux, entreprises, syndicats, public en général, chercheurs, juristes étudiants.

CANADA, STATISTIQUE CANADA
Division Cansim

Parc Tunney
Edifice R.H. Coats, 9e étage
Ottawa, Ontario K1A 0T6
(613) 990-8116

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget du gouvernement fédéral. Activités commerciales.
Année de création : 1968.
Directeur : Jerry Stinson.
Mission : Diffusion électronique des données statistiques.
Publications : Banque de données : 1) Banques des séries chronologiques ; 2) Banque des rubans sommaires ; 3) TELICHART-SERIES chronologiques en graphiques couleurs. Périodiques : Revue statistique du Canada (mensuel).
Service d'information : Consultations téléphoniques, téléréférence.
Clientèle : Employé(e)s du gouvernement, entreprises, public en général, chercheur(e)s, syndicats, étudiants.

CANADA, STATISTIQUE CANADA
Division de l'éducation, de la culture et du tourisme

Parc Tunney
Edifice Coats, 16e étage
Ottawa, Ontario K1A 0T6
(613) 990-8116

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1867.
Directeur : James R. MacDonald.
Mission : Compiler et analyser des statistiques sur l'éducation.
Secteurs d'activité : Education.
Type de recherche : Appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 1 à temps plein ; 6 à temps partiel.
Thème d'études : Conditions de travail (organisation du travail, rémunération) ; les occupations et les industries des récents diplômés du post-secondaire ; la relation entre le travail et l'éducation.
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Enseignants dans les universités : #81-241 (annuel) ; Traitements et échelles de traitements des enseignants à plein temps des universités canadiennes : #81-258 (annuel) ; Personnel d'enseignement des collèges communautaires et des écoles de formation professionnelle : #81-254 (annuel) ; Indice des prix à l'enseignement (annuel) ; Traitements et qualifications des enseignants des écoles publiques, primaires et secondaires (annuel). Banques de données : Système d'information sur les enseignants des niveaux élémentaires et secondaires ; Indice des prix de l'enseignement aux niveaux élémentaire et secondaire : CANSIM ; Enquête nationale auprès des diplômés ; Enquête nationale auprès des diplômés des écoles de métier et de formation professionnelle ; Enquête nationale auprès des diplômés des universités et des collèges.
Clientèle : Chercheur(e)s, employé(e)s du gouvernement, entreprises, syndicats, étudiant(e)s, public en général, juristes.

CANADA, STATISTIQUE CANADA
Section des déclarations des syndicats ouvriers

Edifice Jean-Talon
Parc Tunney, 10e étage
Ottawa, Ontario K1A 9Z9
(613) 990-9861

Forme juridique : Organisme gouvernemental
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1962.
Président : M. A.S. Foti.
Mission : La divulgation de renseignements statistiques, financiers et autres relatifs aux affaires des syndicats ouvriers.
Secteurs d'activité : Statistiques.
Publications : Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers Partie II – Syndicats ouvriers (annuel). Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers Partie II – Syndicats ouvriers – Supplément (annuel).

Service d'information documentaire

Responsable : Mr. G. Ellis (613) 990-8218
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 16:00 heures.
Clientèle : Bibliothèques, public en général, employé(e)s du gouvernement, entreprises, chercheur(e)s, employé(e)s de l'organisme.
Périodiques : Arrêts de travail (annuel) ; Calendrier d'expiration des conventions collectives (annuel) ;

CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUEBEC (C.E.Q.)

2336 Chemin Ste-Foy
Ste-Foy, Québec G1V 4E5
(418) 658-5711

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres.
Année de création : 1946.
Président : Yvon Charbonneau.
Mission : Promouvoir les intérêts professionnels, économiques et sociaux des salariées et salariés québécois qui oeuvrent dans le secteur de l'enseignement, de l'éducation, du loisir et de la culture et des affaires sociales.
Secteurs d'activité : Conditions de travail. Régulation des conditions de travail.
Type de recherche : Appliquée et documentaire.
Nombre de chercheurs : 5 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail et rémunération). Régulation des conditions de travail.
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Mouvements (4 numéros par année) ; Nouvelles CEQ (3 numéros par mois). Banque de données : DOCEQ. Actes du congrès (bisannuel). Documents des colloques (fréquence irrégulière).
Séminaires, colloques, conférences : Organise des colloques sur divers sujets à fréquence irrégulière. Congrès statutaire : à tous les 2 ans.

Service d'information documentaire

Responsable : Guy Duchesne (418) 658-5711.
Effectif : 6 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Prêt entre bibliothèques. Services informatisés : Banque DOCEQ, catalogue des documents de la CEQ, des volumes et dépouillement de services. Banque de données : Centrale des bibliothèques REPERE, CHI, IST-INFORMATHEQUE (à venir : DIALOG). Référence téléphonique.
Fonds documentaire : 12,000 documents ; 350 périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Affaires et finances, communications, enseignement, lois, technologie, travail, santé.

CENTRALE DES SYNDICATS DEMOCRATIQUES (CSD)

801, 4e Rue, 3e étage
Limoilou, Québec G1J 2T7
(418) 529-2956

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres.
Année de création : 1972.
Président : Jean-Paul Hétu.
Mission : Promouvoir les intérêts de ses membres.
Type de recherche : Appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 2 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail ; économie.
Publications : Diaporamas. Brochures, rapports, guides. Périodique : Bulletin CSD (Trimestriel).
Séminaires, colloques, conférences : Organise un congrès à tous les deux ans.

Service d'information documentaire

Responsable : Pierre-Yvon Ouellet et Francine Gaudry (418) 529-2956.
Effectif : 2 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; photocopie ; référence téléphonique.
Fonds documentaire : 1,000 documents, 25 abonnements de périodiques.
Disciplines : Lois, santé, travail et économie.
Clientèle : Employé(e)s de l'entreprise, syndicats-membres, étudiant(e)s.

CENTRE CANADIEN D'HYGIENE ET DE SECURITE AU TRAVAIL

250 rue Main est
Hamilton, Ontario L8N 1H6
(416) 527-6590

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventions du gouvernement du Canada.
Année de création : 1978.
Directeur : Gordon Atherley.
Mission : Promouvoir le droit des canadiens à l'hygiène et à la sécurité sur les lieux de travail et aider à réduire les coûts humains économiques des accidents et maladies qui surviennent sur les lieux de travail.
Secteurs d'activité : Santé et sécurité du travail.
Type de recherche : Documentaire.
Nombre de chercheurs : 29.
Thèmes d'études : Conditions de travail : organisation du travail, santé et sécurité du travail et ergonomie.
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodique : Au centre/At the Center (trimestriel). Banque de données : Chemical Information On Line (CIOL), INFODOC.
Séminaires, colloques, conférences : Le CCHST organise à l'occasion des séminaires, colloques et conférences sur des sujets touchant à la santé et à la sécurité du travail.

Service d'information documentaire

Responsable : Marylin Moore (416) 523-2981
Effectif : 31.
Accessibilité : Ouvert à tous en tout temps.
Heures d'ouverture : De 9:00 à 17:00 heures du lundi au vendredi.
Services offerts : Consultation sur place. Prêt entre bibliothèques. Téléréférence. Photocopies.
Fonds documentaire : 9,000 monographies, 17,000 articles, 135,000 microfiches, 800 documents divers. Périodiques : 618.
Disciplines : Santé et sécurité du travail.
Clientèle : Syndicats, public en général, étudiant(e)s, chercheur(e)s.

CENTRE D'ANIMATION, DE DEVELOPPEMENT ET DE RECHERCHE EN EDUCATION (C.A.D.R.E.)

1940 est, Henri-Bourassa
Montréal, Québec H2B 1S2
(514) 381-8891

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres.
Année de création : 1968.
Directeur : Mathieu Girard.
Mission : Animation, développement et recherche en éducation.
Secteurs d'activité : Education.
Séminaires, colloques, conférences : Organise des conférences 2 à 3 fois par année pour les administrateurs des écoles privées.

Service d'information documentaire

Responsable : Lise Breton (514) 381-8891 poste 132.
Effectif : 3 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 12:00 et de 13:30 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place, prêt entre bibliothèques, références téléphoniques.
Fonds documentaire : 12,800 documents, 350 abonnements de périodiques, documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration publique, communications, enseignements, lois, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, chercheur(e)s, étudiant(e)s, employé(e)s du gouvernement, administateurs des écoles privées.

CENTRE DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

1250 est, boul. St-Joseph
Montréal, Québec H2J 1L8
(514) 526-2874

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres ; activités commerciales ; subventions gouvernementales.
Année de création : 1943.
Directeur général : Claude Demers.
Mission : Milieu d'échanges ; centre de formation et de perfectionnement sur les techniques de gestion ; représente les membres auprès des médias et du gouvernement.
Type de recherche : Fondamentale et appliquée.
Nombre de chercheurs : 1 à temps plein ; 2 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail.
Publications : Livres, guides. Périodique : INFO-CDE (mensuel).
Séminaires, colloques, conférences : Organise des colloques et des conférences une ou deux fois par mois et des congrès ; ces manifestations sont réservées aux dirigeants d'entreprise.

Service d'information documentaire

Responsable : André Descheneaux (514) 526-2874.
Effectif : 2 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; prêt avec restrictions ; photocopie ; référence téléphonique.
Fonds documentaire : Documents : nombre non mentionné. 10 abonnements de périodiques.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, enseignement, lois, santé, sciences physiques, génie et technologie, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, entreprises, chercheur(e)s, étudiant(e)s.

CENTRE PATRONAL DE SANTE ET DE SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC

666 ouest, rue Sherbrooke
Montréal, Québec H3A 1E7
(514) 842-8401

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres. Allocations disponibles en vertu de l'article 104 de la loi sur la santé et la sécurité du travail. Revenus provenant de sessions d'information.
Année de création : 1982.
Vice-présidente exécutive : Mme Denis Turenne.
Mission : Information et formation en santé et sécurité du travail.
Secteurs d'activité : Santé et sécurité du travail entreprise privée.
Séminaires, colloques, conférences : Sessions d'information pour les membres : 4 à 6 fois par année.

Service d'information documentaire

Responsable : Susan St-Laurent (514) 842-8401
Effectif : 1 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert aux membres seulement.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi : de 9:00 à 17:00.
Services offerts : Affilié au réseau bibliographique de la CSST. Services informatisés au printemps 1985. Banque de données : CSST, ISSR-ISST. Références téléphoniques pour les membres.
Fonds documentaire : 400 documents ; 18 périodiques.
Disciplines : Lois, santé, travail, sécurité.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, entreprises.

CENTRE POPULAIRE DE DOCUMENTATION

3575 boul. St-Laurent, suite 803
Montréal, Québec H2X 2T7
(514) 845-3490

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres ; contrats de recherche ; subventions gouvernementales ; activités commerciales et/ou financières.
Année de création : 1976.
Directeurs : Daniel Hubert et Bernard Vallée.
Mission : Centre de documentation et de communication sur les conditions de vie, les conditions de travail, les mouvements sociaux.
Type de recherche : Documentaire.
Nombre de chercheurs : Variable.
Thèmes d'études : Conditions de travail (santé et sécurité du travail et ergonomie, rémunération) ; histoire des mouvements ouvriers, syndicaux, politiques.
Publications : Livres, brochures, rapports, bibliographies spécialisées. Périodique : Le point sur la crise : revue de presse (mensuel).

Service d'information documentaire

Responsable : Daniel Hubert (514) 845-3490.
Effectif : Variable.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Variables.
Services offerts : Consultation sur place, prêt entre bibliothèques, référence téléphonique.
Fonds documentaire : 4,000 documents ; 50 abonnements de périodiques.
Disciplines : Santé, travail, conditions générales de vie, droits et libertés.
Clientèle : Syndicats, chercheur(e)s, étudiant(e)s, public en général.

CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTREAL

772 ouest, rue Sherbrooke
Montréal, Québec H3A 1G1
(514) 288-9090

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres.
Année de création : 1886.
Directeur général : André Vallerand.
Mission : Assurer le rayonnement de Montréal sur la scène provinciale, nationale, et internationale. Consolider les liens avec le milieu de l'éducation et s'impliquer dans l'intégration des jeunes sur le marché du travail. Participer au développement des entreprises membres en leur offrant des services.
Publications : Rapports, mémoires, prises de positions, brochures. Périodiques : Commerce Montréal (mensuel) ; Répertoire des associations et liste des sociétés membres (annuel).
Séminaires, colloques, conférences : Organise 1 colloque par mois, 1 conférence par semaine ainsi que des séminaires et des congrès à participation restreinte.

Service d'information documentaire

Responsable : Louise Lauzon (514) 288-9090.
Effectif : 2 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en toute temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 12:00 et de 13:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; photocopie ; référence téléphonique.
Fonds documentaire : 2,000 documents ; 50 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, comminications, enseignement, lois, travail.
Clientèle : Entreprises, chercheur(e)s, étudiant(e)s, employé(e)s du gouvernement.

CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)

1601 de Lorimier
Montréal, Québec H2K 4M5
(514) 598-2121

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres.
Année de création : 1921.
Président : Gérald Larose.
Mission : Promouvoir les intérêts professionnels, économiques, sociaux, moraux et politiques des travailleuses et travailleurs, sans distinction de race, nationalité, sexe, langue ou croyance.
Secteurs d'activité : Conditions et relations de travail.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 12 à temps plein ; 3 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail ; droits de certains groupes discriminés ; lois sociales, conditions de vie, économie, politique, politiques sociales.
Publications : Livres, brochures, rapports, films, diaporamas, enregistrements magnétoscopiques. Périodiques : Nouvelles CSN (bimensuel) ; Le Bulletin d'Informations juridiques (8 numéros par année).
Séminaires, colloques, conférences : Organise un congrès à tous les deux ans à participation restreinte.

Service d'information documentaire

Responsable : Lucie Courtemanche (514) 598-2151.
Effectif : 1 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert aux employé(e)s de l'organisme et aux syndicats-membres.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 13:30 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; photocopie ; référence téléphonique.
Fonds documentaire : Documentation audiovisuelle ; 100 abonnements de périodiques.
Disciplines : Administration publique, lois, santé, sciences physiques, génie et technologie, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'entreprise, syndicats.

CONFERENCE BOARD DU CANADA
Centre de recherche sur la rémunération

25 avenue McArthur, bureau 100
Ottawa, Ontario K1L 6R3
(613) 746-1261

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres, contrats de recherche, activités commerciales et/ou financières.
Année de création : Depuis les années 50. Automne en 1981.
Directrice : Sally R. Luce.
Mission : Effectuer de la recherche objective au sujet de la rémunération, les relations industrielles et les ressources humaines.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée.
Nombre de chercheurs : 8 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail et rémunération) ; consultations entre experts patronaux, syndicaux et académiques sur l'état actuel et les prévisions sur les relations industrielles.
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Industrial Relations : Outlook and Issues (annuel) ; Compensation Planning Outlook (annuel).
Séminaires, colloques, conférences : Organise des conférences au moins 4 fois par année, ouvertes à tous.

Service d'information documentaire

Responsable : George Khoury (613) 746-1261.
Effectif : 6 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert aux membres ; au public : par téléphone seulement.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Prêt entre bibliothèques. Banque de données : DIALOG, INFOGLOBE. Référence téléphonique.
Fonds documentaire : 7,000 documents ; 300 abonnements de périodiques.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, travail, économie.
Clientèle : Entreprises, employé(e)s du gouvernement, chercheur(e)s, syndicats, étudiant(e)s, juristes.

CORPUS INFORMATION SERVICES (A Division of Southam Communications Ltd.)

1450 Don Mills Road
Don Mills, Ontario M3G 2X7
(416) 445-6641

Forme juridique : Compagnie à but lucratif.
Financement : Nos activités commerciales et/ou financières.
Année de création : 1967.
Directeur général : Bob Orchard.
Mission : Effectue des recherches en santé et sécurité du travail et publie l'information recueillie sous différentes formes.
Type de recherche : Documentaire.
Nombre de chercheurs : 10 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (santé et sécurité du travail et ergonomie) ; régulation des conditions de travail ; l'environnement ; les politiques industrielles des gouvernements au Canada ; l'énergie ; l'industrie plastique.
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Canadian Occupational Health & Safety News (hebdomadaire) ; Canadian Occupational Safety & Health Law (mise-à-jour bimestrielle) ; OH&S Canada (bimestriel).
Séminaires, colloques, conférences : Organise des conférences : 2 à 4 par année.
Clientèle : Entreprises, employé(e)s du gouvernement, employé(e)s de l'organisme, chercheur(e)s, juristes, public en général.

ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES La Bibliothèque

5255 avenue Decelles
Montréal, Québec H3T 1V6
(514) 340-6200

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1910.
Directeur : Rodolphe Lavergne.
Mission : Support à la recherche et soutien aux étudiants.

Service d'information documentaire

Responsable : Vasile Tega (514) 340-6221
Effectif : 38 à temps plein ; 4 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:00 à 22:30 heures. Samedi de 9:00 à 17:00 heures. Dimanche de 13:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; prêt entre bibliothèques. Banques de données : DIALOG, SDC.
Fonds documentaire : 140,000 documents, 5,560 abonnements de périodiques, documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration, ressources humaines, affaires et finances, économie, travail.
Clientèle : Etudiant(e)s, professeur(e)s, entreprises, syndicats.

ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES
Groupe : Etudes sur le travail

5255 Decelles
Montréal, Québec H3T 1V6
(514) 340-6324

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1976.
Coordonnateur : Marcel Côté.
Type de recherche : Appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 12 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail aussi : travail des cadres, participation à la chose économique.... Formation des travailleurs à lire et à interpréter les données de gestion.
Publications : Films, livres, brochures, rapports. Collection : Groupe d'études sur le travail (Editeur : Agence d'Arc).
Séminaires, colloques, conférences : Organise des colloques occasionnellement à participation restreinte.
Clientèle : Professeur(e)s, entreprises, chercheur(e)s, étudiant(e)s.

ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES
Groupe « Femmes, travail et entreprises »

5255 rue Decelles
Montréal, Québec H3T 1V6
(514) 340-6630 ou 340-6309

Forme juridique : Institution universitaire.
Financement : Budget institutionnel de l'école des H.E.C.
Année de création : 1981.
Directrice : Francine Harel-Giasson.
Mission : Recherche et interventions susceptibles de contribuer à l'avancement des femmes sur le marché du travail.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 2 à temps plein ; 7 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail) ; carrières (cheminements, conciliation famille-carrière, mobilité).
Publications : Rubrique « Femme et gestion » dans *Gestion, revue internationale de gestion* : 1 article par numéro. Colloque « Femmes, travail et entreprises » : document témoin, 1982 (10 $). Rapports de recherche H.E.C.
Séminaires, colloques, conférences : Organise un colloque à tous les 2 ans et des séminaires à chaque année.

Service d'information documentaire

Responsable : Charlotte Charest (514) 340-6626.
Effectif : 1 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Services offerts : Consultation sur place, référence téléphonique.
Fonds documentaire : Environ 500 documents ; fichier bibliographique sur « les femmes et le travail » ; fichier de noms de femmes reliées à la problématique du travail.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, femmes et travail.
Clientèle : Entreprises, chercheur(e)s, étudiant(e)s, syndicats.

FEDERATION DES ASSOCIATIONS DE PROFESSEURS DES UNIVERSITES DU QUEBEC (FAPUQ)

2715 chemin de la Côte Ste-Catherine
Montréal, Québec H3T 1B6
(514) 735-3654

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisation des membres.
Année de création : 1969.
Directeur Général : Hubert Stéphenne.
Mission : Etablir entre les associations affiliées une solidarité réelle dans l'étude et la promotion des intérêts professionnels, économiques et sociaux de leurs membres.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 3 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, rémunération) ; régulation des conditions de travail ; financement et développement des universités.
Publications : Périodiques : Nouvelles universitaires (bi-mensuel) ; Actes des congrès.
Séminaires, colloques, conférences : Congrès à tous les deux ans ouvert aux membres seulement.

Service d'information documentaire

Responsable : Hubert Stéphenne (514) 735-3654.
Effectif : 1 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; référence téléphonique.
Fonds documentaire : 1,200 documents ; 102 abonnements de périodiques.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, enseignement, lois, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, syndicats, chercheur(e)s, étudiant(e)s.

FEDERATION DES SYNDICATS PROFESSIONNELS D'INFIRMIERES ET D'INFIRMIERS DU QUEBEC (FSPIIQ)

580 est, Grande-Allée, Suite 240
Québec, Québec G1R 2K2
(418) 647-1102

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres.
Année de création : 1959.
Directrice générale : Lucie Gagnon.
Mission : Défense des intérêts des membres. Négociations et applications des conventions collectives. Formation syndicale. Information.
Secteurs d'activité : Conditions et relations de travail.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 14 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail. Régulation des conditions de travail.
Publications : Brochures, rapports. Périodiques : Option (bi-mensuel), Actes du congrès (bisannuel).
Séminaires, colloques, conférences : Congrès à tous les deux ans, participation restreinte aux déléguées de l'organisation. Les actes du congrès sont distribués gratuitement aux membres de l'organisation.

Service d'information documentaire

Responsable : Claire Deschênes (418) 647-1102 ext. 24.
Effectif : 1 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Prêt de documents aux membres seulement. Consultation sur place pour le public. Prêt entre bibliothèques.
Fonds documentaire : 1,000 documents, 40 périodiques, enregistrements magnétoscopiques.
Disciplines : Lois, santé, travail, condition féminine, nursing.
Clientèle : Membres de la Fédération, employé(e)s de l'organisme, syndicats, étudiant(e)s, juristes.

FEDERATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUEBEC (FTQ)

2100 rue Papineau, 4e étage
Montréal, Québec H2K 4J4
(514) 527-8533

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres.
Année de création : 1958.
Président : Louis Laberge.
Mission : Défendre les intérêts de ses membres.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 3 à temps plein ; 1 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail ; représentations politiques.
Publications : Films ; enregistrements magnétoscopiques ; livres, brochures, rapports. Périodiques : Le monde ouvrier (mensuel).
Séminaires, colloques, conférences : La FTQ organise un congrès et un colloque à chaque année à participation restreinte.

Service d'information documentaire

Responsable : Robert Demers (514) 527-8533.
Effectif : 1 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Selon la disponibilité du responsable.
Services offerts : Consultation sur place, référence téléphonique, photocopie.
Fonds documentaire : Entre 25 et 50 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle ; documentation écrite (non inventoriée).
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, enseignement, lois, santé, travail.
Clientèle : Syndicats, employé(e)s de l'organisme, chercheur(e)s, public en général.

FONDATION POUR AIDER LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS ACCIDENTE(E)S (F.A.T.A.)

6839A rue Drolet
Montréal, Québec H2S 2T1
(514) 271-0901

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Membres, subventions gouvernementales, contributions syndicales.
Année de création : 1983.
Président : Florent Audette.
Mission : Etablir, créer et gérer une fondation pour venir en aide aux travailleuses et travailleurs affectés ou pouvant être affectés par des accidents et maladies du travail. Promouvoir la défense des intérêts des personnes affectées par des accidents et maladies du travail. Promouvoir la prévention des accidents et maladies du travail et la réparation des préjudices subis à la suite de tels accidents et maladies du travail.
Secteurs d'activité : Santé et sécurité du travail et ergonomie.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 6.
Thèmes d'études : Conditions de travail (santé et sécurité du travail et ergonomie ; hygiène du milieu de travail) ; régulation des conditions de travail (pour ce qui a trait à la santé et sécurité).
Séminaires, colloques, conférences : Oui à fréquence irrégulière. Ces manifestations sont gratuites et ouvertes à tous et à toutes. Elles ne donnent cependant pas lieu à des publications.

Service d'information documentaire

Responsable : Non précisé. 271-0901.
Effectif : Non précisé.
Accessibilité : Sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Prêt aux organisations syndicales et aux militant(e)s syndicaux ; service de références téléphoniques (très souvent).
Fonds documentaire : 500 documents ; 12 abonnements de périodiques.
Disciplines : Conditions de travail (santé et sécurité du travail et indemnisation).
Clientèle : Syndicats et militant(e)s syndicaux, juristes.

FORMULES MUNICIPALES LTEE

33 rue Racine
Farnham, Québec J2N 3A3
(514) 866-7148

Forme juridique : Compagnie à but lucratif.
Financement : Activités commerciales et/ou financières.
Année de création : 1890.
Directrice générale : Pauline Brodeur.
Mission : Fournir des formules d'affaires spécialisées aux municipalités et aux commissions scolaires.
Publications : Périodiques : Code canadien du travail (mise-à-jour mensuelle) ; Code du travail du Québec (mise-à-jour) ; Santé et sécurité au travail au Québec (mise-à-jour trimestrielle).
Clientèle : Entreprises, juristes, employé(e)s du gouvernement, syndicats, chercheur(e)s, étudiant(e)s.

GROUPE SOBECO INC.

Edifice Sobeco Inc.
505 ouest, Dorchester
Montréal, Québec H2Z 1Y7
(514) 878-9090

Forme juridique : Compagnie à but lucratif.
Financement : Activités commerciales et/ou financières.
Année de création : 1962.
Président : Yves Guérard.
Mission : Compagnie de consultation : actuariat et avantages sociaux, informatique, ressources humaines.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 70 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (incluant avantages sociaux ; assurances collectives, régimes de retraite).
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Bulletin d'information/Information Bulletin (occasionnel) ; Etudes de fonds communs pour caisses de retraite (trimestriel) ; Salaried Staff Benefits Survey (annuel) ; La rémunération des cadres au Canada (annuel) ; La rémunération des présidents et chefs de la direction au Canada (annuel) ; La rémunération des représentants de ventes au Canada (annuel).

Service d'information documentaire

Responsable : Maryse Pierrard (514) 878-9090 poste 237.
Effectif : 2 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert aux employé(e)s de l'organisme seulement.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 12:00 et de 13:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Aucun.
Fonds documentaire : 2,850 documents ; 200 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Affaires et finances, lois, travail, régimes de retraite, assurances, statistiques.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, entreprises.

HYDRO-QUEBEC
Bibliothèque générale

75 ouest, boul. Dorchester
Mezzanine
Montréal, Québec H2Z 1A4
(514) 289-2145

Forme juridique : Compagnie à but lucratif.
Financement : Activités commerciales et financières.
Année de création : 1962.
Directeur : Claude-André Bonin.

Service d'information documentaire

Responsable : Claude-André Bonin (514) 289-2145.
Effectif : 16 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Consultation sur place, prêt entre bibliothèques, référence téléphonique.
Fonds documentaire : 22,000 documents ; 1,950 périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, sciences physiques, génie et technologie, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, employé(e)s du gouvernement, étudiant(e)s, chercheur(e)s.

INSTITUT DE RECHERCHE APPLIQUEE SUR LE TRAVAIL (IRAT)

1290 rue St-Denis,
Suite 800
Montréal, Québec H2X 3J7
(514) 845-9165

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventions gouvernementales ; subventions syndicales.
Année de création : 1973.
Directeur général : Jacques Desmarais.
Mission : Réaliser et faire réaliser des travaux de recherche dans les domaines intéressant les travailleurs et leurs organisations particulièrement dans le domaine des relations de travail ; recueillir, compiler, diffuser l'information technique appropriée.
Secteurs d'activité : Travail.
Type de recherche : Appliquée et documentaire.
Nombre de chercheurs : 4 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail.
Publications : Livres, brochures. Collection : Bulletins de l'IRAT. Périodique : Les textes de l'IRAT.

Service d'information documentaire

Responsable : Guy Champagne (514) 845-0396.
Effectif : 2 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 12:30 et de 14:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place, référence téléphonique, photocopie.
Fonds documentaire : 4,000 documents ; 250 abonnements de périodiques.
Disciplines : Travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, étudiant(e)s, chercheur(e)s, syndicats, juristes, entreprises, employé(e)s du gouvernement.

INSTITUT DE RECHERCHE EN SANTE ET EN SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (IRSST)

505 ouest, de Maisonneuve
Montréal, Québec H3A 3C2
(514) 288-1551

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventions gouvernementales ; financement de la CSST ; revenus des services de laboratoire.
Année de création : 1980.
Directeur général : Louis Berlinguet.
Mission : Contribuer, par la recherche, à l'amélioration de la santé et de la sécurité des travailleurs (surtout à l'élimination à la source des dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs) et à la réadaptation des travailleurs victimes d'accidents ou de maladies professionnelles.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : Equivalent de 48 professionnels à plein temps.
Thèmes d'études : Conditions de travail (santé et sécurité du travail et ergonomie).
Publications : Livres, brochures, rapports. Collection : Notes et rapports scientifiques comprend 3 séries : 1) Etudes ; 2) Rapports de recherche ; 3) Méthodes des services de laboratoire). Périodique : L'IRSST : bulletin d'information sur la recherche en santé et sécurité du travail.
Séminaires, colloques, conférences : Organise un colloque et plusieurs conférences par année.

Service d'information documentaire

Responsable : François Lemay (514) 288-1551.
Effectif : 6 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Prêt de livres limité aux membres du réseau québécois de santé et sécurité. Prêt entre bibliothèques : livres seulement. Consultation sur place.
Fonds documentaire : 12,500 documents.
Disciplines : Santé, sciences physiques, génie et technologie.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, employé(e)s du gouvernement.

INSTITUT NATIONAL DE PRODUCTIVITE (INP)

1259 rue Berri, bureau 400
Montréal, Québec H2L 4C7
(514) 873-7601

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventions gouvernementales.
Année de création : 1978.
Directeur général : Marcel Alain.
Mission : Contribuer au développement de la productivité au Québec en procédant à l'étude de la productivité dans les divers secteurs de l'économie, à l'analyse des facteurs qui l'influencent et à la recherche des conditions susceptibles de l'améliorer.
Secteurs d'activité : Productivité.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée et documentaire.
Nombre de chercheurs : 4.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail : formes d'organisation du travail, qualité de vie au travail, gestion participative, partage des gains de productivité).
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Productividées (journal bimestriel) ; Input (bulletin bimestriel) ; Collections « technologie et travail », « Autodiagnostic sommaire » et « Autodiagnostics détaillés ».
Séminaires, colloques, conférences : Colloque : fréquence irrégulière, à participation restreinte.

Service d'information documentaire

Responsable : Andrée Moreau (514) 873-7601
Effectif : 4 personnes à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi de 9:00 à 12:00 et de 1:30 à 17:00.
Services offerts : Consultation sur place. Banques de données : IST-Informathèque ; CAN/OLE ; CANSIM,CANSDI ; DIALOG,ORBIT.
Fonds documentaire : 2,500 monographies dont environ 300 sur le partage des gains de productivité. 1,200 tirés à part (dossiers thématiques). 150 périodiques.
Disciplines : Productivité, économie, gestion des ressources humaines, communications.
Clientèle : Etudiant(e)s, employé(e)s de l'INP, entreprises, employé(e)s du gouvernement, chercheur(e)s, syndicats.

LANCASTER HOUSE

138 Roxborough Street West
Toronto, Ontario M5R 1V1
(416) 967-9118

Année de création : 1965.
Directrice : Joanne Bryant.
Mission : Informer et renseigner. Analyser les changements légaux.
Secteurs d'activité : Secteur juridique.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 2 à temps plein ; 2 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail.
Publications : Livres, brochures, rapport. Périodiques : Contract Clauses (mensuel) ; Labour Law Terms (mensuel) ; Lancaster Labour Law Service (mensuel).
Clientèle : Juristes, entreprises, syndicats, étudiant(e)s, employé(e)s du gouvernement, chercheur(e)s.

LESAGE DUMONT

235 boul. Dorchester est, suite 305
Montréal, Québec H2X 1N8
(514) 879-9150

Forme juridique : Compagnie à but lucratif.
Financement : Activités commerciales et/ou financières.
Année de création : 1982.
Directeurs : Michel Lesage et Jacques Bolduc.
Mission : Offrir à l'entreprise les services et l'expertise scientifique en santé occupationnelle et environnementale, aider l'entreprise à prendre en charge toute question relative à la santé et à la sécurité du travail particulièrement par l'élaboration de programmes de prévention et de correction.
Secteurs d'activité : Santé et sécurité du travail.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 5 à temps plein.
Thèmes d'études : Santé et sécurité du travail et ergonomie ; hygiène industrielle ; régulation des conditions de travail.
Publications : Rapports.
Séminaires, colloques, conférences : Lesage Dumont organise 5 séminaires ou conferences par année (selon la demande et à des tarifs variables).

Service d'information documentaire

Responsable : Johanne Héneault (514) 879-9150.
Effectif : 1 à temps partiel.
Accessibilité : Personnel de l'entreprise seulement.
Services offerts : Photocopies.
Fonds documentaire : Monographies, 20 périodiques.
Disciplines : Lois, santé et sécurité du travail, hygiène industrielle.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, entreprises, employé(e)s du gouvernement, juristes, syndicats.

MAGAZINE DES RESSOURCES HUMAINES

498 Place Georges
Ste-Dorothée, Laval, Qué. H7X 1N8
(514) 689-6503

Forme juridique : Compagnie à but lucratif.
Financement : Publicité et abonnements.
Année de création : 1984.
Président : Pierre Derouin.
Mission : Faire le lien entre la demande et l'offre d'emplois, en tenant compte des besoins des parties intéressées. Servir de lieu de rencontre pour ceux qui s'intéressent à la formation. Faire connaître tous les programmes de formation qui existent.
Type de recherche : Documentaire.
Nombre de chercheurs : 5 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail, régulation des conditions de travail.
Publications : Périodique : le magazine des « Ressources humaines ».
Clientèle : Entreprises, chercheur(e)s, étudiant(e)s, employé(e)s du gouvernement.

WILLIAM M. MERCER LTD.

1801 McGill College, Suite 900
Montréal, Québec H3A 2N4
(514) 285-1802

Forme juridique : Compagnie à but lucratif.
Financement : Nos activités commerciales et/ou financières.
Année de création : 1945.
Président du conseil : Robert A. Brochu.
Mission : Offrir des conseils impartiaux et indépendants en matière de planification stratégique, de ressources humaines, de rémunération, d'avantages sociaux et de communication.
Secteurs d'activité : Actuariat.
Publications : Périodiques : Commentaires Mercer (mensuel) ; Communiqué (occasionnel) ; Mesures législatives sur les avantages sociaux (annuel) ; Abrégé en fiscalité pour les cadres (annuel).
Séminaires, colloques, conférences : Organise régulièrement des séminaires, des conférences et des déjeuners-causeries : ouverts à ceux qui en font la demande.

Service d'information documentaire

Responsable : Ruth Ludwig (514) 285-1802.
Effectif : 2 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:45 à 16:45 heures.
Services offerts : Consultation sur place, prêt entre bibliothèques, photocopie, référence téléphonique.
Fonds documentaire : 2,380 documents ; 180 périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Travail, gestion, ressources humaines, actuariat.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, étudiant(e)s.

OFFICE DE LA CONSTRUCTION DU QUEBEC

3530 ouest, Jean-Talon
Montréal, Québec H3R 2G3
(514) 341-7740

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventions gouvernementales ; cotisations des employeurs et des salariés de l'industrie de la construction.
Année de création : 1975.
Directeur général : Alcide Fournier.
Mission : Voir à l'application du décret régissant les conditions de travail. Administrer les régimes complémentaires d'avantages sociaux. Veiller à l'application du règlement sur le placement des salariés dans l'industrie de la construction. Veiller au respect des dispositions du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre. Organiser le vote d'adhésion syndicale.
Secteurs d'activité : Industrie de la construction.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée.
Nombre de chercheurs : 5 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, rémunération). Régulation des conditions de travail (interprétation et application).
Publications : Livres, brochures, rapports. Diaporamas. Périodiques : Revue de l'activité dans l'industrie de la construction (trimestriel). Analyse annuelle de l'industrie de la construction (annuelle).

Service d'information documentaire et bibliothèque légale

Responsables : Ghislaine Jetté et Rachel Gauthier (514) 341-7740.
Effectif : 2 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 16:30 heures.
Services offerts : Prêt entre bibliothèque. Banques de données : SOQUIJ, CAN/SIM. Références téléphoniques.
Fonds documentaire : 8,000 documents ; 500 périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, lois, travail, gestion, formation professionnelle.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, étudiant(e)s, chercheur(e)s, entreprises, syndicats, public en général.

QUEBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE

117 rue St-André
Québec, Québec G1K 3Y3
(418) 643-5116 ou Zenith 1-800-463-4090

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1912.
Directrice : Mme Nicole Gendreau.
Mission : Organisme central de la statistique pour le Québec.
Secteurs d'activité : Tous les secteurs qui génèrent des statistiques.
Type de recherche : Fondamentale et appliquée.
Nombre de chercheurs : 100 à plein temps.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, rémunération).
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Bulletin d'information sur l'emploi, la rémunération et la durée du travail (mensuel).

Service d'information documentaire

Responsable : Denise LaBerge (418) 643-5116
Effectif : 5 à temps plein
Accessibilité : Ouvert au public.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Prêt entre bibliothèques. Photocopies. Références téléphoniques (pour les statistiques seulement).
Fonds documentaire : 8,000 documents, 300 périodiques et microfiches.
Disciplines : Affaires et finances, communications, enseignement, santé, travail, économie ainsi que tout sujet qui génère de la statistique.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, chercheur(e)s, étudiant(e)s, employé(e)s du gouvernement, public en général.

QUEBEC, BUREAU DE LA STATISTIQUE
Centre d'information et de documentation

1410 rue Stanley, Suite 307
Montréal, Québec H3B 1P8
(514) 873-4722

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Gouvernement du Québec.
Année de création : 1974.
Responsable : Lise Côté.
Mission : Diffusion de données statistiques par téléphone ou consultation sur place.
Secteurs d'activité : Statistiques.

Service d'information documentaire

Responsable : Lise Côté, (514) 873-4722.
Effectif : 3 à plein temps.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi de 8:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Prêt. Prêt entre bibliothèques à la condition de posséder un double.
Fonds documentaire : Non répertorié.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, enseignement, santé, sciences physiques, travail.
Clientèle : Entreprises, étudiant(e)s, chercheur(e)s, employé(e)s du gouvernement, public en général.

QUEBEC, COMMISSION DE LA SANTE ET DE LA SECURITE DU TRAVAIL (CSST)

1199 de Bleury
C.P. 6056, Succ. A
Montréal, Québec H3C 4E2
(514) 873-3054

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Cotisations des employeurs.
Année de création : CAT : 1931 – CSST : 1980.
Directeur général : Robert Sauvé.
Mission : La prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.
Type de recherche : Appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 25 à temps plein ; 5 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail (santé et sécurité du travail et ergonomie).
Publications : Guides, brochures, rapports. Périodiques : Sommaire des périodiques 1 et 2 (bimensuelle) ; Jurisprudence en santé et sécurité du travail (trimestriel) ; La revue CSST (mensuelle). Banques de données : ISST-Information en santé et sécurité du travail ; Répertoire toxicologique ; Banque d'information juridique ; CREF (Fichier des personnes ressources en santé et sécurité).
Séminaires, colloques, conférences : Organise plus d'une vingtaine de conférences par année, à participation restreinte.

Service d'information documentaire

Responsable : Renée Morin (514) 873-3160.
Effectif : 22 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; prêt de documents ; prêt entre bibliothèques ; photocopie ; banques de données : MEDLINE, CANOLE : DIALOG, ORBIT, IST-INFORMATHEQUE, ainsi que 6 autres banques, téléréférence : réservée à la clientèle des intervenants en santé et sécurité. Référence téléphonique.
Fonds documentaire : 29,000 documents ; 500 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Lois, santé, sciences physiques, génie et technologie, travail, sécurité, prévention, ergonomie, toxicologie.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, étudiant(e)s, entreprises, syndicats, chercheur(e)s, employé(e)s du gouvernement, juristes, public en général.

QUEBEC, COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE

360 rue St-Jacques
Montréal, Québec H2Y 1P5
(514) 873-5146

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1975.
Président : Jacques Lachapelle.
Mission : Mise en oeuvre de la Charte des droits et libertés de la personne.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 5 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (rémunération).
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodique : Droits et libertés (mensuel).

Service d'information documentaire

Responsable : Ofelia Meza (514) 873-5146.
Effectif : 3 à temps plein ; 1 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place, prêt entre bibliothèques, référence téléphonique.
Fonds documentaire : 10,000 documents ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Lois, sciences sociales.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, juristes, étudiant(e)s, public en général, chercheur(e)s, syndicats, entreprises.

QUEBEC, COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL

750 est, boulevard Charest
Québec, Québec G1K 7Z5
(418) 643-1420

Forme juridique : Corporation au sens du Code civil.
Financement : Prélèvement annuel auprès des employeurs québécois assujettis.
Année de création : 1980.
Président directeur général : Paul-Emile Bergeron.
Mission : Surveiller l'application de la Loi et des règlements sur les normes du travail et de la Loi sur la fête nationale.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 6 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (rémunération, mécanismes d'application des normes du travail) ; régulation des conditions de travail ; évolution des normes du travail.
Publications : Livres, brochures, rapports.

Service d'information documentaire

Responsable : Sylvia Dupuis (418) 643-1420.
Effectif : 1 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 12:00 et de 13:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Consultation sur place, prêt entre bibliothèques, photocopies et référence téléphonique.
Fonds documentaire : 1,375 documents, 65 abonnements de périodiques.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, économie, gestion, lois, travail, relations industrielles.
Clientèle : Salarié(e)s, entreprises, syndicats, étudiant(e)s, juristes, employé(e)s du gouvernement, chercheur(e)s.

QUEBEC, CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

5199 est, rue Sherbrooke
Bureau 2771
Montréal, Québec H1T 3X1
(514) 873-7246

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1982.
Président : Bernard Bastien.
Mission : Evaluer la suffisance des services essentiels prévus lors d'une grève dans les services publics prévus au Code du travail.
Type de recherche : Documentaire.
Nombre de chercheurs : 2 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (services essentiels en temps de grève qui peuvent affecter la santé et la sécurité du public) ; régulation des conditions de travail (comparaison de services essentiels d'un organisme à l'autre ou entre divers secteurs).
Publications : Films, enregistrements magnétoscopiques, livres, brochures, rapports.
Séminaires, colloques, conférences : A l'occasion, organise des colloques en collaboration avec d'autres groupes.

Service d'information documentaire

Responsable : Huguette Vaillancourt (514) 873-7246.
Effectif : 1 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place. Référence téléphonique.
Fonds documentaire : Environ 1,000 documents, 10 abonnements de périodiques, documentation audiovisuelle.
Disciplines : Communications, lois, santé, travail, services essentiels.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, étudiant(e)s, chercheur(e)s, public en général, entreprises, syndicats, juristes, employé(e)s du gouvernement.

QUEBEC, CONSEIL DU TRESOR
Direction de l'élaboration et de l'analyse de rémunération des personnels syndiqués et syndicables

1055 rue Conroy
7ième étage
Québec, Québec G1R 5A4
(418) 643-7688

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1974.
Directeur : Yvan Cossette.
Mission : Obtenir et donner de l'information sur la rémunération et les conditions de travail des employés des différents gouvernements canadiens. Fournir les outils nécessaires au personnel de la direction afin qu'il puisse mener à bien différents mandats de négociation.
Secteurs d'activité : Rémunération.
Type de recherche : Documentaire.
Nombre de chercheurs : 15.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, rémunération).

Service d'information documentaire

Responsable : Doris Arseneault (418) 643-1994.
Effectif : 2 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 12:00 et 13:00 à 16:30 heures.
Services offerts : Référence téléphonique, consultation sur place, photocopie.
Fonds documentaire : 3,000 documents, 10 abonnements de périodiques.
Disciplines : Relations de travail ; conventions collectives à travers le Canada.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, entreprises, étudiant(e)s, public en général.

QUEBEC, GREFFES DES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE DU SECTEUR DE L'EDUCATION

900 d'Youville, suite 520
Québec, Québec G1R 3P7
(418) 643-4758

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Année de création : 1969.
Directeur : Léopold Bouchard.
Mission : Fixer les auditions ; publier le recueil des sentences arbitrales.
Secteurs d'activité : Arbitrage, éducation.
Publications : Recueil des sentences de l'éducation (hebdomadaire) ; rapport annuel.
Clientèle : Juristes, abonnés, employé(e)s de l'organisme, employé(e)s du gouvernement, public en général.

QUEBEC, MINISTERE DES COMMUNICATIONS
Bibliothèque administrative

1037 de la Chevrotière
Rez-de-Chaussée
Québec, Québec G1R 4Y7
(418) 643-1515

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1972.
Directeur : Luc Dufour.
Mission : Répondre aux demandes documentaires de nos client(e)s par l'acquisition, traitement, prêt et diffusion bibliographique de la documentation dans de multiples sujets.
Type de recherche : Documentaire.
Nombre de chercheurs : 1 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail.
Publications : Périodiques : « Relations du travail » de la collection Sommaire de la documentation courante (3 fois par année). Banque de données : PUBLIQ.

Service d'information documentaire

Responsable : Luc Dufour (418) 643-1515.
Effectif : 33 à temps plein ; 3 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Prêt entre bibliothèques ; consultation sur place. Banques de données : DIALOG, SDC (ORBIT), IST-INFORMATHEQUE (QUESTEL I, II, III), CAN/OLE, QL, INFOGLOBE. Photocopie, téléréférence.
Fonds documentaire : 81,000 documents ; 814 périodiques.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, enseignement, lois, travail, économie et politique, urbanisme et environnement.
Clientèle : Employé(e)s du gouvernement, public en général, chercheur(e)s, étudiant(e)s, juristes, syndicats.

QUEBEC, MINISTERE DU TRAVAIL

425 rue St-Amable, 2e étage
Québec, Québec G1R 4Z1
(418) 643-4817
255 est, boul. Crémazie
Montréal, Québec H2M 1L5
(514) 873-2391

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1931.
Ministre : M. Pierre Paradis.
Mission : Fournir des services en matière de relations du travail. Diffusion d'information et réalisation d'études dans le domaine des conditions de travail et des relations de travail.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 27 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail.
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Le Marché du travail (mensuel) ; Conditions de travail contenues dans les conventions collectives (annuel) ; Liste annotée des arbitres de griefs (annuel) ; Enquête salariale sur les emplois repères (annuel) ; Rapport annuel du ministère (annuel). Banques de données : Croissance des salaires négociés ; Résumés des ententes négociées ; Données informatisées sur les grèves et lock-out au Québec ; Enquête sur la rémunération des emplois-repères de différents secteurs de l'activité québécoise ; Système d'information sur les étapes de règlement des négociations collectives en vertu du Code du travail. Banque de données sur les sentences arbitrales de griefs. Banque de données sur les conventions collectives.

Service d'information documentaire – à QUEBEC

Responsable : Michel Gagné (418) 643-4817.
Effectif : 2 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 16:30 heures.
Services offerts : Consultation sur place, prêt entre bibliothèques, photocopie.
Fonds documentaire : 8,000 documents ; 244 abonnements de périodiques.
Disciplines : Travail.
Clientèle : Etudiant(e)s et public en général, employé(e)s du gouvernement, chercheur(e)s et juristes, syndicats et entreprises.

Service d'information documentaire – à MONTREAL

Responsable : Sylvana Vendrame (514) 873-2391.
Effectif : 2 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au personnel du ministère seulement.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 16:30 heures.
Fonds documentaire : 2,000 documents ; 194 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Discipline : Travail.
Clientèle : Employé(e)s du gouvernement.

QUEBEC, OFFICE DES PERSONNES HANDICAPEES

C.P. 820
309 rue Brock
Drummondville, Québec J2B 6X1
(800) 567-1465

Forme juridique : Organisme gouvernemental.
Financement : Budget gouvernemental.
Année de création : 1979.
Présidente : Laurette Champigny Robillard.
Mission : La coordination des services aux personnes handicapées. Veiller à ce qu'elles puissent obtenir des services de transport, d'emploi, d'enseignement, etc. et assurer leur intégration sociale.
Type de recherche : Appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 1 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, santé et sécurité du travail et ergonomie).
Publications : Périodique : OPHQ:Bulletin général sur les activités de l'office (5 par an).

Service d'information documentaire

Responsable : Sophie Janik (819) 477-7100.
Effectif : 1 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 12:00 heures et de 13:00 à 16:30 heures.
Services offerts : Consultation sur place, prêt de documents, prêt entre bibliothèques, photocopies, références téléphoniques.
Fonds documentaire : 5,000 documents ; 120 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Personnes handicapées.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, étudiant(e)s, personnes handicapées et public en général.

RELAIS-FEMMES DE MONTREAL INC.

506 est, rue Ste-Catherine, suite 801
Montréal, Québec H2L 2C7
(514) 842-2766

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventions gouvernementales, vente de documents.
Année de création : 1980.
Directrice : Charlotte Thibault.
Mission : Créer un organisme à caractère public dans le but de répondre aux besoins de ressources, de recherche et d'information des groupes de femmes sur des questions relatives aux femmes.
Type de recherche : Appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 15 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, syndicalisation multipatronale, agences privées d'emploi, programme d'accès à l'égalité, statut des femmes collaboratrices, etc.).
Publications : Livres, brochures, rapports.

Service d'information documentaire

Responsable : Rosalie Noejuru, Lorraine Lamoureux (514) 842-2766.
Effectif : 2 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi de 9:00 à 12:00 et 13:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Prêt entre bibliothèques : seulement aux organismes membres du centre de documentation. Consultation sur place.
Fonds documentaire : 10,000 documents, 400 périodiques. Documentation audiovisuelle.
Disciplines : Communications, enseignement aux adultes, santé des femmes, travail, condition féminine sous tous ses aspects.
Clientèle : Etudiant(e)s, employé(e)s de l'organisme, chercheur(e)s, public en général, syndicats, entreprises, juristes.

REVUE VIE OUVRIERE

1212 rue Panet
Montréal, Québec H2L 2Y7
(514) 523-5998

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Cotisations des membres, des activités commerciales et/ou financières, subventions gouvernementales, campagnes de financement.
Année de création : 1951.
Président : Raymond Lebac.
Mission : Publier une revue ou tout autre publication sur les réalités ouvrières et populaires. Organiser des colloques sur ces sujets.
Secteurs d'activité : Organisations populaires. Syndicats.
Type de recherche : Appliquée.
Nombre de chercheurs : 1 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, santé et sécurité du travail).
Publications : Périodique : Revue Vie ouvrière (8 fois par année).
Clientèle : Public en général, étudiants et chercheurs.

SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)

276 St-Jacques, bureau 310
Montréal, Québec H2Y 1N3
(514) 842-8741

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventions gouvernementales. Activités commerciales et financières.
Année de création : 1976.
Directrice générale : Suzanne Paquet.
Mission : Promouvoir la recherche, le traitement et le développement de l'information juridique en vue d'en améliorer la qualité et l'accessibilité au profit de la collectivité.
Secteurs d'activité : Information juridique.
Type de recherche : Documentaire.
Nombre de chercheurs : 3 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail (santé et sécurité du travail et ergonomie ; rémunération), régulation des conditions de travail.
Publications : Livres, brochures, rapports. Périodiques : Droit du travail express (hebdomadaire). Décisions du tribunal d'arbitrage (bimestriel) ; Décisions du commissaire du travail et du tribunal du travail (bimestriel). Banques de données : Banque de lois refondues, Banque de jurisprudence.

Service d'information documentaire

Responsable : Francine Godin (514) 842-8741 poste 236.
Effectif : 1 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert aux employé(e)s de l'organisme seulement.
Services offerts : Photocopies.
Fonds documentaire : 800 documents, 200 périodiques.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, lois, santé, travail, linguistique.
Clientèle : Public en général, entreprises, employé(e)s du gouvernement, étudiant(e)s, syndicats, chercheur(e)s, juristes.

TRAVAIL NON TRADITIONNEL (T.N.T.) INC.

1650 rue Berri, suite 230
Montréal, Québec H2L 4E6
(514) 842-8589

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Subventions gouvernementales.
Année de création : 1982.
Directrice : Nicole Vergeau.
Mission : L'intégration des femmes dans les emplois non traditionnels.
Type de recherche : Appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : non spécifié.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail.
Publications : Livres, brochures, rapport annuel.

Service d'information documentaire

Responsable : (514) 842-8589.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 12:00 et de 13:00 à 16:30 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; référence téléphonique.
Fonds documentaire : 150 documents ; 30 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Lois, sciences physiques, génie et technologie, travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme et du gouvernement, étudiant(e)s, chercheur(e)s, syndicats, entreprises, juristes, public en général.

UNIVERSITE BISHOP
John Bassett Memorial Library

Lennoxville, Québec
J1M 1Z7
(819) 569-9551

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget de l'université.
Année de création : 1959.
Directeur : Germain Bélisle.
Mission : Bibliothèque d'institutions d'enseignement au niveau collégial et universitaire ayant comme objectif de fournir la documentation et les services appropriés.

Service d'information documentaire

Responsable : Germain Bélisle (819) 569-9551 poste 341.
Effectif : 23 à temps plein ; 7 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : De septembre à avril : 7 jours/semaine 12 heures par jour.
De mai à août : du lundi au vendredi de 9:00 à 16:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; prêt aux étudiants et professeurs ; prêt entre bibliothèques. Banque de données : DIALOG. Photocopie, téléréférence.
Fonds documentaire : 170,000 documents ; 1,726 abonnements de périodiques.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, enseignement, lois, sciences physiques, génie et technologies, humanités, Beaux-arts, philosophie, religion, etc.
Clientèle : Professeur(e)s, étudiant(e)s.

UNIVERSITE CONCORDIA
Service des bibliothèques

1455 ouest, de Maisonneuve
Montréal, Québec H3G 1M8
(514) 879-4184

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1974.
Directeur : Paul-Emile Filion.
Mission : Servir de support aux programmes académiques, aux étudiants et autres utilisateurs.

Service d'information documentaire

Responsable : Paul-Emile Filion (514) 879-2820.
Effectif : 174 à temps plein ; 19 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Lundi au jeudi de 8:30 à 22:45 heures. Vendredi de 8:30 à 20:00 heures. Samedi de 9:00 à 17:00 heures et le dimanche de 10:00 à 18:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; prêt avec restriction ; prêt entre bibliothèques. Banques de données : ORBIT, DIALOG, BRS, MEDLINE, et 12 autres. Photocopie, téléréférence.
Fonds documentaire : 1,294,797 documents ; 5,457 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, enseignement, sciences physiques, génie, technologie.
Clientèle : Etudiant(e)s, professeur(e)s, chercheur(e)s, public en général.

UNIVERSITE DE MONTREAL
Bibliothèque des sciences humaines et sociales

C.P. 6128, Succ. A
Montréal, Québec H3C 3J7
(514) 343-7430

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1943.
Directeur : Richard Greene.
Mission : Servir de soutien aux étudiants et de support à la recherche.

Service d'information documentaire

Responsable : Richard Greene (514) 343-7430.
Effectif : 56 à temps plein ; 3 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Septembre à avril : Du lundi au vendredi de 8:30 à 23:00.
Samedi de 9:00 à 17:00 et dimanche de 13:00 à 17:00 heures.
Mai à août : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place, prêt entre bibliothèques. Affilié au réseau UTLAS. Banques de données : ORBIT, DIALOG, 1ST-INFORMATIQUE, QUESTEL, CAN/OLE, MINISIS/CROI, BRS. Photocopie, téléréférence, photocopie de microfilms.
Fonds documentaire : 350,000 documents ; 3,100 abonnements de périodiques et documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration publique, travail, humanités et sciences sociales.
Clientèle : Etudiant(e)s, chercheur(e)s, employé(e)s de l'organisme, juristes, syndicats, entreprises, public en général.

UNIVERSITE DE MONTREAL
Ecole des relations industrielles

3200 rue Jean-Brillant
C.P. 6128, Succursale « A »
Montréal, Québec H3C 3J7
(514) 343-7312

Forme juridique : Etablissement universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1972.
Directeur : Jean-Michel Cousineau.
Mission : Rendre accessible sa documentation aux personnes intéressées aux problèmes du travail.
Secteurs d'activité : Relations industrielles.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 17 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail. Régulation des conditions de travail.
Publications : Collections « Monographie », « Document de recherche », « Colloque », « Tiré-à-part ».
Séminaires, colloques, conférences : Colloque de relations industrielles : annuel.

Service d'information documentaire – Centre de documentation

Responsable : Hung Phong Nguyen (514) 343-7312.
Effectif : 1 personne à temps plein ; 1 personne à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 12:00 et de 13:30 à 17:00 heures.
Services offerts : Prêt avec restrictions. Référence téléphonique.
Fonds documentaire : 1,000 documents. Dépôt de conventions collectives. 5 abonnements de périodiques.
Disciplines : Travail.
Clientèle : Etudiant(e)s, chercheur(e)s, entreprises et syndicats.

UNIVERSITE DE MONTREAL
Groupe de recherche sur les aspects sociaux de la prévention en santé et sécurité du travail (GRASP/sst)

2801 Edouard Montpetit
C.P. 6128, Succ. A
Montréal, Qué. H3C 3J7
(514) 343-6232

Forme juridique : Compagnie à but non lucratif.
Financement : Fonds universitaires U. de M. (CAFIR, FDR, FCAC) subventions gouvernementales, contrats de recherche.
Année de création : 1984.
Directeurs : Marc Renaud et Marcel Simard.
Mission : Etude des facteurs psychosociaux et organisationnels conditionnant la prévention de la santé et sécurité du travail.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 4 à temps plein, 6 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, santé et sécurité du travail et ergonomie). Attitudes et comportements des acteurs sociaux. Vieillissement de la main-d'oeuvre. Régulation des conditions de travail.
Publications : Livres, brochures, rapports (à venir). Banque de données : Structuration et fonctionnement des comités de santé et sécurité au travail (en préparation).

Service d'information documentaire :

Responsable : Jocelyne Boivin (514) 343-6193
Effectif : 1 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Disciplines : Administration publique et privée. Communications. Lois, santé, travail.
Clientèle : Etudiant(e)s, chercheur(e)s, employée(e) du gouvernement.

UNIVERSITE DE SHERBROOKE
La bibliothèque générale

2500 boul. de l'Université
Sherbrooke, Québec J1K 2R1
(819) 821-7557

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1961.
Directrice : Lise Lessard.
Mission : Servir de support à la recherche et de soutien aux étudiants.

Service d'information documentaire – Bibliothèque générale

Responsable : Lise Lessard (819) 821-7557.
Effectif : 66 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au jeudi de 8:30 à 23:00 heures.
Le vendredi de 8:30 à 17:00 heures.
Samedi de 9:00 à 17:00 et dimanche de 13:00 à 17:00 heures.
Horaire d'été : Lundi au jeudi de 8:30 à 22:30 et le samedi de 13:00 à 17:00 heures.
Services offerts : *Avec carte de lecteur* : prêt, prêt entre bibliothèques, téléréférence. Banques de données : DIALOG, ORBIT, BRS, IST-INFORMATEQUE, CAN/SIM, O/L.
Sans carte de lecteur : consultation sur place, photocopie, aussi référence téléphonique.
Fonds documentaire : 200,000 documents, 3,000 abonnements de périodiques et documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration, enseignement, économie, éducation physique, sciences humaines, gérontologie.
Clientèle : Etudiant(e)s, chercheur(e)s, employé(e)s de l'organisme, entreprises, syndicats, public en général.

UNIVERSITE DU QUEBEC A CHICOUTIMI
La bibliothèque

555 boul. de l'Université
Chicoutimi, Québec G7H 2B1
(418) 545-5623

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1969.
Directeur : Paul-E. Boulet
Mission : Servir de soutien aux étudiants et de support à la recherche.

Service d'information documentaire

Responsable : Paul-Emile Boulet (418) 545-5623.
Effectif : 41 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 23:00 heures.
Samedi de 9:00 à 17:00 heures.
Horaire d'été : lundi au vendredi de 8:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place, prêt, prêt entre bibliothèques, photocopie, téléréférence. Banques de données : BADADUQ, CAN OLE, CAN SIM, DIALOG, SDC Info-Serv. Référence téléphonique.
Fonds documentaire : 200,000 documents ; 5,100 abonnements de périodiques. Documentation audiovisuelle.
Disciplines : Economie et administration, éducation, sciences pures et appliquées, arts et lettres, religion, travail.
Clientèle : Etudiant(e)s, chercheur(e)s, entreprises, juristes, employé(e)s de l'université, employé(e)s du gouvernement.

UNIVERSITE DU QUEBEC A HULL
La bibliothèque

C.P. 1250, Succ. B
Hull, Québec J8X 3X7
(819) 776-8381

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1972.
Directeur : André Chenier.
Mission : Servir de support à la recherche et de soutien aux étudiants.

Service d'information documentaire

Responsable : André Chénier (819) 776-8110.
Effectif : 13 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au jeudi de 8:30 à 22:00 heures.
Vendredi de 8:30 à 19:00 heures.
Samedi de 9:00 à 17:00 heures.
Dimanche de 13:00 à 17:00 heures.
Horaire d'été : 9:00 à 17:00 heures du lundi au vendredi.
Services offerts : Consultation sur place, prêt (avec restriction), prêt entre bibliothèques, photocopie, téléréférence. Banques de données : DIALOG, BRS, QUESTEL, BADADUQ.
Fonds documentaire : 60,000 documents ; 900 abonnements de périodiques.
Disciplines : Administration, relations industrielles, éducation, sciences sociales.
Clientèle : Etudiant(e)s, chercheur(e)s.

UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL
Comité conjoint UQAM-CSN-FTQ chargé de l'application du protocole d'entente UQAM-CSN-FTQ sur la formation syndicale

C.P. 8888, Succ. A
Montréal, Québec H3C 3P8
(514) 282-8376

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire, contrats de recherche.
Année de création : 1976.
Coordonnateur : Serge Simoneau.
Mission : Réaliser la mission des services à la collectivité de l'université auprès de la CSN et de la FTQ, c'est-à-dire faire exécuter des activités de formation, de recherches, de consultation-expertise par des ressources universitaires, sous l'encadrement des centrales syndicales.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : De 30 à 50 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail, régulation des conditions de travail ; aussi : études économiques des secteurs industriels ou d'impact de législation.
Publications : Livres, brochures, rapports.
Clientèle : Syndicats, public en général, étudiant(e)s, chercheur(e)s.

UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL
Département de sociologie
Groupe de recherches et d'études sur la technique et la société (GRETS)

C.P. 8888, Succ. A
Montréal, Québec H3C 3P8
(514) 282-3267

Forme juridique : Organisme à but non lucratif.
Financement : Contrats de recherche.
Année de création : 1980.
Responsable : Charles Halary.
Mission : Développer l'évaluation sociale des technologies.
Secteurs d'activité : La politique industrielle, systèmes experts, les nouveaux matériaux, les nouveaux transports rapides, la biotechnologie génétique.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 2 à temps plein ; 10 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulations des conditions de travail.
Publications : Rapports de recherche.
Séminaires, colloques, conférences : Organise 1 colloque annuellement à participation restreinte.
Clientèle : Employé(e)s du gouvernement, entreprises.

UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL
LABREV (Laboratoire de recherche sur l'emploi, la répartition et la sécurité du revenu)

C.P. 8888, succ. A
Montréal, Québec H3C 3P8
(514) 282-6181

Forme juridique : Organisme à but non lucratif.
Financement : Subventions gouvernementales ; contrats de recherche.
Année de création : 1973.
Directeur : Paul-Martel Roy.
Mission : Travaux de recherches sur les questions de l'emploi, la sécurité et la répartition du revenu, publications des revues spécialisées, rencontres scientifiques.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée.
Nombre de chercheurs : 20 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail.
Publications : Livres, brochures, rapports. Collection de cahiers. Documents des séminaires et colloques.
Séminaires, colloques, conférences : Organise des séminaires et colloques : une dizaine par année, accessibles à tous.

Service d'information documentaire

Responsable : Isabel Maldonado (514) 282-6181.
Effectif : 1 à temps plein ; 4 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Services offerts : Prêt aux chercheur(e)s et étudiant(e)s travaillant dans le même domaine.
Fonds documentaire : 4,500 documents.
Disciplines : Travail, sciences économiques.
Clientèle : Chercheur(e)s, étudiant(e)s.

UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL
Service des bibliothèques

Case postale 8889, Succ. A
Montréal, Québec H3C 3P3
(514) 282-4371

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1969.
Directeur général : Hubert Perron.
Mission : Servir de support à la recherche et de soutien aux étudiants. Service à la collectivité.

Service d'information documentaire – Bibliothèque centrale

Responsable : Rénald Beaumier (514) 282-4392.
Effectif : 23 à temps plein ; 10 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Lundi à vendredi de 9:00 à 22:00 heures, samedi et dimanche de 12:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place, prêt entre bibliothèques (universitaires seulement et entente de réciprocité avec les bibliothèques spécialisées). Banques de données : ORBIT, DIALOG, 1ST-INFORMATHEQUE, BRS, CRDI, QL. Photocopie, téléréférence (réservée aux usagers de l'UQAM).
Fonds documentaire : 400,000 documents ; 7,910 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, travail.
Clientèle : Etudiant(e)s, chercheur(e)s, syndicats, employé(e)s du gouvernement, entreprises, juristes, employé(e)s de l'UQAM, public en général.

Service d'information documentaire – Bibliothèque des sciences juridiques

Responsable : Micheline Drapeau (514) 282-6184.
Effectif : 8 à temps plein ; 3 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Lundi au vendredi de 9:00 à 22:00 heures, samedi et dimanche de 12:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place, prêt entre bibliothèques. Banques de données : QL, QUESTEL, SOQUIJ.
Fonds documentaire : 16,424 documents ; 224 abonnements de périodiques ; 110 documents avec mises-à-jour. Documentation audiovisuelle.
Disciplines : Lois, travail, droit social.
Clientèle : Etudiant(e)s, juristes, chercheur(e)s, public en général, syndicats, employé(e)s de l'UQAM, entreprises.

UNIVERSITE DU QUEBEC A RIMOUSKI
La bibliothèque

300 avenue des Ursulines
Rimouski, Québec G5L 3A1
(418) 724-1476

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1969.
Directeur : Gérard Mercure.
Mission : Servir de support à la recherche et de soutien aux étudiants.

Service d'information documentaire

Responsable : Gérard Mercure (418) 724-1479.
Effectif : 26 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au jeudi de 8:30 à 22:00 heures.
Vendredi de 8:30 à 17:00 heures.
Samedi de 9:30 à 16:30 heures.
Horaire d'été : de 8:30 à 12:00 et de 13:30 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place pour tous. Biblioplus (emprunts réciproques entre les usagers des diverses institutions de la région). Prêt entre bibliothèques. Téléréférence. Banques de données : DIALOG, CAN/OLE, QUESTEL. Réseau BADADUQ.
Fonds documentaire : 140,000 documents ; 1,300 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Océanographie, développement régional, administration, sciences humaines et sociales, sciences naturelles et appliquées, sciences de la santé.
Clientèle : Etudiant(e)s, chercheur(e)s, entreprises, employé(e)s du gouvernement.

UNIVERSITE DU QUEBEC A RIMOUSKI
Centre d'intervention et de recherche pour l'amélioration des situations de travail (CIRAST)

300 avenue des Ursulines
Rimouski, Québec G5L 3A1
(418) 724-1723

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Contrats de recherche. Subventions gouvernementales. Budget universitaire.
Année de création : 1981.
Directeur : Jean-Louis Chaumel.
Mission : Réaliser des projets de recherche dans le but d'améliorer les conditions de travail des travailleurs en collaboration avec les entreprises et les industries.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 5 à temps plein ; 6 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, santé et sécurité du travail et ergonomie) et conception technique d'équipements de sécurité.
Publications : Documentation audiovisuelle : enregistrements magnétoscopiques. Livres, brochures, rapports. Périodiques : Cahiers de recherche du CIRAST (4 à 5 par année) ; Lettre d'information sur les conditions de travail dans le secteur des pêches (trimestriel). Banques de données : Lettre d'information sur les conditions de travail dans le secteur des pêches.
Séminaires, colloques, conférences : Organise 2 fois par an des conférences et des colloques à participation large ou restreinte selon le cas.

Service d'information documentaire

Responsable : Denis Lebel (418) 724-1723.
Effectif : 1 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Prêt de documents vidéo, consultation sur place, photocopie. Banques de données : Via l'UQAR. Téléréférence, référence téléphonique.
Fonds documentaire : 200 documents ; 3 abonnements de périodiques, documentation audiovisuelle.
Disciplines : Communications, enseignement, santé, sciences physiques, génie et technologie, travail.
Clientèle : Chercheur(e)s, étudiant(e)s, entreprises, syndicats, employé(e)s du gouvernement, public en général.

UNIVERSITE DU QUEBEC EN ABITIBI-TEMISCAMINGUE
La Bibliothèque

C.P. 8000
Rouyn, Québec J9X 5M5
(819) 762-0971

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1971.
Directeur : S. Allard.
Mission : Servir de support à la recherche et aux études.

Service d'information documentaire

Responsable : S. Allard (819) 762-0971 poste 601.
Effectif : 17 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:00 à 22:00 heures et le samedi de 12:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; prêt ; prêt entre bibliothèques. Banques de données : CANSDI, DIALOG, etc. Photocopie.
Fonds documentaire : 100,000 documents ; 700 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, enseignement, santé, sciences physiques, génie et technologie, travail.
Clientèle : Chercheur(e)s, étudiant(e)s, employé(e)s de l'organisme, employé(e)s du gouvernement, juristes, public en général, syndicats, entreprises.

UNIVERSITE LAVAL
La Bibliothèque

Cité universitaire
Ste-Foy, Québec G1K 7P4
(418) 656-3344

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1964.
Directrice : Céline R. Cartier.
Mission : Soutien direct à l'enseignement et à la recherche de l'Université Laval.
Publications : Guides, rapports, répertoire.

Service d'information documentaire

Responsable : Céline R. Cartier (418) 656-2008.
Effectif : 265 à temps plein ; 18 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Semaine de 8:30 à 23:00 heures. Samedi de 10:00 à 17:30 heures. Dimanche de 13:00 à 18:00 heures. Horaire spécial du 30 avril au 30 août.
Services offerts : Prêt avec carte d'emprunt ; prêt entre bibliothèques ; 19 systèmes et 450 banques de données, photocopie, téléréférence.
Fonds documentaire : 2,000,000 documents ; 5,500 abonnements de périodiques ; documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration publique ; affaires et finances ; communications ; enseignement ; lois ; santé ; sciences physiques ; génie et technologie ; travail.
Clientèle : Etudiant(e)s, chercheur(e)s, professeur(e)s.

UNIVERSITE LAVAL
Département des relations industrielles

Pavillon De Koninck
Bureau 3443, Cité Universitaire
Ste-Foy, Qué. G1K 7P4
(418) 656-2794

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget de l'université.
Année de création : 1943.
Directeur : Gilles Ferland.
Mission : Fournir des spécialistes en relations industrielles.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 6 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail.
Publications : Diaporamas, enregistrements magnétoscopiques. Périodiques : Relations industrielles (trimestriel). Collections : Relations du travail ; Instruments de travail ; Congrès des relations industrielles.
Séminaires, colloques, conférences : Organise un congrès annuel, ouvert à tous.

Service d'information documentaire

Responsable : Jean Sexton (418) 656-3811.
Effectif : 1 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public sur rendez-vous.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 8:30 à 11:30 heures.
Services offerts : Consultation sur place, prêt, référence téléphonique.
Fonds documentaire : Environ 150 périodiques.
Disciplines : Travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'organisme, étudiant(e)s, chercheur(e)s.

UNIVERSITE LAVAL
Groupe de recherche sur l'organisation du travail, la santé et la sécurité

Pavillon Vandry, local 0407
Cité Universitaire
Ste-Foy, Québec G1K 7P4
(418) 656-7888

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire et contrats de recherche.
Année de création : 1983.
Directeur : Michel Vézina.
Mission : Etudier les effets de l'organisation du travail sur la santé et la sécurité du travail. Former des chercheur(e)s dans ce domaine.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 6 à temps plein ; 10 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail (organisation du travail, santé et sécurité du travail et ergonomie).
Publications : Livres, brochures, rapports. Diaporamas, enregistrements magnétoscopiques.
Séminaires, colloques, conférences : Organise des séminaires, conférences et colloques mensuellement, à participation restreinte.

Service d'information documentaire

Responsable : Jocelyne Poirier (418) 656-7888 ou 7645.
Effectif : 1 à temps plein.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 12:00 et de 13:30 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; prêt avec restrictions ; photocopies ; référence téléphonique.
Fonds documentaire : 5,000 documents ; 200 périodiques. Documentation audiovisuelle.
Disciplines : Enseignement, lois, santé, travail.
Clientèle : Professeur(e)s, chercheur(e)s, étudiant(e)s, employé(e)s du gouvernement, public en général.

UNIVERSITE McGILL
Centre de relations industrielles

1001 ouest, rue Sherbrooke
Bureau 515
Montréal, Québec H3A 1G5
(514) 392-3040

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1948.
Directeur : Frances Bairstow. Au 1er septembre 85, Robert Adams.
Mission : Lieu de rencontre pour les perties en relations de travail : syndicats, employeurs, organismes gouvernementaux. Publication des résultats de recherche dans le domaine.
Secteurs d'activité : Relations industrielles.
Publications : Livres, rapports, films. Périodique : Proceedings of the Annual McGill Industrial Relations Centre Conference (annuel).
Séminaires, colloques, conférences : Organise un congrès par année (ouvert à tous), plusieurs séminaires et des conférences spéciales (à participation restreinte).
Clientèle : Médias, étudiant(e)s, chercheur(e)s, syndicats, entreprises, employé(e)s du gouvernement, public en général.

UNIVERSITE McGILL
Ecole de santé au travail

1130 ouest, avenue des Pins
Montréal, Québec H3A 1A3
(514) 392-4541

Forme juridique : Organisme à but non lucratif.
Financement : Contrats de recherche. Subventions gouvernementales. Fonds de l'université McGill.
Année de création : 1974.
Président : Gilles Thériault.
Mission : Dispenser un enseignement supérieur aux professionnels de la santé et de l'hygiène industrielle. Effectuer des recherches en santé et sécurité du travail. Offrir des services spécialisés pour l'étude de la qualité du milieu de travail et pour la mise au point de mesures correctrices dans les entreprises.
Secteurs d'activité : Santé et sécurité du travail. Ergonomie. Enseignement.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 10 à temps plein ; 6 à temps partiel.
Thèmes d'études : Santé et sécurité du travail et ergonomie.
Publications : Livres, brochures et rapports.
Séminaires, colloques, conférences : Séminaires : toutes les 2 semaines pendant l'année scolaire. Colloques et conférences.

Service d'information documentaire

Responsable : L. Pilat.
Effectif : 1 personne à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Lundi au jeudi de 9:00 à 12:00 heures et vendredi de 13:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place.
Fonds documentaire : 650 documents. 10 abonnements de périodiques.
Disciplines : Santé.

UNIVERSITE McGILL
Faculté de gestion
Secteur des relations industrielles

1001 ouest, rue Sherbrooke
Montréal, Québec H3A 1G5
(514) 392-5981

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1966.
Coordonnatrice : Shirley Goldenberg.
Mission : Enseignement et recherche universitaire.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 5 à temps plein.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail.
Publications : Livres, articles de journaux.
Clientèle : Etudiant(e)s, chercheur(e)s, employé(e)s du gouvernement, médias, syndicats, entreprises.

UNIVERSITE McGILL
Howard Ross Library

1001 ouest, rue Sherbrooke
Montréal, Québec H3A 1G5
(514) 392-5795

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1821.
Misson : Servir de support à la recherche et à l'enseignement.

Service d'information documentaire

Responsable : Marjorie Judah (514) 392-5795.
Effectif : 2 bibliothécaires à temps plein ; 1 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert à tous en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Du lundi au jeudi de 17:00 à 21:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; prêt avec carte d'emprunteur ; prêt entre bibliothèques. Banques de données : DIALOG, BRS, MINISIS, IST-INFOR. Photocopie, téléréférence.
Fonds documentaire : 60,678 documents ; 488 périodiques. Documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, enseignement, lois, santé, sciences physiques, génie et technologie, travail.
Clientèle : Etudiant(e)s, professeur(e)s, chercheur(e)s, employé(e)s du gouvernement, entreprises, syndicats, juristes, public en général.

UNIVERSITE McGILL
McLennan Library

3459 rue McTavish
Montréal, Québec H3A 1Y1
(514) 392-4943

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire.
Année de création : 1821.
Mission : Servir de support à la recherche et à l'enseignement.

Service d'information documentaire

Responsable : S.M. Slavin (514) 392-4943.
Effectif : 8 bibliothécaires à temps plein ; 2 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Lundi au samedi de 9:00 à 17:00 heures.
Lundi au jeudi de 17:00 à 21:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place ; prêt avec carte d'emprunt ; prêt entre bibliothèques. Banques de données : DIALOG, BRS, MINISIS, IST-INFOR. Photocopie, téléréférence.
Fonds documentaire : 990,927 documents, 1,449 périodiques, documentation audiovisuelle.
Disciplines : Administration publique, affaires et finances, communications, enseignement, lois, santé, sciences physiques, génie et technologie, travail.
Clientèle : Etudiant(e)s, professeur(e)s, chercheur(e)s, employé(e)s du gouvernement, entreprises, syndicats, juristes, public en général.

UNIVERSITE McGILL
Service d'analyse des conventions collectives

1001 ouest, rue Sherbrooke
Montréal, Québec H3A 1G5
(514) 392-3076

Forme juridique : Organisme universitaire.
Financement : Budget universitaire, contrats de recherche, activités commerciales.
Année de création : 1968.
Président : Charles Steinberg.
Mission : L'étude et l'analyse des conditions de travail dans les diverses industries et régions du pays telles que retrouvées dans les conventions collectives et autres documents connexes.
Secteurs d'activité : Relations industrielles.
Type de recherche : Fondamentale, appliquée, documentaire.
Nombre de chercheurs : 3 à temps plein ; 4 à temps partiel.
Thèmes d'études : Conditions de travail ; régulation des conditions de travail.
Publications : Banques de données : Echantillon National des conventions collectives, Base de données nord-américaine du système d'éducation supérieur.

Service d'information documentaire

Responsable : Charles Steinberg (514) 392-3076.
Effectif : 3 à temps plein ; 4 à temps partiel.
Accessibilité : Ouvert au public en tout temps.
Heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures.
Services offerts : Consultation sur place, photocopie, prêt entre bibliothèques, référence téléphonique.
Fonds documentaire : 12,000 conventions collectives courantes ; 25 abonnements de périodiques.
Disciplines : Travail.
Clientèle : Employé(e)s de l'université, entreprises, syndicats, chercheur(e)s, étudiant(e)s, employé(e)s du gouvernement, juristes, public en général.

Annexe C
Index des périodiques

Titre

Abrégé en fiscalité pour les cadres 54
Actes du congrès (FSPIIQ) 48
L'Alliance 27
Amalgame 33
Analyse annuelle de l'industrie de la construction 55
Analyse des conventions collectives dans la fonction publique fédérale 34
Argus-Journal : AFPC 27
Arrêts de travail 37-38
Au centre/At the center 40
Avantages sociaux et conditions d'emploi au Canada 34
BIS 27
Bulletin CSD 39
Bulletin de la bibliothèque (Conseil canadien des relations du travail) 34
Bulletin de la bibliothèque (Travail Canada) 36
Bulletin d'information (C.P.Q.) 45
Bulletin d'information/Information Bulletin (Groupe SOBECO) 50
Le Bulletin d'informations juridiques 43
Bulletin d'information sur l'emploi, la rémunération et la durée du travail 55
Bulletin du Québec 28
Bulletin « Relations de travail » 45
Cahiers de recherche du CIRAST 70
Calendrier d'expiration des conventions collectives 37-38
Canadian Employment Benefits and Pension Guide Reporter 32
Canadian Employment Safety and Health . 32
Canadian Industrial Relations and Personnel Developments Reporter 32
Canadian Labour Law Reporter 32
Canadian Occupational Health & Safety News 46
Canadian Occupational Safety & Health Law 46
Code canadien du travail 50
Code du travail du Québec 50
Commentaires Mercer 54
Commerce Montréal 42
Communiqué 54
Communiqué/News Release 27
Communiqué sur le marché du travail ... 33
Compensation Planning Outlook 43
Conditions de travail contenues dans les conventions collectives 60
Contract Clauses 53
CSC Data Sheets : Occupational Safety & Health 44
Décisions du commissaire du travail et du tribunal du travail 62
Décisions du tribunal d'arbitrage 62
De l'informatique à l'information 33
DI : décisions/information 34
Dispositions des grandes conventions collectives 37
Dossier 33
Droit du travail express 62
Droits et libertés 57
Enquête salariale sur les emplois repères .. 60
Enseignants dans les universités 38
Etudes de fonds communs pour caisses de retraite 50
Les femmes dans la population active 36
Gestion, revue internationale de gestion .. 47
Grands règlements salariaux 37
Index de la législation ouvrière 36
Indice des prix à l'enseignement 38
Industrial Relations : Outlook and Issues . 43
Info-CDE 41
Info-prévention 30
Input 52
Intervention 29
L'IRSST : Bulletin d'information sur la recherche en santé et sécurité du travail ... 52
Journaux syndicaux canadiens 36
Jurisprudence en santé et sécurité du travail 56
Labour Law Terms 53
Lancaster Labour Law Service 53
Lettre d'information sur les conditions de travail dans le secteur des pêches 70

Liste annotée des arbitres de grief 60
Liste d'acquisitions du Centre des ressources du Bureau de la main-d'oeuvre féminine 36
Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers 38
Lois et règlements mis en application par le ministère du travail 36
Magazine des « Ressources humaines » ... 54
Le marché du travail 60
Mesures législatives sur les avantages sociaux 54
Le monde ouvrier 49
Mouvements 39
Normes du travail au Canada 36
Nouvelles CEQ 39
Nouvelles CSN 43
Les nouvelles de la semaine/The Weekly Newsletter 27
Nouvelles « santé au travail » 32
Nouvelles universitaires 48
Objectif-prévention 30
OH&S Canada 46
OPHQ : Bulletin général sur les activités de l'office 61
Option 48
Périodiques d'intérêt général et journaux . 36
Personnel enseignant des collèges communautaires et des écoles de formation professionnelle 38
Le point sur la crise : revue de presse ... 42
Prévenir 28
Proceeding of the annual conference McGill Industrial Relations Centre 73
Productividées 52
QVT : la scène canadienne 36
Rapport annuel (Greffes des tribunaux d'arbitrage, secteur de l'éducation) 59
Rapport annuel du conseil canadien des relations du travail 34
Rapport annuel du ministère (Travail-Québec) 60
Rapport sur les traitements 34
Recueil des sentences de l'éducation 59
Relations industrielles 72
Relations du travail 59
Rémunération dans le secteur des entreprises au Canada 34
La rémunération des cadres au Canada .. 50
La rémunération des présidents et chefs de la direction au Canada 50
La rémunération des représentants de ventes au Canada 50
Renseignements sur les conventions collectives dans la fonction publique du Canada 34
Répertoire des associations et liste des sociétés-membres (Chambre de Commerce de Montréal) 42
Répertoire des organisations de travailleurs au Canada 37
Répertoire sécurité et hygiène du travail .. 36
La Revue AFPC/The Review PSAC 27
Revue annuelle (Travail-Canada) 36
La revue CSST 56
Revue de l'activité dans l'industrie de la construction 55
Revue de la législation 36
Revue de la négociation collective 37
Revue de presse sur le travail 36
Revue des services d'arbitrage 36
Revue statistique du Canada 37
Salaried Staff Benefits Survey 50
Santé et sécurité du travail au Québec ... 50
Sommaires des accords et analyse des conventions collectives 34
Sommaire des périodiques (CSST) 56
Sources d'information sur la négociation collective 36
Table des matières 36
Tableaux de référence 36
Taux de salaire, traitements et heures de travail 37
Les textes de l'IRAT 51
Traitements et échelles de traitements des enseignants à plein temps des universités canadiennes 38
Traitements et qualifications des enseignants des écoles publiques, primaires et secondaires 38
Travailleur canadien/Canadian Labour ... 44
Vie ouvrière 62

Annexe D
Liste des sources consultées

ASTED. COMMISSION DES BIBLIOTHEQUES DE RECHERCHE ET SPECIALISEES. *Répertoire des outils documentaires dans les centres de documentation et bibliothèques spécialisées du Québec /* par Carmelle Lamarre et Monique Dumont, 2e éd. Montréal : ASTED, 1983.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU CANADA. *Répertoire des bibliothèques canadiennes. I. Bibliothèques du gouvernement fédéral.* Ottawa : Information Canada, 1974.

CANADA, AGENCE DES TELECOMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES. *Annuaire téléphonique. Région de la capitale nationale.* Ottawa : Information Canada, 1974.

CANADA, CENTRE DU SERVICE AU PUBLIC. *Répertoire 1984 des programmes et services du gouvernement fédéral,* 5e éd. Ottawa : App. et services, c1984. 570p.

CANADA, MINISTERE DU TRAVAIL. *Directory of Labour Organizations in Canada/Répertoire des organisations de travailleurs au Canada 1984.* Ottawa : Approvisionnements et services, c1984. xxx, 245p.

CANADA, MINISTERE DU TRAVAIL, LE SERVICE D'INFORMATION SUR LES RELATIONS INDUSTRIELLES. *Sources d'information sur la négociation collective.* Ottawa : le Ministère, [198 ?].

—— *Canadian Library Handbook/Guide des bibliothèques canadiennes, 1983.* Toronto : Micromedia, 1983. 230p.

CONGRES DE L'ASTED, OTTAWA, 8-11 NOVEMBRE 1984, 11e, *Bibliothèques et centres de documentation de la région de la capitale nationale /* compilé par Jean-Marie Brière. [Montréal : l'ASTED, 1984].

CONSEIL CANADIEN DE LA SECURITE. *Recueil de sources d'information : santé et sécurité au travail,* 6e éd. Ottawa : le Conseil, 1980.

—— *The Corpus Occupational Health & Safety Index 1982.* Don Mills, Ontario : Corpus Information Services, c1982.

JACQUES CATTELL PRESS, éd. *American Library Directory.* 37e éd. New York : Bowker, 1984. 2 vol.

KRUZAS, Anthony T. et GILL, Kay, *Government Research Centers Directory.* Détroit : Gale Research Co., 1980 et 1981. (pour les Etats-Unis).

—— *Occupational Health & Safety Management Handbook 1985.* Don Mills, Ontario : Corpus Information Services, c1984.

QUEBEC (PROV.), MINISTERE DES COMMUNICATIONS, BIBLIOTHEQUE ADMINISTRATIVE. *Répertoire des bibliothèques gouvernementales du Québec,* 2e éd. Québec : Min. des communications, 1984. 93p.

QUEBEC (PROV.), MINISTERE DES COMMUNICATIONS. *Répertoire téléphonique du gouvernement du Québec, 1984-85.*

SPECIAL LIBRARIES ASSOCIATION. Section de l'est du Canada. *Répertoire des bibliothèques spécialisées de la région de Montréal.* Montréal : l'Association, 1984.

UNIVERSITE DE MONTREAL, DIRECTION DES IMMEUBLES. *Annuaire du téléphone.* Montréal : l'Université, 1984. 151p.

UNIVERSITE LAVAL. SERVICE DES ANNUAIRES. *Annuaire du téléphone.* Ste-Foy, Québec : l'Université, [198 ?]

—— *World guide to Libraries/Internationales Bibliotheks-Handbuch.* 6e éd. New York : SAUR, 1983.

Annexe E
Plan de classement

1. L'INFORMATION

1.1 Recherche
- 1.1.1 Fondamentale
- 1.1.2 Appliquée
- 1.1.3 Documentaire

1.2 Diffusion
- 1.2.1 Ecrite
  - 1.2.1.1 Publications
    - données brutes
    - données analysées
    - études
    - rapports
  - 1.2.1.2 Services d'information documentaire
    - centres de documentation
    - bibliothèques
- 1.2.2 Orale
  - 1.2.2.1 Conférences, colloques, congrès...
- 1.2.3 Audiovisuelle
  - 1.2.3.1 Films, vidéos, diaporamas...

2. LES CONDITIONS DU TRAVAIL

2.1 Conditions de travail
- 2.1.1 Durée du travail
  - heures de travail
  - congés payés
  - congés fériés
  - etc.
- 2.1.2 Formes d'organisation du travail
  - statuts de travail
  - techniques de gestion
- 2.1.3 Environnement des lieux de travail
  - 2.1.3.1 Prévention
    - santé au travail
    - sécurité au travail
    - ergonomie
  - 2.1.3.2 Réparation
    - accidents de travail et maladies professionnelles
- 2.1.4 Revenus du travail
  - salaires
  - avantages sociaux

2.2 Régulation des conditions de travail
- 2.2.1 Détermination des conditions de travail
  - lois, règlements, normes
  - conventions collectives et ententes individuelles
- 2.2.2 Administration
  - lois, règlements, normes
  - conventions collectives et ententes individuelles
- 2.2.3 Interprétation et application
  - lois, règlements, normes
  - conventions collectives et ententes individuelles

Annexe F
Questionnaire

Comment répondre au questionnaire sur les sources d'information sur les conditions du travail

Ce document est divisé en six parties distinctes :

1- Renseignements généraux.
2- La recherche sur les conditions et les relations de travail.
3- Publications.
4- Les services d'information documentaire.
5- Séminaires, colloques, conférences, congrès.
6- Information orale et réponses à des questions particulières.

Comme vous pouvez le constater, le champ couvert par ce questionnaire est très vaste et il est fort possible que vous n'ayez pas à le remplir au complet. Il se peut par exemple que vous éditiez un périodique spécialisé mais que vous n'ayiez pas de centre de documentation et que vous n'organisiez ni conférence ni congres. Dans ce cas, vous passez tout simplement ces sections en vous contentant de répondre aux questions qui vous concernent directement.

Pour les organismes qui éditent plus d'un périodique ou plus d'une banque de données, nous avons mis en annexe des copies des parties du questionnaire relatives à ces items de façon à ce qu'on puisse avoir d'eux l'image la plus fidèle possible au chapitre des publications.

Enfin, dans bien des cas, nous avons adressé ce questionnaire aux responsables des services d'information documentaire en misant sur le fait que leur connaissance du milieu où ils travaillent leur permet de répondre à l'ensemble des questions contenues dans ce questionnaire.

Encore une fois, merci de votre collaboration.

Les sources d'information sur les conditions du travail

1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.1 Quel est le nom officiel de l'organisme ?

. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

1.2 Adresse postale

. . . . . .
Numéro, rue et/ou cas postale
. . . . . .
Ville Province Code Postal

1.3 Forme juridique de l'organisme ?
- ☐ compagnie à but lucratif
- ☐ compagnie à but non lucratif

1.4 Quelles sont les sources de financement de l'organisme ? (vous pouvez cocher plus d'une case).
- ☐ membres
- ☐ contrats de recherche
- ☐ vos activités commerciales et/ou financières
- ☐ subventions gouvernementales
- ☐ autres (précisez)

. . . . . .
. . . . . .

1.5 Depuis quelle année êtes-vous en opération ?

. . . . . .

1.6 Quel est le nom du directeur ou de la directrice ?

. . . . . .

1.7 Expliquez en quelques mots quels sont les principaux objectifs (mission) que cherche à réaliser votre organisme ?

. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

2. LA RECHERCHE SUR LES CONDITIONS ET LES RELATIONS DE TRAVAIL.

2.1 L'organisme pour lequel vous travaillez fait-il de la recherche sur les conditions et les relations de travail ?

- ☐ oui
- ☐ non (passez à la question 3)

2.2. De quel type est la recherche effectuée au sein de votre organisme ? (vous pouvez cocher plus d'une case).

- ☐ fondamentale (destinée à l'avancement du savoir scientifique).
- ☐ appliquée (dont les objectifs sont liés à des préoccupations d'intervention pratique).
- ☐ documentaire (davantage centrée sur la recension des écrits).

2.3 Quel est l'effectif des chercheur(e)s (moyenne annuelle) ? (indiquez-en le nombre).

- ☐ temps plein : _____
- ☐ temps partiel : _____

2.4 Quels sont les secteurs d'activités et les thèmes d'étude couvert par les recherches effectuées par votre organisme ? (vous pouvez cocher plusieurs cases).

- ☐ conditions de travail
  - ☐ organisation du travail (temps de travail, formes d'organisation du travail, statuts d'emploi : temps plein, temps partiel etc., QVT...)
  - ☐ santé et sécurité du travail et ergonomie
  - ☐ rémunération (salaire et avantages sociaux)
  - ☐ autres (précisez)

    . . . . . .
    . . . . . .
    . . . . . .
- ☐ régulation des conditions de travail
  - ☐ interprétation et application (arbitrage, décisions judiciaires et administratives, etc)
  - ☐ autres (précisez)

    . . . . . .
    . . . . . .
    . . . . . .

3. PUBLICATIONS

3.1 Les résultats obtenus dans le cadre de vos recherches font-ils l'objet de publications ?

- ☐ oui
- ☐ non (passez à la question 4.)

3.2 Sous quelle forme se présentent ces publications ?

3.2.1 ☐ documentation audiovisuelle

- ☐ films
- ☐ diaporamas
- ☐ enregistrements sonores
- ☐ enregistrements magnétoscopiques
- ☐ autres (précisez)

  . . . . . .
  . . . . . .
  . . . . . .

3.2.2 ☐ livres, brochures, rapports
s'il s'agit d'une ou de plusieurs collections, indiquez-en le(s) titre(s) :

. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

3.2.3 ☐ publications en série (périodiques) – (si votre organisme publie plus d'un périodique, veuillez s'il-vous-plaît remplir autant de questionnaires que nécessaire, annexes 1 à 1b). (Voir également l'exemple ci-joint, annexe 2).

titre : . . . . . .
. . . . . .

fréquence : (mensuel, annuel, occasionnel, etc.)

. . . . . .

période de référence : . . . . . .

date de publication : . . . . . .

source de renseignements :

. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

cadre géographique : . . . . . .

nom et adresse de l'éditeur :

. . . . . .
. . . . . .

Coût : . . . . . .

Diffusion : ☐ large ☐ restreinte

Disponibilité :

. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

3.2.4 ☐ Banque de données
Votre organisme édite-t-il une (ou des) banque(s) de données ? (Utilisez autant de questionnaires que nécessaire). (Annexe 3)
☐ oui
☐ non (passez à la question 3.2.5.)

titre : . . . . . .
. . . . . .

coût : . . . . . .

Cette banque est-elle accessible en ligne directe ?
☐ oui
☐ non

Peut-on la consulter ou y avoir accès en faisant une demande téléphonique ?
☐ oui
☐ non

Peut-on s'y abonner ?
☐ oui
☐ oui avec restrictions
☐ non

Cette banque est-elle également accessible ?
sous format papier
☐ oui
☐ non coût : . . . . . .
sous microforme
☐ oui
☐ non coût : . . . . . .

Diffusion : ☐ large ☐ restreinte

Coût de cette publication :
☐ format papier : _____
☐ microforme : _____

3.2.5 Lesquels des individus ou groupes suivants sont les plus susceptibles d'utiliser vos publications, quel que soit leur support ? (indiquez-en l'ordre d'importance avec 1 pour le plus important)
☐ employé(e)s de l'organisme
☐ entreprises
☐ chercheur(e)s
☐ étudiant(e)s
☐ employé(e)s du gouvernement
☐ juristes
☐ public en général

4. SERVICES D'INFORMATION DOCUMENTAIRE

4.1 Votre organisme est-il pourvu :
☐ d'un centre de documentation
☐ d'une bibliothèque
☐ il n'y a pas de service d'information documentaire (passez à la question 5.)

4.2 Quel est le nom du ou de la responsable
. . . . . .

4.3 Quel est le nombre de salarié(e)s (moyenne annuelle) ?
☐ temps plein : _____
☐ temps partiel : _____

4.4 Quel est le numéro de téléphone du service ? . . . . . .

4.5 Votre service d'information documentaire est-il ouvert au public ?
☐ oui
☐ en tout temps
☐ sur rendez-vous
☐ non

4.6 Quels sont les jours et les heures d'ouverture ?
. . . . . .
. . . . . .

4.7 Prêtez-vous vos documents au public ?
☐ oui
☐ non
☐ oui, mais selon certaines restrictions (précisez)
. . . . . .
. . . . . .

4.8 Vos documents sont-ils accessibles par prêt entre bibliothèques ?

- ☐ oui
- ☐ non
- ☐ oui, mais selon certaines restrictions (précisez)

. . . . . .
. . . . . .

4.9 Votre service d'information documentaire est-il affilié à un réseau bibliographique ?

- ☐ oui
  - ☐ lequel . . . . . .
- ☐ non

4.10 Les services (acquisitions, prêt, analyse documentaire, etc.) de votre centre de documentation ou bibliothèque sont-ils informatisés ?

- ☐ oui
  - ☐ lesquels : . . . . . .
    . . . . . .
    . . . . . .
    . . . . . .
- ☐ non

4.11 Etes-vous abonnés à une ou plusieurs banques ou bases de données (CANSIM, CANSDI, ORBIT, DIALOG, IST-INFORMATHEQUE, etc.) ?

- ☐ oui
  - ☐ lesquelles : . . . . . .
    . . . . . .
    . . . . . .
    . . . . . .
    . . . . . .
- ☐ non

4.12 Quel est le coût des services que vous offrez aux usagers ?

- ☐ photocopie : . . . . . .
- ☐ téléréférence : . . . . . .
  - ☐ autre (précisez) : . . . . . .
    . . . . . .

4.13 Combien de monographies, rapports, tiré-à-part etc. votre service d'information documentaire possède-t-il ?

. . . . . .

4.14 A combien de périodiques est-il abonné ?

. . . . . .

4.15 Possède-t-il de la documentation audiovisuelle ?

- ☐ oui

  précisez-en le support
  - ☐ films
  - ☐ diaporamas
  - ☐ microfiches
  - ☐ enregistrements sonores
  - ☐ enregistrements magnétoscopiques .
  - ☐ autres (précisez)

    . . . . . .
    . . . . . .
- ☐ non

4.16 Quelles sont les principales disciplines couvertes par votre service d'information documentaire ?

- ☐ administration publique
- ☐ affaires et finances
- ☐ communications
- ☐ enseignement
- ☐ lois
- ☐ santé
- ☐ sciences physiques, génie et technologie
- ☐ travail
- ☐ autres (précisez) : . . . . . .
  . . . . . .

4.17 Dans le domaine particulier des conditions et des relations de travail, combien votre service d'information documentaire possède-t-il de documents dans les disciplines suivantes :

Organisation du travail (temps de travail, formes d'organisation du travail, statuts d'emploi : temps plein, temps partiel...QVT etc)

- ☐ de 0 à 500
- ☐ de 500 à 1,000
- ☐ de 1,000 à 2,500
- ☐ de 2,500 à 5,000
- ☐ 5,000 et plus

Santé et sécurité du travail et ergonomie

- ☐ de 0 à 500
- ☐ de 500 à 1,000
- ☐ de 1,000 à 2,500
- ☐ de 2,500 à 5,000
- ☐ 5,000 et plus

Rémunération (salaires et avantages sociaux)

- ☐ de 0 à 500
- ☐ de 500 à 1,000
- ☐ de 1,000 à 2,500
- ☐ de 2,500 à 5,000
- ☐ 5,000 et plus

Régulation des conditions de travail : interprétation et application (droit du travail, arbitrage, décisions judiciaires et/ou administratives etc.)

- ☐ de 0 à 500
- ☐ de 500 à 1,000
- ☐ de 1,000 à 2,500
- ☐ de 2,500 à 5,000
- ☐ 5,000 et plus

Autres (précisez-en la nature et la quantité)

. . . . . .
. . . . . .

4.18 A combien de périodiques couvrant les domaines énumérés à la question précédente êtes-vous abonnés (incluant les publications syndicales et les publications statistiques) ?

- ☐ de 0 à 10
- ☐ de 10 à 25
- ☐ de 25 à 50
- ☐ de 50 à 100
- ☐ de 100 à 200
- ☐ 200 et plus

4.19 Lesquels des individus ou groupes suivants sont les plus susceptibles d'utiliser les services de votre centre de documentation ou de votre bibliothèque (indiquez-en l'ordre d'importance avec « 1 » pour le plus important)

- ☐ employé(e)s de l'organisme
- ☐ entreprises
- ☐ syndicats
- ☐ chercheur(e)s
- ☐ étudiant(e)s
- ☐ employé(e)s du gouvernement
- ☐ juristes
- ☐ public en général

4.20 Faites-vous souvent affaire avec d'autres centres de documentation ou bibliothèques ayant les même préoccupations que les vôtres ?

- ☐ oui

lesquels : . . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

- ☐ non

5. SEMINAIRES, COLLOQUES, CONFERENCES, CONGRES (excluant les cours de formation)

5.1 Votre organisme organise-t-il des séminaires, colloques, conférences ou congrès en rapport avec les conditions ou les relations de travail ?

- ☐ oui
- ☐ non (passez à la question 6.)

5.2 Quelle en est la fréquence ? . . . . . .

5.3 Ces séminaires, conférences, congrès sont-ils ouverts ?

- ☐ à tous, toutes
- ☐ à participation restreinte

5.4 Quel est le coût d'une participation à une ou l'autre de ces activités organisées par votre organisme ?

- ☐ séminaire : _____ $
- ☐ colloque : _____ $
- ☐ conférence : _____ $
- ☐ congrès : _____ $
- ☐ autres (précisez) . . . . . .

5.5 Ces manifestations donnent-elles lieu à des publications ?

- ☐ oui
- ☐ non

5.6 Ces publications sont accessibles à un public :

- ☐ large
- ☐ restreint

5.7 Quel est le coût de ces publications ? . . . . .

6. INFORMATION ORALE ET REPONSES A DES QUESTIONS PARTICULIERES.

6.1 Croyez-vous qu'il fasse partie de la mission de votre organisme de répondre à des questions qui lui sont adressées par le public en général soit par téléphone soit autrement sur des problèmes touchant les conditions ou les relations de travail ?

- ☐ oui
- ☐ non

6.2 Est-ce que votre organisme est appelé à répondre à ce genre de questions :

- ☐ rarement
- ☐ assez souvent
- ☐ très souvent

6.3 Votre organisme édite-t-il des dépliants ou brochures expliquant le rôle qu'il joue ou répondant à des questions particulières dans le domaine des conditions ou des relations de travail ?

- ☐ oui
- ☐ non

6.4 Lesquels des individus ou groupes suivants sont les plus susceptibles de recourir à ce type d'information ? (indiquez-en l'ordre d'importance avec « 1 » pour le plus important).

- ☐ entreprises
- ☐ syndicats
- ☐ chercheur(e)s
- ☐ étudiant(e)s
- ☐ employé(e)s du gouvernement
- ☐ juristes
- ☐ public en général

Date :_____

ANNEXE 1

3.2.3 ☐ publications en série (périodiques) – (si votre organisme publie plus d'un périodique, veuillez s'il-vous-plaît remplir autant de questionnaires que nécessaire, annexes 1 à 1b). (Voir également l'exemple ci-joint, annexe 2).

titre : . . . . . .

. . . . . .

fréquence : (mensuel, annuel, occasionnel, etc.)

. . . . . .

période de référence : . . . . . .

date de publication : . . . . . .

source de renseignements :

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

cadre géographique : . . . . . .

nom et adresse de l'éditeur :

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Coût : . . . . . .

Diffusion : ☐ large ☐ restreinte

Disponibilité :

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

ANNEXE 1a

3.2.3 ☐ publications en série (périodiques) – (si votre organisme publie plus d'un périodique, veuillez s'il-vous-plaît remplir autant de questionnaires que nécessaire, annexes 1 à 1b). (Voir également l'exemple ci-joint, annexe 2).

titre : . . . . . .
. . . . . .

fréquence : (mensuel, annuel, occasionnel, etc.)
. . . . . .

période de référence : . . . . . .

date de publication : . . . . . .

source de renseignements :
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

cadre géographique : . . . . . .

nom et adresse de l'éditeur :
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

Coût : . . . . . .

Diffusion : ☐ large ☐ restreinte

Disponibilité :
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

ANNEXE 1b

3.2.3 ☐ publications en série (périodiques) – (si votre organisme publie plus d'un périodique, veuillez s'il-vous-plaît remplir autant de questionnaires que nécessaire, annexes 1 à 1b). (Voir également l'exemple ci-joint, annexe 2).

titre : . . . . . .
. . . . . .

fréquence : (mensuel, annuel, occasionnel, etc.)
. . . . . .

période de référence : . . . . . .

date de publication : . . . . . .

source de renseignements :
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

cadre géographique : . . . . . .

nom et adresse de l'éditeur :
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

Coût : . . . . . .

Diffusion : ☐ large ☐ restreinte

Disponibilité :
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

ANNEXE 2

STATISTIQUE CANADA

Titre :
Emploi, gains et durée du travail (nº de catalogue 72-002).

Fréquence :
Publication mensuelle.

Période de référence :
Un mois, et comparaison avec le mois précédent.

Date de publication :
Cinq mois après la période de référence.

Source de renseignements :
Enquête sur l'emploi, les listes de paie et les heures-hommes.

Cadre géographique :
Canada, par province et par régions urbaines déterminées.

Nom et adresse de l'éditeur :
Division du travail, Statistique Canada, Ottawa.

Coût :
$ 40.00 par année ; $ 4.00 l'exemplaire.

Diffusion :
☐ large ☐ restreinte

Disponible à :
Ventes et distribution de publications,
Ottawa (Ontario) K1A 0V7

Note : Cet exemple est tiré de la publication intitulée *Sources d'information sur la négociation collective* publiée pour le service d'information sur les relations industrielles (SIRI) de Travail Canada.

ANNEXE 3

3.2.4 ☐ **Banque de données**
Votre organisme édite-t-il une (ou des) banque(s) de données ? (Utilisez autant de questionnaires que nécessaire). (Annexe 3)

☐ oui
☐ non (passez à la question 3.2.5.)

titre : . . : . . . . . .
. . . . . .

coût : . . . . . .

Cette banque est-elle accessible en ligne directe ?
☐ oui
☐ non

Peut-on la consulter ou y avoir accès en faisant une demande téléphonique ?
☐ oui
☐ non

Peut-on s'y abonner ?
☐ oui
☐ oui avec restrictions
☐ non

Cette banque est-elle également accessible ?

sous format papier
☐ oui
☐ non coût : . . . . . .

sous microforme
☐ oui
☐ non coût : . . . . . .

Diffusion ☐ large ☐ restreinte

Coût de cette publication :
☐ format papier : _____
☐ microforme :_____

Annexe G
Liste des personnes interviewées

BAIL, Micheline, travailleuse communautaire. CLSC Centre-Ville.

BOSSET, Pierre, directeur. Au bas de l'échelle.

D'AOUST, Claude, arbitre de griefs.

DESCHENAUX, André, agent de recherche et d'information. Centre des dirigeants d'entreprise.

EVERELL, Jocelyne, génie industriel. Confédération des syndicats nationaux.

FARKAS, Lorraine et KENNEY, Lorne. Service d'information sur les relations industrielles (SIRI). Travail-Canada.

FERLAND, Gilles, directeur. Département de relations industrielles. Université Laval.

GAGNE, Michel, documentaliste. Travail-Québec (à Québec).

GAGNON, Mona-Josée et LAURENDEAU, France. Service de recherche. Féderation des travailleurs et travailleuses du Québec.

HAYES, Lili, responsable. Centre de documentation. Association des manufacturiers du Québec.

MOREAU, Andrée, responsable. Centre de documentation. Institut national de productivité.

N'GUYEN, Phong, documentaliste. Département de relations industrielles. Université de Montréal.

TOURIGNY, Suzanne, bibliothécaire. La bibliothèque. Travail-Canada.

VANDRAME, Sylvana, documentaliste. Travail-Québec (à Montréal).

Annexe H
Liste des organismes étrangers contactés

Mr. D.B. Smith
Industrial Relations Section
Department of Employment
Caxton House
Tothill Street
London SWIH 9NF
ANGLETERRE

Service d'information
Centre de recherche et d'étude sur la sécurité,
l'ergonomie et la promotion des conditions de travail
100 rue Belliard
1040 Bruxelles
BELGIQUE

M. H. Delnoy
Institut pour l'amélioration des conditions de travail
Rue de la Concorde, 60
1050 Bruxelles
BELGIQUE

Madame Mireille Crozel
Service d'information
Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail
7 bd. Romain-Rolland
92128 Montrouge
FRANCE

Centre de documentation
Programme PIRTTEM
Centre national de la recherche scientifique
15 Quai Anatole-France
Paris, 75700
FRANCE

Programme mobilisateur travail et emploi
Ministère de la Recherche et de l'industrie
Ancienne Ecole Polytechnique
5 rue Descartes
Paris 75005
FRANCE

Madame Kelleher
Fondation européenne pour l'amélioration
des conditions de travail
Lough Linstown House
Shankill, Co. Dublin
IRLANDE

Mrs. Helena Norberg
Arbetslivscentrum
(Swedish Center for Working Life)
Fiskartorpsvägen 15A
Box 5606
S 114 86 Stockholm
SUEDE

Mr. Leon E. Lunden, Chief
Labor Management Services Administration
Department of Labor
200 Constitution Avenue, N.W.
Washington, DC 20216
U.S.A

Mr. E. Earl Wright, Director
W.E. Upjohn Institute for Employment Research
300 South, Westnedge Avenue
Kalamazoo, Michigan 49007
U.S.A.

Mr. Jerome M. Rossow
Work in America Institute Inc.
700 White Plains Road
Scarsdale, N.Y. 10583
U.S.A.